



OBSERVATOIRE  
DE LA CULTURE ET DES  
COMMUNICATIONS  
DU QUÉBEC



# PROFIL DE L'INDUSTRIE AUDIOVISUELLE AU QUÉBEC EN 2017

Pour tout renseignement concernant l'ISQ  
et les données statistiques qui y sont disponibles,  
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec  
200, chemin Sainte-Foy  
Québec (Québec)  
G1R 5T4  
Téléphone: 418 691-2401

ou

Téléphone: 1 800 463-4090  
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web: [www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca)

Cette publication a été élaborée par l'Institut de la statistique du Québec avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA).

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
2<sup>e</sup> trimestre 2018  
ISBN : 978-2-550-81526-6 (imprimé)  
ISBN : 978-2-550-81525-9 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2018

Toute reproduction est interdite  
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.  
[www.stat.gouv.qc.ca/droits\\_auteur.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm)

Mai 2018

# AVANT-PROPOS

---

L'industrie audiovisuelle est dans un processus constant de changements qui l'amènent à s'adapter et à se renouveler. Mentionnons notamment l'accès des consommateurs à des contenus de toutes provenances, grandement facilité par Internet, qui incite les diffuseurs traditionnels à renouveler leur stratégie d'affaires. Toutes ces transformations ont une incidence sur l'ensemble des intervenants et des composantes de l'industrie audiovisuelle québécoise.

C'est dans ce contexte qu'à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec livre la troisième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Les statistiques ainsi que les données administratives présentées dans cette publication offrent un portrait de l'évolution de cette industrie et des tendances observées dans ses diverses composantes, qu'il s'agisse de la production, de la distribution ou de la diffusion des contenus audiovisuels au Québec.

Ce travail a été réalisé grâce à l'initiative et à la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA). Il s'agit là d'un partenariat stimulant.

Nous remercions également la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Téléfilm Canada, le Fonds des médias du Canada (FMC) et le Bureau des grands événements de la Ville de Québec de nous avoir fourni des données nécessaires à la réalisation de ce portrait exhaustif.

Le directeur général

A handwritten signature in black ink that reads "Florea D." in a cursive style.

Daniel Florea

La présente publication a été rédigée par : Sylvie Marceau, économiste  
Observatoire de la culture et des communications du Québec  
Institut de la statistique du Québec

Direction des statistiques de la société  
du savoir et Observatoire de la culture  
et des communications du Québec : Dominique Jutras, directeur

Ont apporté leur collaboration : Daniel Beaulieu, technicien  
Observatoire de la culture et des communications du Québec  
*à la coordination de l'édition:* Danielle Laplante  
*à la révision linguistique:* Sarah Bélanger  
*à la mise en page:* Anne-Marie Roy  
Direction de la diffusion et des communications  
Institut de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant  
le contenu de cette publication : Observatoire de la culture et des communications du Québec,  
Institut de la statistique du Québec  
200, chemin Sainte-Foy  
Québec (Québec) G1R 5T4  
Téléphone : 418 691-2414  
Télécopieur : 418 643-4129

**Notice bibliographique suggérée :**

MARCEAU, Sylvie (2018). *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2017*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, 118 p. [[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/profil-audiovisuel-2017.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/profil-audiovisuel-2017.pdf)].

**Signes conventionnels**

%	Pour cent ou pourcentage
n	Nombre
k	Millier
...	N'ayant pas lieu de figurer
..	Donnée non disponible
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
\$	En dollars
x	Donnée confidentielle
M	Million
r	Donnée révisée

# TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION.....	7
<b>1 SURVOL.....</b>	<b>9</b>
Faits saillants 2016-2017 .....	9
<b>2 APPORT ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>15</b>
Faits saillants 2016-2017 .....	15
<b>3 LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE DE CONTENU .....</b>	<b>21</b>
Faits saillants 2016-2017 .....	21
Types de productions .....	22
Financement .....	25
Production par région administrative .....	27
Coup d'œil sur la Capitale-Nationale .....	31
<b>4 LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE.....</b>	<b>47</b>
Faits saillants 2016-2017 .....	47
Formats .....	48
Genres.....	49
Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada.....	51
Financement .....	53
<b>5 LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE QUÉBÉCOISE.....</b>	<b>57</b>
Faits saillants 2016-2017 .....	57
Genres.....	58
Langue des longs métrages de fiction .....	58
Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada.....	60
Financement .....	62

<b>6</b>	<b>LES COPRODUCTIONS AUDIOVISUELLES</b> .....	<b>65</b>
	Faits saillants de 2016 .....	65
	Coproductions régies par des traités .....	66
	Coproductions dans les données du CIRQ .....	73
<b>7</b>	<b>LA PRODUCTION ÉTRANGÈRE ET LES SERVICES DE PRODUCTION</b> .....	<b>77</b>
	Faits saillants 2016-2017 .....	77
<b>8</b>	<b>LA PRODUCTION INTERNE</b> .....	<b>83</b>
	Faits saillants de 2016 .....	83
<b>9</b>	<b>LA PRODUCTION POUR MÉDIAS NUMÉRIQUES</b> .....	<b>85</b>
	Faits saillants de 2016-2017 .....	85
<b>10</b>	<b>LA DISTRIBUTION</b> .....	<b>87</b>
	Faits saillants de 2016 .....	87
<b>11</b>	<b>LA TÉLÉDIFFUSION</b> .....	<b>91</b>
	Faits saillants de 2016 .....	91
<b>12</b>	<b>LA PRÉSENTATION EN SALLES</b> .....	<b>95</b>
	Faits saillants de 2017 .....	95
<b>13</b>	<b>LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION DE RADIODIFFUSION</b> .....	<b>103</b>
	Faits saillants de 2016 .....	103
	<b>ANNEXE A</b> .....	<b>107</b>
	Production cinématographique et télévisuelle au Québec selon les données du Profil canadien .....	107
	<b>ANNEXE B</b> .....	<b>111</b>
	Notes méthodologiques concernant le calcul de l'incidence économique .....	111
	Méthodologie .....	111
	Notes de calcul .....	112
	<b>ANNEXE C</b> .....	<b>113</b>
	Apport économique .....	113
	Faits saillants de 2016 .....	113

# INTRODUCTION

---

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA), présente cette troisième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. La présentation des figures et tableaux de ce document est inspirée de la structure employée par le *Profil: Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, qui est produit chaque année par le Groupe Nordicité pour la Canadian Media Producers Association (CMPA), l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et Patrimoine canadien. Le but est, notamment, de faciliter une comparaison des tendances québécoises avec les tendances canadiennes.

La première partie présente un portrait global de la production sur écran au Québec et des industries de l'audiovisuel. L'information est détaillée dans 11 sections additionnelles, parmi lesquelles 7 portent sur la production (la production québécoise indépendante, la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent ensuite des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salles ainsi que sur les entreprises de distribution de la radiodiffusion.





# 1 SURVOL

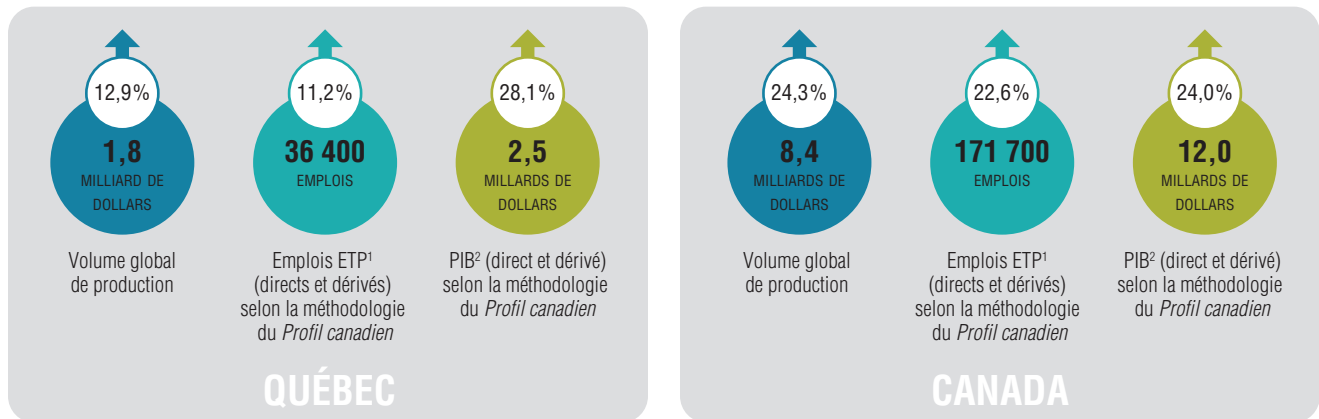
## FAITS SAILLANTS 2016-2017



- Hausse de 13% du volume<sup>1</sup> global de la production cinématographique et télévisuelle ;
- Hausse de 11% du nombre d'emplois ;
- Faible hausse (1%) de la valeur de la production télévisuelle indépendante ;
- Hausse importante (40%) de la valeur de la production étrangère et des services de production ;
- Hausse de 9% de la valeur de la production interne des télédiffuseurs.

Figure 1.1

### Production cinématographique et télévisuelle québécoise et canadienne, Québec et Canada, 2016-2017



1. ETP : Équivalents temps plein

2. PIB : Produit intérieur brut

Note : Emplois et contribution au produit intérieur brut (PIB) pour le Québec : Il s'agit du nombre d'emplois et du PIB calculés selon la méthodologie du *Profil canadien* sur la base des estimations de la production globale présentées à la figure 1.3.

Sources : Volume global de production au Québec :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande*, 2011-2015 et 2012-2016.

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle*, 2011-2015 et 2012-2016.

Données pour le Canada :

Nordicité (2018). *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

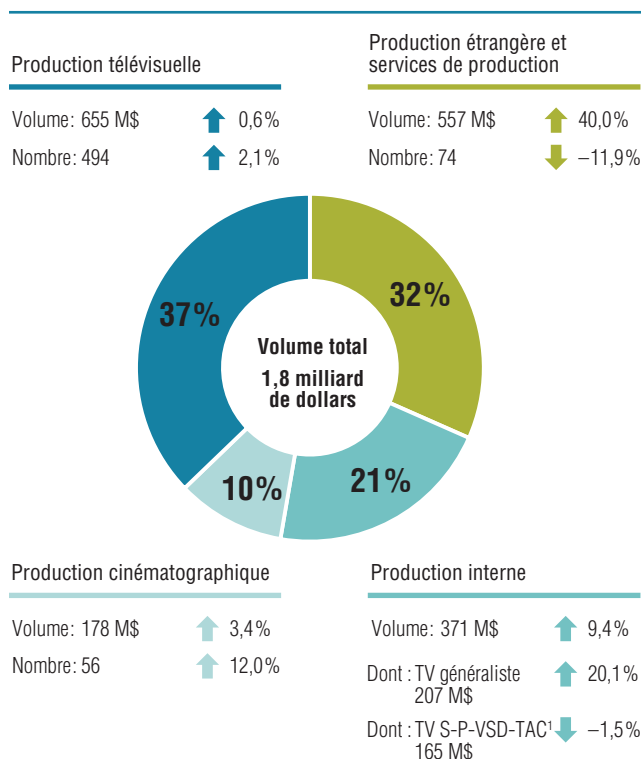
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Dans cette publication, le volume de production indique un montant en argent.

La valeur de la production cinématographique et télévisuelle au Québec a atteint un nouveau sommet en 2016-2017, soit 1,8 G\$. Il s'agit de la valeur la plus élevée des 10 dernières années. En outre, la valeur de toutes les catégories de production s'est accrue. Ce sont la production étrangère et les services de production qui ont connu la plus grande augmentation (40 %).

Figure 1.2

### Production cinématographique et télévisuelle au Québec, 2016-2017



1. Services de télévision spécialisés, payants, vidéo sur demande et télévision à la carte.

Note : Il peut y avoir des différences entre les données publiées ici et les données pour le Québec que l'on retrouve dans le *Profil* canadien. En général, il y a une concordance dans l'évolution des différents secteurs selon les deux sources. Toutefois, pour 2016-2017, les données présentées ici montrent une hausse de la valeur globale de la production de 13 %, soit une croissance moins prononcée que celle indiquée dans le *Profil* canadien, dont les données révèlent une hausse de 25 %. Voir l'annexe A pour plus de détails.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes : *Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande*, 2011-2015 et 2012-2016. *Relevés statistiques de la télévision traditionnelle*, 2011-2015 et 2012-2016.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production télévisuelle constitue la plus importante composante de la production sur écran au Québec (655 M\$). Toutefois, c'est celle qui a augmenté le plus faiblement en 2016-2017. Parallèlement, sa part dans le volume de production global a diminué pour s'établir à 37 %, comparativement à 42 % l'année précédente.

Tableau 1.1

### Marché cinématographique et télévisuel québécois, 2016-2017

Population du Québec (2017)	8 394 034
Valeur de la production cinématographique et télévisuelle au Québec (2016-2017)	210\$/personne <sup>1</sup>
Ménages (2016)	3 531 660
Écrans de cinéma et ciné-parcs (2017)	707
Assistance dans les établissements cinématographiques (2017)	19 520 353
Services de télévision offerts au Canada en 2016	780
Services de télévision canadiens	453
dont les services de télévision québécois <sup>2</sup>	72
Services de télévision étrangers	327
Proportion des ménages québécois avec certains équipements ménagers (2016)	
ayant la télédistribution (le câble)	67,8 %
ayant une antenne parabolique	12,1 %
Abonnés de services de câblodistribution et de TVIP <sup>3</sup> (2016)	2 570 000

1. Volume de production cinématographique et télévisuelle total (figure 1.3) divisé par la population.
2. Incluant 36 services spécialisés, payants, à la carte et sur demande en français ou bilingues, 24 services privés commerciaux, 7 services de la SRC/CBC, 2 chaînes éducatives et 3 stations communautaires.
3. Excluant les abonnés à un service de télédistribution par satellite ou à un service de distribution multipoint multicanal (SDM). TVIP : télévision sur protocole Internet.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Population : [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/qc\\_1971-20xx.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/qc_1971-20xx.htm) (Consulté le 6 février 2018).

Ménages : [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/familles-menages/tableau\\_02.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/familles-menages/tableau_02.htm) (Consulté le 6 février 2018).

Cinémas : *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes : *Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion 2012-2016*, [En ligne]. [[crtc.gc.ca/fra/publications/reports/BrAnalysis/dist2016/bdu2016.htm](http://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/BrAnalysis/dist2016/bdu2016.htm)] (Consulté le 1<sup>er</sup> février 2018).

*Rapport de communication 2017*, tableau 4.2.9.

*Services de radiodiffusion (radio, TV et câble) qui détiennent et qui ne détiennent pas de licence*, [En ligne]. [[applications.crtc.gc.ca/radio-tv-cable/fra/liste-services-radiodiffusion](http://applications.crtc.gc.ca/radio-tv-cable/fra/liste-services-radiodiffusion)] (Consulté le 6 février 2018).

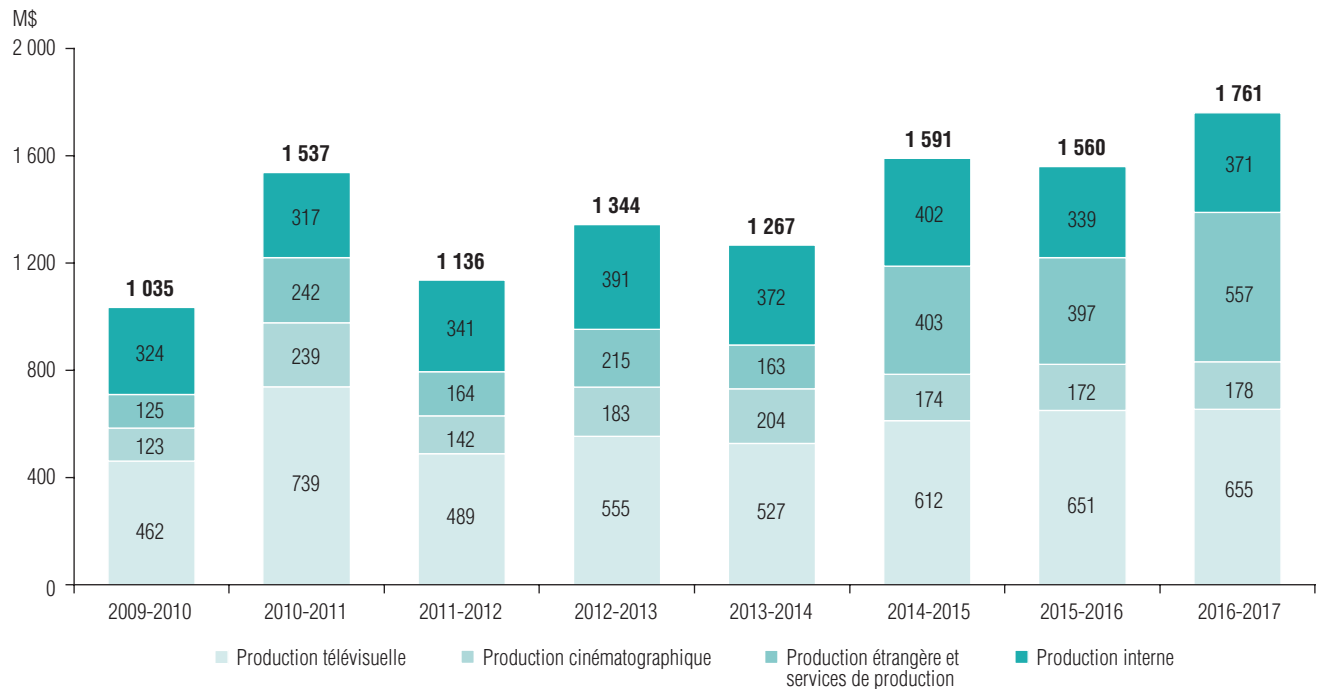
Statistique Canada :

Fondé sur la base de données sur la radiodiffusion et la télédiffusion, août 2017.

*Tableau 203-0027*, [En ligne], CANSIM. [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 26 janvier 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.3  
**Production<sup>1</sup> de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2016-2017**



1. Le volume de production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, de la production interne des télédiffuseurs et de la valeur de la production étrangère et des services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. La valeur de la production étrangère et des services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

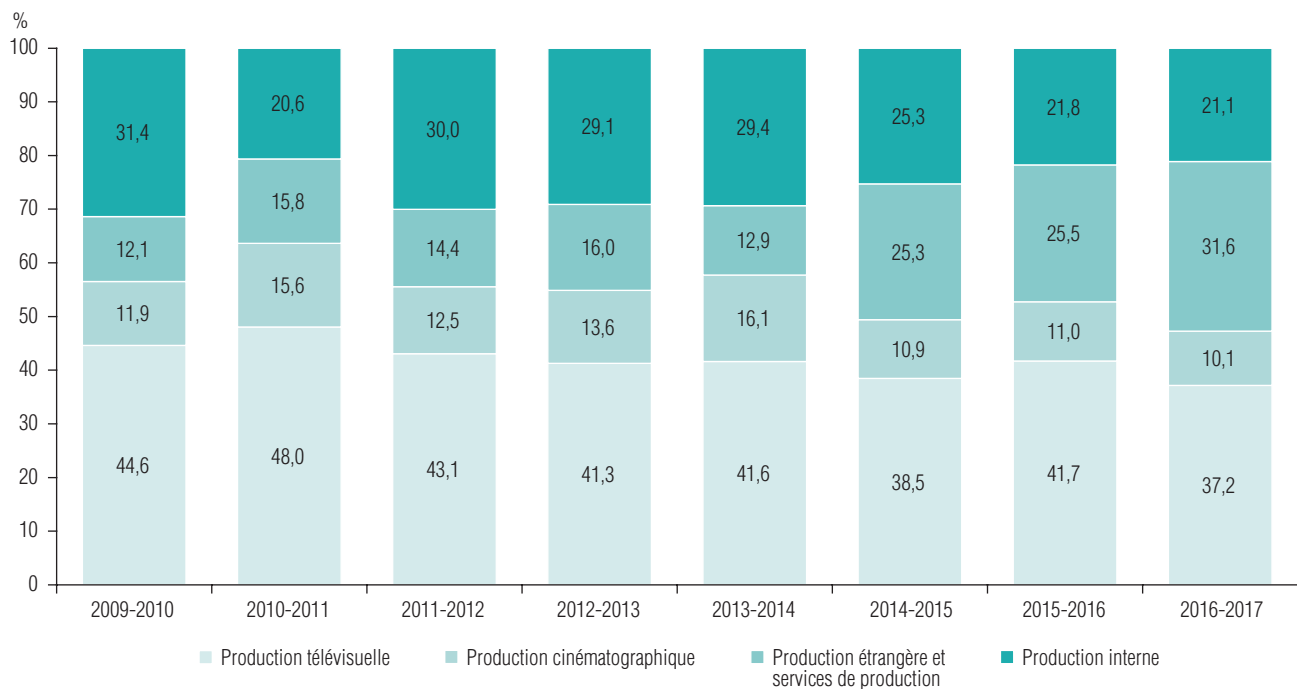
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2012-2016.*

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2009-2013 et 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.4

**Répartition de la production<sup>1</sup> de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2016-2017**

1. Le volume de production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, de la production interne des télédiffuseurs et de la valeur de la de production étrangère et des services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. La valeur de la production étrangère et des services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2012-2016.*

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2009-2013 et 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production cinématographique a augmenté un peu plus que la production télévisuelle indépendante, mais sa part dans la production globale a diminué, se chiffrant à 10 % par rapport à 11 % l'année précédente.

Jadis deuxième en importance, la valeur de la production interne a été dépassée, pour une deuxième année de suite, par celle de la production étrangère et des services de production. Cette dernière constitue maintenant 32 % de la production globale. Quant à la production interne, elle représente maintenant 21 % de cette production globale.

Tableau 1.2

**Financement de la production québécoise, selon le genre, Québec, 2016-2017**

Marché	Genre	Crédits d'impôt	Financement public <sup>1</sup>	Diffuseurs	Distributeurs canadiens	Sources étrangères	Autres sources privées	Total
k\$								
Télévision	Fiction	70 286	61 505	104 414	4 639	2 449	11 837	255 130
	Documentaires	34 495	23 986	55 650 <sup>2</sup>	2 603	8 247	7 176	132 159
	Variétés	32 076	9 858	69 317	70	—	5 939	117 261
	Magazines	30 067	4 942	57 107	1 351	3 158	11 600	108 226
	Autres genres	6 691	6 992	4 867	263	22 011	3 216	44 040
Salles	Tous les genres	31 239	57 680	1 283 <sup>3</sup>	23 716	44 474	19 823	178 214
%								
Télévision	Fiction	27,5	24,1	40,9	1,8	1,0	4,6	100,0
	Documentaires	26,1	18,1	42,1	2,0	6,2	5,4	100,0
	Variétés	27,4	8,4	59,1	0,1	—	5,1	100,0
	Magazines	27,8	4,6	52,8	1,2	2,9	10,7	100,0
	Autres genres	15,2	15,9	11,1	0,6	50,0	7,3	100,0
Salles	Tous les genres	17,5	32,4	0,7	13,3	25,0	11,1	100,0

1. Excluant les crédits d'impôt.

2. Incluant 4 830 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

3. Incluant 27 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



# 2 APPORT ÉCONOMIQUE

## FAITS SAILLANTS 2016-2017



- Hausse de 12% de la contribution directe au produit intérieur brut;
- Hausse de 11% du nombre estimé d'emplois directs.

À titre d'information et aux fins de comparaison, ce chapitre présente les résultats de l'« incidence économique » selon la méthodologie décrite dans le *Profil* canadien, mais sur la base des données de production recueillies pour ce rapport (voir notamment la figure 1.3).

Selon ces estimations, en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2016-2017, il y aurait 14 321 emplois directs et le produit intérieur brut (PIB) serait de 898 M\$. Le nombre d'emplois directement associés à la production cinématographique et télévisuelle au Québec a ainsi connu une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. Quant au PIB, il a augmenté de 12 % comparativement à l'année précédente.

Nous ne pouvons pas émettre d'opinion à l'égard de la fiabilité de ces données, car ces estimations utilisent une approche qui ne correspond pas aux méthodologies utilisées habituellement par l'Institut de la statistique du Québec pour produire des statistiques sur le PIB (selon la valeur ajoutée), la rémunération et l'emploi.

Ces estimations ne tiennent pas compte des changements technologiques, organisationnels ou structureux qui pourraient influencer la productivité des intrants et la rémunération de la main-d'œuvre du secteur. Elles tiennent compte du volume de production tel que mesuré par les coûts (donc par les dépenses de production) et des variations de la rémunération moyenne.

Toutefois, une comparaison des estimations publiées dans le *Profil* canadien avec les données de Statistique Canada présentées dans le tableau C3 de ce document permet d'observer que les résultats de l'estimation de Nordicité des incidences économiques directes des

composantes de la chaîne de valeur pour le Canada, en 2015 et 2016, excluant la production interne, se distinguent de ceux que l'on retrouve dans les estimations du Compte satellite de la culture en ce qui concerne le nombre d'emplois et le PIB pour l'ensemble des industries du domaine du film et de la vidéo (tableau C.3). Le nombre d'emplois dans les estimations de Nordicité est plus élevé, alors que le PIB est plus faible.

Des données tirées des comptes nationaux, du Compte satellite de la culture et de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) de Statistique Canada sont présentées à l'annexe C. D'après les résultats du Compte satellite, on constate une croissance de 6% du PIB dans le domaine du film et de la vidéo (incluant la production, la postproduction, la distribution et les salles de cinéma) au Québec entre 2015 et 2016 (tableau C.2). Par ailleurs, on dénombre 16 920 emplois dans ce domaine, soit une hausse de 15 % entre 2015 et 2016 (tableau C.1).

Tableau 2.1

**Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, selon le secteur, calculés selon la méthodologie décrite dans le *Profil canadien*<sup>1</sup>, Québec, 2014-2015 à 2016-2017**

	2014-2015 <sup>2</sup>	2015-2016	2016-2017
	n		
<b>Production télévisuelle québécoise</b>			
Directs	5 184	5 459	5 429
Dérivés	7 977	8 400	8 355
<b>Total</b>	<b>13 161</b>	<b>13 859</b>	<b>13 784</b>
<b>Production cinématographique québécoise</b>			
Directs	1 472	1 441	1 474
Dérivés	2 265	2 218	2 268
<b>Total</b>	<b>3 738</b>	<b>3 659</b>	<b>3 742</b>
<b>Production étrangère et services de production</b>			
Directs	3 207 <sup>†</sup>	3 132 <sup>†</sup>	4 338
Dérivés	4 935 <sup>†</sup>	4 821 <sup>†</sup>	6 676
<b>Total</b>	<b>8 142<sup>†</sup></b>	<b>7 953<sup>†</sup></b>	<b>11 015</b>
<b>Production interne</b>			
Directs	3 399	2 846 <sup>†</sup>	3 080
Dérivés	5 230	4 379 <sup>†</sup>	4 740
<b>Total</b>	<b>8 629</b>	<b>7 225<sup>†</sup></b>	<b>7 820</b>
<b>Ensemble de la production cinématographique et télévisuelle</b>			
Directs	13 261 <sup>†</sup>	12 878 <sup>†</sup>	14 321
Dérivés	20 408 <sup>†</sup>	19 818 <sup>†</sup>	22 039
<b>Total</b>	<b>33 669<sup>†</sup></b>	<b>32 697<sup>†</sup></b>	<b>36 361</b>

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

2. Ces données diffèrent des résultats publiés dans le *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2015*, parce qu'une méthodologie plus générale a été appliquée au lieu d'utiliser les ratios déduits des résultats publiés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande*, 2010-2014 à 2012-2016.

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle*, 2010-2014 à 2012-2016.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Tableau 2.2

**Produit intérieur brut de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le Profil canadien<sup>1</sup>, Québec, 2015-2016 et 2016-2017**

	Directs	Secondaires	Total
	M\$		
<b>2015-2016</b>			
Production québécoise			
Production télévisuelle	339	488	827
Production cinématographique	89	129	218
<b>Sous-total</b>	<b>428</b>	<b>617</b>	<b>1 045</b>
Production étrangère et services de production	194 <sup>r</sup>	280 <sup>r</sup>	474 <sup>r</sup>
Production interne	177	270	446 <sup>r</sup>
<b>Total</b>	<b>799<sup>r</sup></b>	<b>1 167<sup>r</sup></b>	<b>1 966<sup>r</sup></b>
<b>2016-2017</b>			
Production québécoise			
Production télévisuelle	340	606	947
Production cinématographique	92	165	257
<b>Sous-total</b>	<b>433</b>	<b>771</b>	<b>1 204</b>
Production étrangère et services de production	272	484	757
Production interne	193	365	558
<b>Total</b>	<b>898</b>	<b>1 620</b>	<b>2 518</b>

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande*, 2010-2014 à 2012-2016.

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle*, 2010-2014 à 2012-2016.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications.

Tableau 2.3

**Revenu de travail de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le Profil canadien<sup>1</sup>, Québec, 2015-2016 et 2016-2017**

	Directs	Secondaires	Total
	M\$		
<b>2015-2016</b>			
Production québécoise			
Production télévisuelle	326	328	653
Production cinématographique	86	87	172
<b>Sous-total</b>	<b>412</b>	<b>414</b>	<b>826</b>
Production étrangère et services de production	187 <sup>1</sup>	188 <sup>1</sup>	375
Production interne	170	171	341
<b>Total</b>	<b>768<sup>1</sup></b>	<b>773<sup>1</sup></b>	<b>1 541</b>
<b>2016-2017</b>			
Production québécoise			
Production télévisuelle	327	407	734
Production cinématographique	89	110	199
<b>Sous-total</b>	<b>416</b>	<b>517</b>	<b>934</b>
Production étrangère et services de production	262	325	587
Production interne	186	231	417
<b>Total</b>	<b>864</b>	<b>1 073</b>	<b>1 937</b>

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

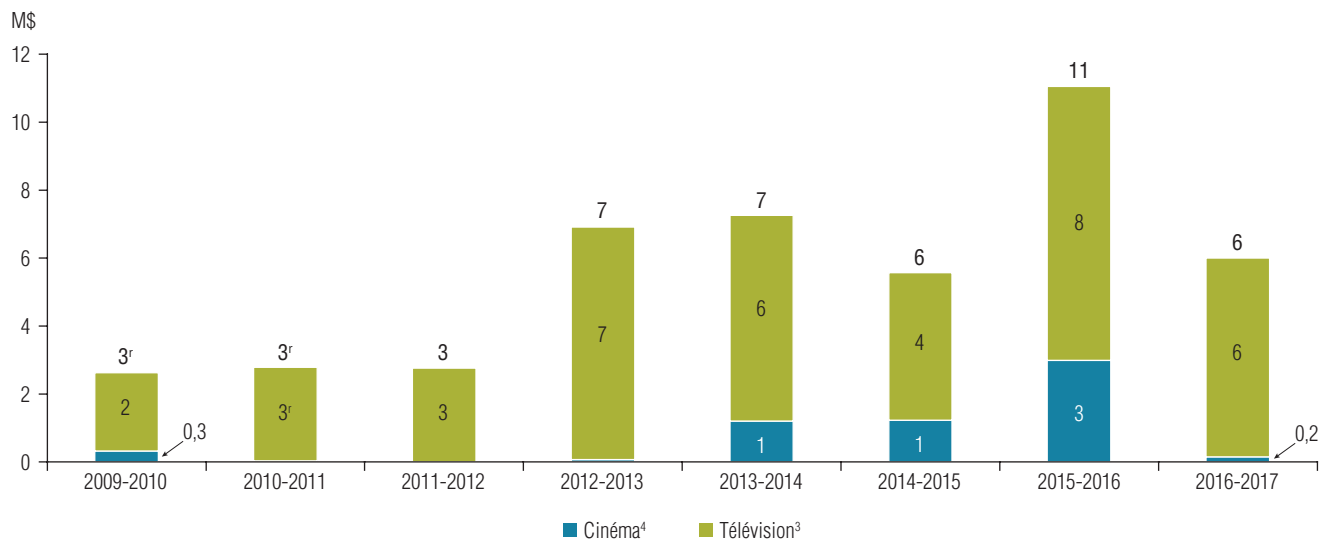
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande*, 2010-2014 à 2012-2016.

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle*, 2010-2014 à 2012-2016.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications.

Figure 2.1

**Préventes pour exportation<sup>1</sup> de la production cinématographique et télévisuelle selon le marché, Québec, 2009-2010 à 2016-2017<sup>2</sup>**

1. La valeur des préventes pour exportation se compose des préventes à des télédiffuseurs hors Québec, à des distributeurs étrangers et à des exportateurs, mais seulement pour la part nationale du financement.

2. Les résultats pour chaque année tiennent compte de projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée au traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, certaines valeurs peuvent être négatives.

3. La télévision inclut les productions télévisuelles, les courts et moyens métrages et l'animation, et les documentaires autres que les longs métrages.

4. Inclut les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



# 3 LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE DE CONTENU

---

## FAITS SAILLANTS 2016-2017



- Hausse de 1 % de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle indépendante;
- Hausse de 67 % de la valeur de l'animation;
- Hausse de 13 % du nombre de documentaires et de 6 % de leur valeur.



- Stabilité de la valeur de la production en langue française;
- Le financement provenant des distributeurs a plus que doublé;
- La production indépendante au Québec se fait ailleurs qu'à Montréal ou à Laval dans une proportion de 26 %;
- Sur les trois dernières années, 69 % de la valeur de la production dans les régions autres que la Capitale-Nationale et Montréal provient d'œuvres de fiction et d'animation, pour la plupart télévisuelles.



- Baisse de 11 % de la valeur pour les variétés et de 2 % pour la fiction;
- Baisse de 13 M\$ (-4 %) dans le financement provenant des télédiffuseurs au Québec;
- Baisse de 6 % de la valeur de la production en d'autres langues que le français.

La production cinématographique et télévisuelle québécoise a crû en 2016-2017. Il y avait 534 projets en 2015-2016 et on en compte 550 en 2016-2017, soit une hausse de 3 %. La croissance de la valeur, laquelle est passée de 823 M\$ à 833 M\$ (1 %), est plus modeste.

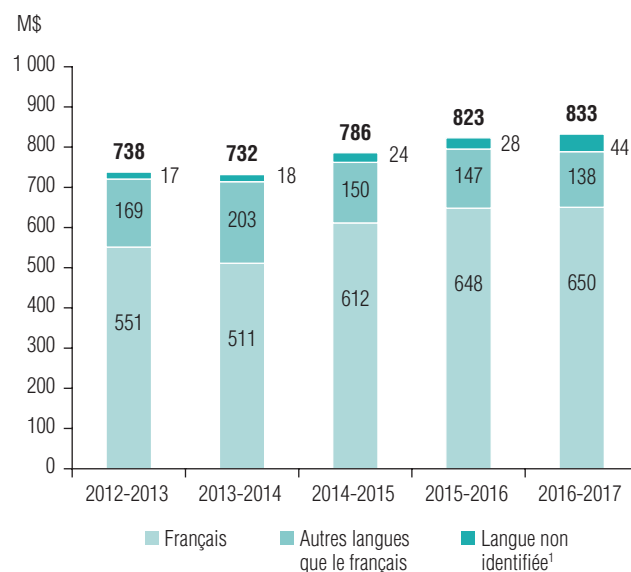
### Types de productions

Après deux années de hausse, la valeur de la production cinématographique et télévisuelle en français est stable en 2016-2017. La valeur de la production des longs métrages de fiction, des productions télévisuelles et des documentaires en français<sup>1</sup> s'élève à 650 M\$ en 2016-2017, ce qui représente 82 % de la valeur de ces types de productions. À l'opposé, la valeur de la production en d'autres langues que le français diminue pour une troisième année consécutive et s'établit à 138 M\$ (soit -6 % entre 2015-2016 et 2016-2017).

La moitié de la valeur de la production indépendante provient des œuvres de fiction et 60 % de cette valeur est associée au marché télévisuel. La valeur de la production des œuvres de fiction diminue dans le marché de la télévision (-3 %), mais demeure presque inchangée dans le marché du cinéma. Le marché de la télévision connaît aussi une baisse de la valeur des variétés (-11 %).

Figure 3.1

### Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017



1. Inclut l'animation et les courts et moyens métrages.

Note: Indique que le taux pour les entreprises culturelles est significativement différent de celui pour l'ensemble des entreprises d'autres secteurs.

Source: Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Tableau 3.1

### Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre et le marché, Québec, 2012-2013 à 2016-2017

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
<b>Fiction</b>					
Cinéma	182	199	168	166	167
Télévision	257	211	266	263	255
<b>Total fiction</b>	<b>439</b>	<b>409</b>	<b>434</b>	<b>429</b>	<b>422</b>
<b>Documentaires</b>					
Cinéma	1	5	6	6	11
Télévision	111	132	116	128	131
<b>Total documentaires</b>	<b>113</b>	<b>138</b>	<b>122</b>	<b>134</b>	<b>142</b>
Variétés	82	89	117	131	117
Magazines	87	78	89	102	107
Autres productions¹	17	18	24	28	44
<b>Total</b>	<b>738</b>	<b>732</b>	<b>786</b>	<b>823</b>	<b>833</b>

1. Animation et courts et moyens métrages.

Source: Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Les données selon la langue sont basées sur les longs métrages de fiction, les productions télévisuelles et les documentaires. Les œuvres d'animation et les courts et moyens métrages sont exclus.

Par contre, les magazines et les documentaires pour la télévision augmentent de 6 % et de 3 % respectivement. Par ailleurs, la valeur des longs métrages documentaires atteint 11 M\$ en 2016-2017, un sommet depuis les cinq dernières années et presque le double de la valeur enregistrée l'année précédente. Or, les documentaires destinés aux salles de cinéma constituent moins de 10 % de la valeur de ce type de production.

Alors que les productions d'œuvres de fiction obtiennent la part du lion en ce qui concerne la valeur de la production, les documentaires dominent quant au nombre de projets. Il y a 230 documentaires en 2016-2017, dont environ la moitié sont des séries télévisées. Par ailleurs, la croissance du nombre de productions en 2016-2017 est attribuable en large part à une hausse du nombre de projets documentaires (+ 13 %). Le nombre d'émissions de type magazine a aussi augmenté (+ 5 %).

Tableau 3.2

**Productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre et le format, Québec, 2015-2016 et 2016-2017**

	Fiction	Documentaires	Variétés	Magazines	Autres productions <sup>1</sup>	Total
n						
<b>2015-2016</b>						
Séries télévisées <sup>2</sup>	66	108	56	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	37	13	—	—	x	x
Émissions uniques	12	82	24	x	x	x
<b>Total</b>	<b>115</b>	<b>203</b>	<b>80</b>	<b>109</b>	<b>27</b>	<b>534</b>
<b>2016-2017</b>						
Séries télévisées <sup>2</sup>	x	113	x	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	36	20	—	—	x	x
Émissions uniques	x	97	x	x	x	x
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>230</b>	<b>73</b>	<b>114</b>	<b>21</b>	<b>550</b>
%						
<b>2015-2016</b>						
Séries télévisées <sup>2</sup>	57,4	53,2	70,0	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	32,2	6,4	—	—	x	x
Émissions uniques	10,4	40,4	30,0	x	x	x
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>2016-2017</b>						
Séries télévisées <sup>2</sup>	x	49,1	x	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	32,1	8,7	—	—	x	x
Émissions uniques	x	42,2	x	x	x	x
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

1. Animation et courts et moyens métrages.

2. Séries de deux épisodes et plus.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La croissance des documentaires entraîne aussi une hausse de la valeur des documentaires en français (+ 12 %), ce qui compense la baisse de la valeur des productions télévisuelles en français (-3 %) et contribue à la stabilité observée dans la valeur des œuvres en français. Par ailleurs, la valeur des productions en français constitue 82 % de la valeur totale des documentaires en 2016-2017, en hausse par rapport à 2015-2016, où elle s'élevait à 77 %.

Tableau 3.3

**Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le type de production et la langue, Québec, 2015-2016 et 2016-2017**

	Longs métrages de fiction	Productions télévisuelles <sup>1</sup>	Documentaires	Autres productions <sup>2</sup>	Total
M\$					
<b>2015-2016</b>					
Français	96	449	104	x	x
Autres langues que le français	70	47	30	x	x
<b>Total</b>	<b>166</b>	<b>496</b>	<b>134</b>	<b>28</b>	<b>823</b>
<b>2016-2017</b>					
Français	96	438	117	x	x
Autres langues que le français	71	41	26	x	x
<b>Total</b>	<b>167</b>	<b>479</b>	<b>142</b>	<b>44</b>	<b>833</b>
%					
<b>2015-2016</b>					
Français	57,7	90,5	77,4	x	x
Autres langues que le français	42,3	9,5	22,6	x	x
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>2016-2017</b>					
Français	57,4	91,4	81,8	x	x
Autres langues que le français	42,6	8,6	18,2	x	x
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

1. Inclut les productions de fiction, de magazines et de variétés.

2. Animation et courts et moyens métrages.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



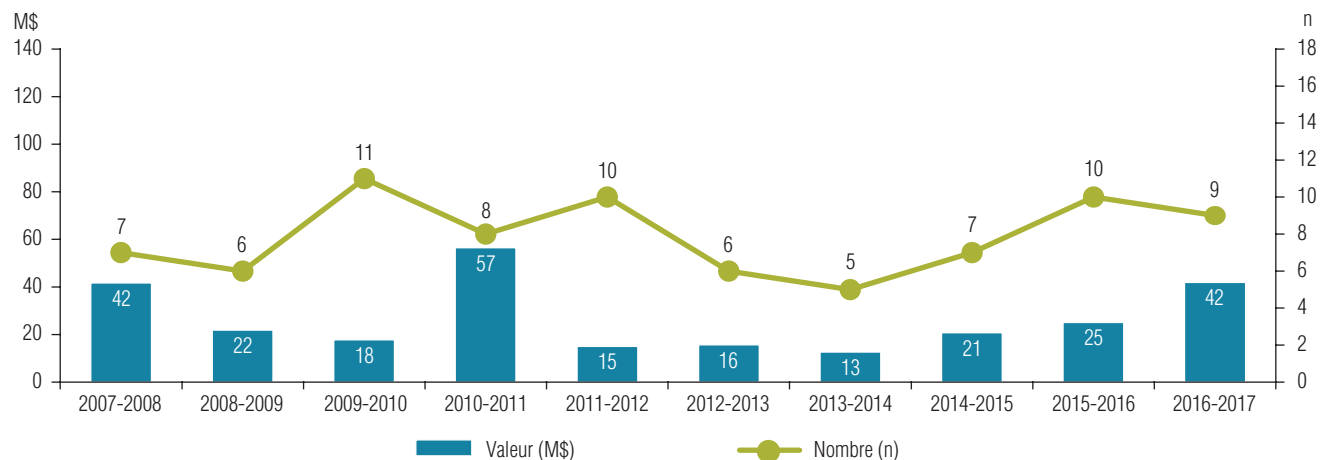
La valeur des œuvres d'animation grimpe pour une quatrième année et s'établit à 42 M\$ en 2016-2017, soit une augmentation de 67 % par rapport à 2015-2016. Cette hausse trouve sa source dans une augmentation de la valeur moyenne des œuvres puisque le nombre de productions est moindre en 2016-2017 qu'en 2015-2016.

### Financement

Le financement sous forme de droits de diffusion des télédiffuseurs s'élève à 288 M\$ en 2016-2017. Il constitue la source la plus importante de financement de la production indépendante québécoise, mais sa part est plus faible en 2016-2017 (34 %) qu'en 2015-2016 (36 %). Les autres contributions d'importance, soit le crédit d'impôt du Québec (16 % du total) et le Fonds des médias du Canada (12 % du total), n'ont pas vu leur poids diminuer. Après cinq années de constance, le financement provenant des distributeurs canadiens augmente pour s'établir à 33 M\$, soit son plus haut niveau depuis 2010-2011, où il s'élevait à 35 M\$.

Figure 3.2

#### Œuvres d'animation dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2007-2008 à 2016-2017



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.4

**Financement de la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>1</sup>	207	27,8	219	29,6	259	32,8	301	36,4	288	34,5
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	5	0,7	4	0,5	2	0,3	7	0,9	5	0,6
Crédit d'impôt fédéral	56	7,6	59	8,0	69	8,8	76	9,2	75	9,0
Crédits d'impôt provinciaux	114	15,3	122	16,5	139	17,6	131	15,9	130	15,5
Distributeurs canadiens	13	1,7	13	1,8	15	1,9	13	1,5	33	3,9
Financement de provenance étrangère <sup>2</sup>	136	18,3	91	12,3	64	8,1	74	9,0	80	9,6
SODEC	26	3,5	31	4,1	25	3,2	24	2,9	29	3,4
Fonds des médias du Canada	101	13,5	97	13,1	102	12,9	100	12,1	97	11,7
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	24	3,2	35	4,7	27	3,4	32	3,9	32	3,8
Autre financement public <sup>3</sup>	4	0,6	4	0,5	6	0,8	4	0,5	7	0,8
Autre financement privé <sup>4</sup>	58	7,8	66	8,9	81	10,3	64	7,7	60	7,1
<b>Total<sup>5</sup></b>	<b>743</b>	<b>100,0</b>	<b>739</b>	<b>100,0</b>	<b>790</b>	<b>100,0</b>	<b>826</b>	<b>100,0</b>	<b>835</b>	<b>100,0</b>

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant de mini-traités, de l'Office national du film (ONF), de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

5. Il peut y avoir un écart entre ces données et le volume de production en raison du surfinancement, qui est généralement négligeable.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Ces résultats d'ensemble masquent des différences importantes entre la production en français et la production en d'autres langues, de même qu'entre la production cinématographique et la production télévisuelle. Ces différences sont révélées dans les chapitres 4 et 5. Mentionnons ici, par exemple, les différences que l'on observe en ce qui concerne le financement de provenance étrangère. Une faible part du financement de la production télévisuelle provient de sources étrangères (5,6 %, tableau 4.7). Cette source de financement est plus importante pour les longs métrages de fiction, surtout pour ceux qui sont réalisés en d'autres langues que le français. La contribution provenant de sources étrangères en 2016-2017 s'élève à 12 % pour les longs

métrages de fiction en français ; elle est de 46 % pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français (tableau 5.7).

À ce chapitre, on remarque également une différence entre les données présentées ici et celles qui sont publiées dans le *Profil* canadien. Le financement de source étrangère représente moins de 1 % du financement de la production télévisuelle canadienne en français et est infime dans la production cinématographique en français en 2016-2017<sup>1</sup>. Quant à la production canadienne en anglais au cours de la même période, le financement de source étrangère s'élève à 7 % pour la production cinématographique et à 17 % pour la production télévisuelle.<sup>2</sup>

1. Source pour la part au Canada : Nordicité (2018), *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], figures 4-20 et 5-12. [www.cmpa.ca/industry-information/profile] (Consulté le 27 février 2018).

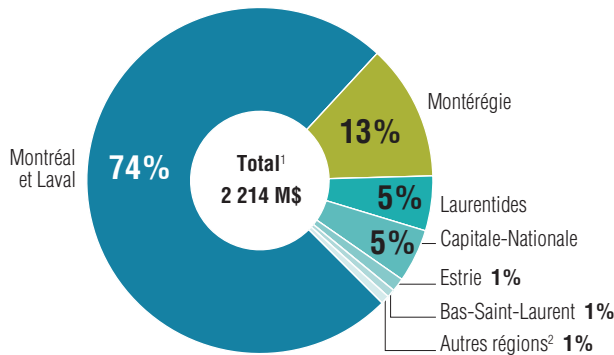
2. Source pour la part au Canada : Nordicité (2018), *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], figures 4-19 et 5-12. [www.cmpa.ca/industry-information/profile] (Consulté le 27 février 2018).

## Production par région administrative

La production cinématographique et télévisuelle se concentre dans la métropole. En fait, les trois quarts du volume de production s'effectuent dans la région et la périphérie immédiate de Montréal.

Pendant les trois<sup>2</sup> dernières années, les autres régions ayant affiché des volumes de production appréciables sont la Montérégie (13%), la Capitale-Nationale (5%) et les Laurentides (5%).

Figure 3.3  
**Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante selon la région administrative, Québec, 2014-2015 à 2016-2017**



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue, Lanaudière.

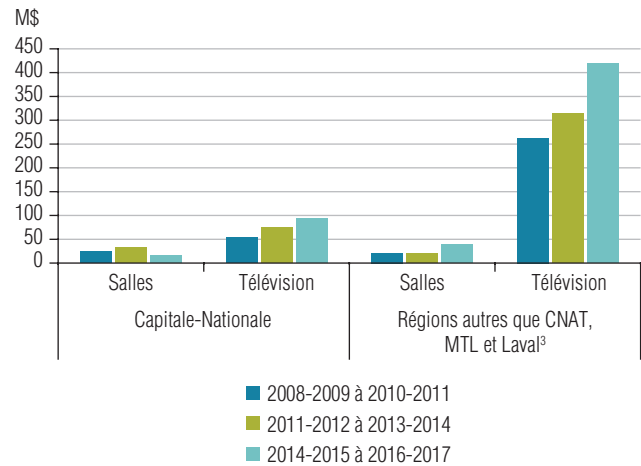
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

## > Marchés

On observe des différences notables entre les types de productions selon les régions. Par exemple, la part de la production cinématographique dans la Capitale-Nationale est plus élevée que dans les régions autres que Montréal. En moyenne, sur les trois plus récentes années (2014-2015 à 2016-2017), la part de la production cinématographique dans la Capitale-Nationale est de 15% et celle dans les autres régions (excluant Montréal) est de 9%.

Figure 3.4  
**Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup> selon le marché<sup>2</sup>, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval<sup>3</sup>, 2008-2009 à 2016-2017**

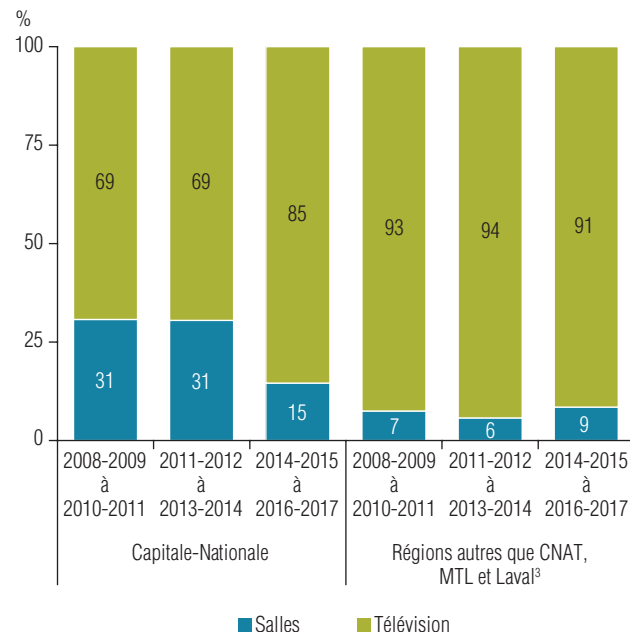


1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
  2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.
  3. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.
- Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.
- Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2. Étant donné la petite quantité d'œuvres produites hors Montréal, il s'avère nécessaire de regrouper celles-ci sur une période de trois ans pour protéger la confidentialité des budgets de production.

Figure 3.5

**Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup> selon le marché<sup>2</sup>, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2008-2009 à 2016-2017**



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

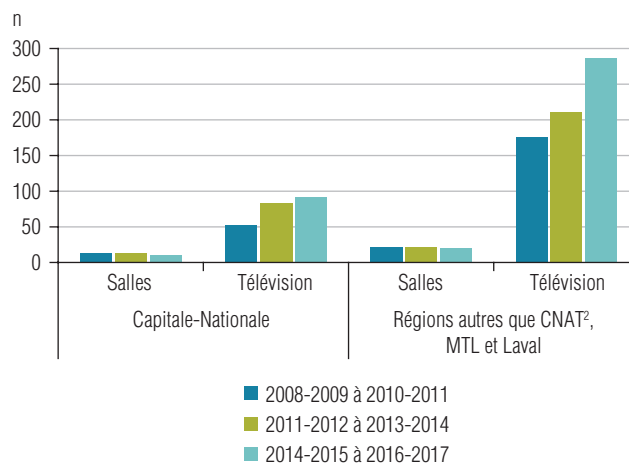
3. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.6

**Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes selon le marché<sup>1</sup>, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2008-2009 à 2016-2017**



1. Dans cette figure, les productions d'animation sont répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

2. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

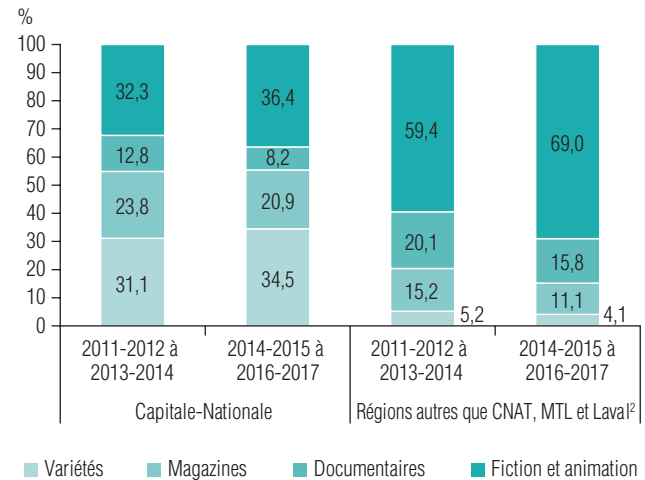
### > Genres

On observe aussi des différences entre les régions quant aux genres. Dans la Capitale-Nationale, la valeur de la production des trois dernières années dans la catégorie « variétés » est presque aussi grande que celle dans la catégorie « fiction et animation ». Dans les autres régions (en excluant Montréal et Laval), les œuvres appartenant aux genres « fiction et animation » sont largement en tête avec 69% de l'ensemble de la production.

Mentionnons qu'il y a une distinction entre cette production par région administrative et la production régionale dans le sens des œuvres admissibles à une bonification régionale du CIRQ. Par exemple, certaines productions de la région de la Montérégie ne sont pas admissibles à la bonification régionale parce qu'elles ne satisfont pas aux critères établis pour la bonification<sup>3</sup>. L'admissibilité à d'autres bonifications, comme celles pour les productions de langue française, pour les « effets spéciaux » ou pour le format géant, influence la part de la bonification régionale dans le CIRQ (tableau 3.6).

Figure 3.7

**Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup> selon le genre, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2011-2012 à 2016-2017**



■ Variétés ■ Magazines ■ Documentaires ■ Fiction et animation

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3. Aux fins de la bonification régionale, la région de Montréal inclut « la partie du territoire du Québec qui est située à moins de 25 kilomètres, par le plus court chemin carrossable normalement utilisé d'un point quelconque d'un cercle ayant un rayon de 25 kilomètres dont le centre est la station de métro Papineau. » SODEC (2017), *Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Mesure fiscale*, [En ligne]. [www.sodec.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/lignes-directricescinema-tele.pdf](http://www.sodec.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/lignes-directricescinema-tele.pdf) (Consulté le 9 mai 2018).

Tableau 3.5

**Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup> selon le genre, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2011-2012 à 2016-2017**

	2011-2012 à 2013-2014		2014-2015 à 2016-2017	
	M\$	%	M\$	%
<b>Capitale-Nationale</b>				
Fiction et animation	34,7	7,9	40,2	7,1
Documentaires	13,7	3,1	9,0	1,6
Magazines	25,6	5,8	23,1	4,1
Variétés	33,5	7,6	38,0	6,7
<b>Sous-total</b>	<b>107,6</b>	<b>24,4</b>	<b>110,3</b>	<b>19,4</b>
<b>Régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval</b>				
Fiction et animation	198,3	44,9	315,6	55,6
Documentaires	67,1	15,2	72,2	12,7
Magazines	50,7	11,5	50,9	9,0
Variétés	17,5	4,0	18,7	3,3
<b>Sous-total</b>	<b>333,6</b>	<b>75,6</b>	<b>457,4</b>	<b>80,6</b>
<b>Total régions autres que Montréal et Laval</b>	<b>441,2</b>	<b>100,0</b>	<b>567,8</b>	<b>100,0</b>

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.6

**Valeur de la bonification régionale du crédit d'impôt accordée aux productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes selon le genre, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2011-2012 à 2016-2017**

	2011-2012 à 2013-2014		2014-2015 à 2016-2017	
	k\$	%	k\$	%
<b>Capitale-Nationale</b>				
Fiction et animation	1,6	17,7	2,1	19,3
Documentaires	0,6	6,5	0,6	5,2
Magazines	2,2	23,5	1,7	15,8
Variétés	2,3	24,5	2,7	25,5
<b>Total</b>	<b>6,6</b>	<b>72,2</b>	<b>7,1</b>	<b>65,8</b>
<b>Régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval</b>				
Fiction et animation	0,4	4,4	1,7	16,1
Documentaires	1,9	20,5	1,8	16,3
Magazines	0,3	2,9	0,2	1,6
Variétés	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>2,6</b>	<b>27,8</b>	<b>3,7</b>	<b>34,2</b>
<b>Total régions autres que Montréal et Laval</b>	<b>9,2</b>	<b>100,0</b>	<b>10,8</b>	<b>100,0</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

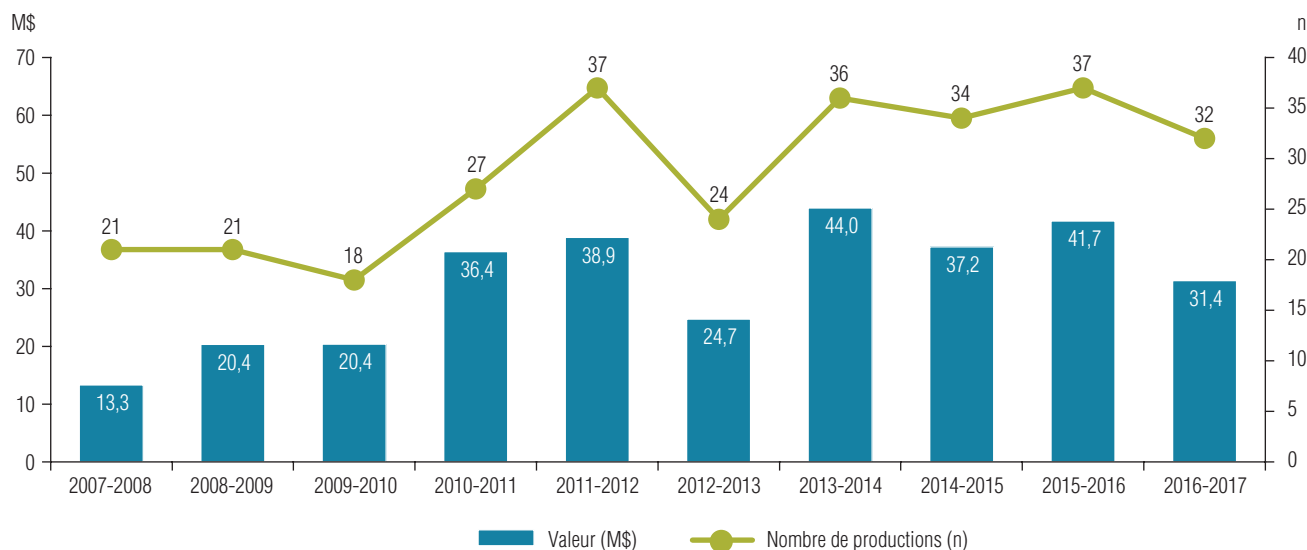
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

## Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

La valeur de la production cinématographique et télévisuelle indépendante dans la région de la Capitale-Nationale a diminué de 25 % en 2016-2017 et atteint son plus bas niveau depuis 2012-2013. Le nombre de projets a aussi diminué, passant de 37 en 2015-2016 à 32 en 2016-2017.

Figure 3.8

### Production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup>, région de la Capitale-Nationale<sup>2</sup>, 2007-2008 à 2016-2017



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Cependant, on constate que la valeur de la production cinématographique et télévisuelle des trois dernières années (2014-2015 à 2016-2017) est plus élevée que celle des trois années précédentes (+ 3 %) lorsqu'on les compare. Toutefois, la part de la production réalisée dans la Capitale-Nationale par rapport à la production globale du Québec est de 4,9 % pour la période 2014-2015 à 2016-2017, alors qu'elle était de 5,9 % pour les trois années précédentes.

### > La production cinématographique

La production cinématographique dans la Capitale-Nationale a baissé dans les trois dernières années notamment en raison d'un nombre moindre de projets, mais surtout parce que les devis de production sont plus faibles. La moyenne des devis de productions cinématographiques est de 1,5 M\$ pour la période 2014-2015 à 2016-2017, alors qu'elle était de 2,5 M\$ pour les trois années précédentes.

Tableau 3.7

#### Part de la région de la Capitale-Nationale dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup>, selon le marché et le genre, Québec, 2011-2012 à 2016-2017 (périodes de trois ans)

	Part québécoise du devis				
	Capitale-Nationale <sup>2</sup>		Ensemble du Québec <sup>3</sup>		Part de la Capitale-Nationale
	M\$	%	M\$	%	%
<b>2011-2012 à 2013-2014</b>					
<b>Selon le marché</b>					
Salles	33	30,5	363,1	20,0	9,0
Télévision	75	69,5	1456,3	80,0	5,1
<b>Selon le genre</b>					
Fiction et animation <sup>4</sup>	35	32,3	969	53,2	3,6
Documentaires <sup>4</sup>	14	12,8	333	18,3	4,1
Magazines et variétés	59	54,9	517	28,4	11,4
<b>Total</b>	<b>108</b>	<b>100,0</b>	<b>1 819</b>	<b>100,0</b>	<b>5,9</b>
<b>2014-2015 à 2016-2017</b>					
<b>Selon le marché</b>					
Salles	16	14,6	405	18,1	4,0
Télévision	94	85,4	1 827	81,9	5,2
<b>Selon le genre</b>					
Fiction et animation <sup>4</sup>	40	36,4	1 203	53,9	3,3
Documentaires <sup>4</sup>	9	8,2	370	16,6	2,4
Magazines et variétés	61	55,4	659	29,5	9,3
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>100,0</b>	<b>2 232</b>	<b>100,0</b>	<b>4,9</b>

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

3. Incluant les révisions des décisions préalables. Sur les six années, les révisions correspondent à +0,7 % de la part québécoise du devis.

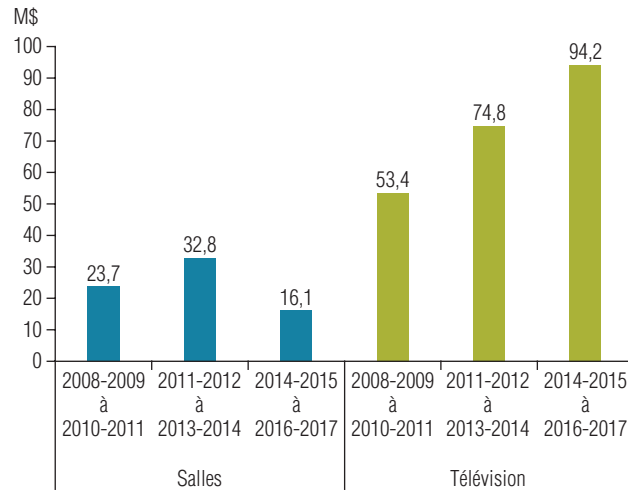
4. Inclut les productions télévisuelles et les productions destinées aux salles.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Figure 3.9

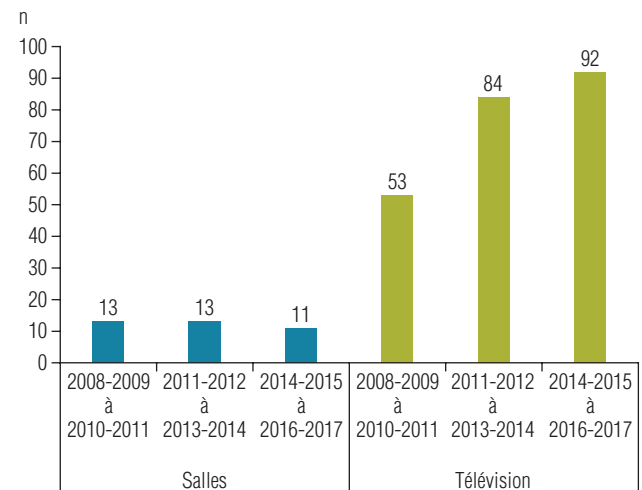
**Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup>, selon le marché, région de la Capitale-Nationale<sup>2</sup>, 2008-2009 à 2016-2017**


1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.10

**Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2016-2017**


1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.8

**Valeur moyenne des productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, selon le marché, région de la Capitale-Nationale<sup>2</sup>, 2008-2009 à 2016-2017**

	2008-2009 à 2010-2011	2011-2012 à 2013-2014	2014-2015 à 2016-2017
	M\$		
Marché des salles	1,8	2,5	1,5
Marché de la télévision	1,0	0,9	1,0

1. Il s'agit de la valeur moyenne de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

### > La production télévisuelle

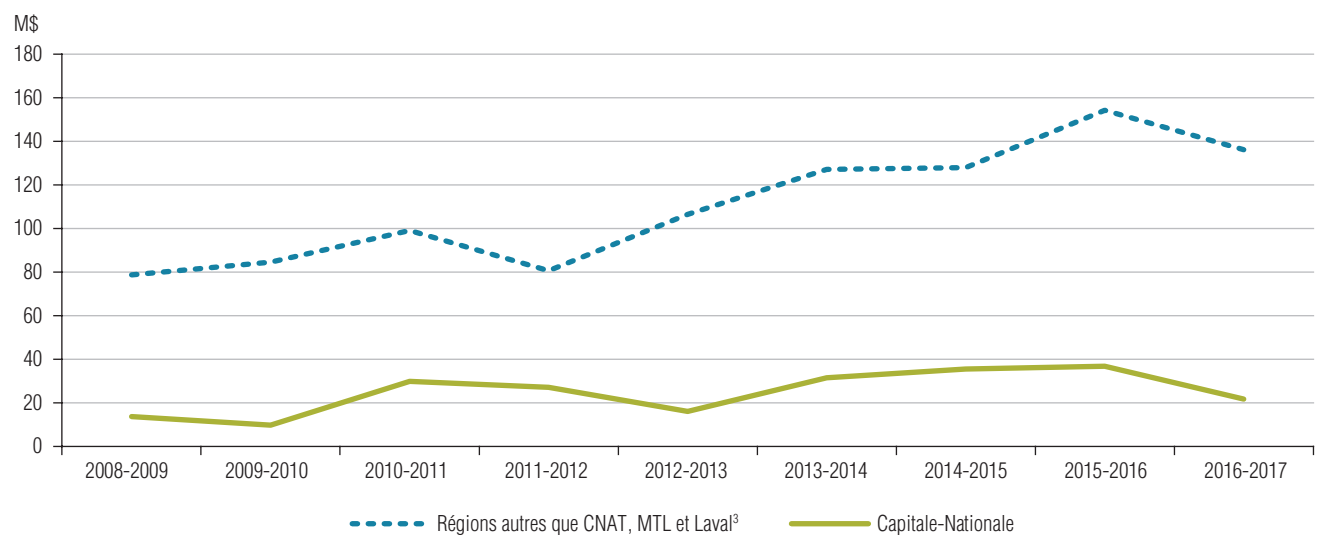
Par contre, la valeur de la production télévisuelle dans la Capitale-Nationale est en croissance par rapport à la période précédente. Ainsi, la valeur de la production télévisuelle correspond à 85 % de la valeur de la production sur les trois dernières années, alors que cette part était de 70 % pour les trois années précédentes. Derrière cette tendance, il y a des fluctuations conjoncturelles importantes. En fait, après trois années de croissance, la valeur de la production télévisuelle diminue de 41 % dans la Capitale-Nationale en 2016-2017. En comparaison, elle diminue de 12 % dans les autres régions.

### > Genres

La valeur de la production d'œuvres appartenant à la catégorie « fiction et animation » augmente de 16 % sur les trois dernières années par rapport à la période précédente. La valeur de la production pour ces genres est en hausse pour le marché de la télévision et en baisse pour le marché des salles de cinéma. Un phénomène semblable se produit avec la production documentaire, mais la hausse de la production pour la télévision ne compense pas la baisse de la production pour les salles.

Figure 3.11

**Valeur de la production télévisuelle québécoise indépendante<sup>1,2</sup>, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2008-2009 à 2016-2017**



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

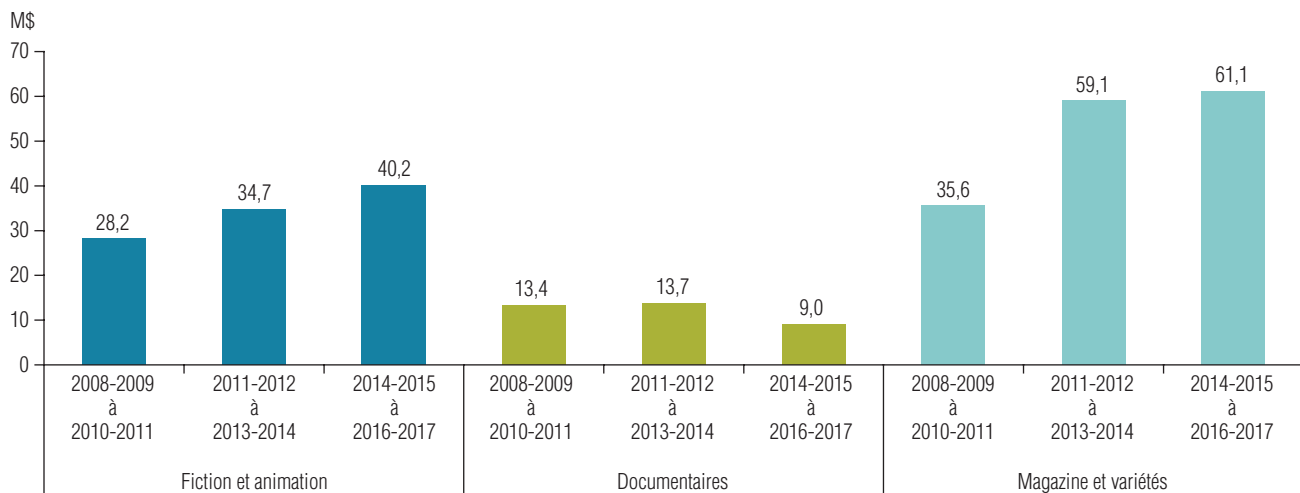
2. Dans cette figure, la valeur de la production est basée sur la part québécoise du devis et la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

3. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.12

**Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup>, selon le genre, région de la Capitale-Nationale<sup>2</sup>, 2008-2009 à 2016-2017**

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

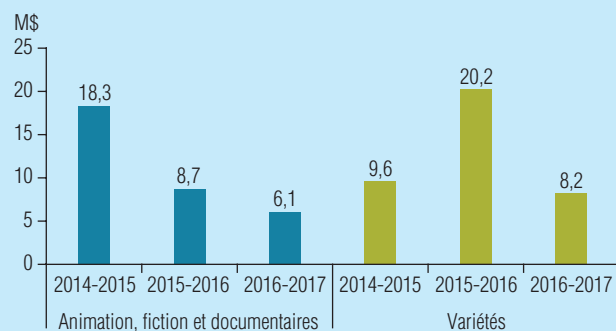
2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Au cours de la période récente, la valeur de la production télévisuelle de certains genres a connu des soubresauts qui s'estompent lorsqu'on observe l'évolution à plus long terme. La valeur de la production télévisuelle de fiction, d'animation et de documentaires est plus élevée pour la seule année 2014-2015 que la valeur totale de ces genres pour la période 2011-2012 à 2013-2014. Cependant, la valeur diminue de plus de 50 % en 2015-2016. En parallèle, la valeur de la production des émissions de variétés en 2015-2016 correspond à plus du double de la valeur en 2014-2015, mais diminue de 60 % en 2016-2017. Malgré ces mouvements remarquables à court terme, la valeur annuelle moyenne de la production télévisuelle sur la période 2014-2015 à 2016-2017 est plus élevée que celle sur la période 2011-2012 à 2013-2014.

Figure 3.13

**Valeur de la production télévisuelle québécoise indépendante<sup>1</sup>, certains genres, région de la Capitale-Nationale<sup>2</sup>, 2014-2015 à 2016-2017**

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

## > Financement

De 2014-2015 à 2016-2017, la production cinématographique et télévisuelle indépendante dans la région de la Capitale-Nationale a obtenu 26 M\$ du Programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La bonification régionale constitue 27 % de ce montant sur les trois dernières années, soit 7 M\$.

Tableau 3.9

### Crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes, selon le genre, région de la Capitale-Nationale<sup>1</sup>, 2011-2012 à 2016-2017

	unité	2011-2012 à 2013-2014	2014-2015 à 2016-2017
<b>Crédit d'impôt</b>			
Fiction et animation	M\$	8	10
Documentaires	M\$	4	2
Magazines et variétés	M\$	15	14
Ensemble des productions	M\$	27	26
<b>Devis (part québécoise)</b>			
Fiction et animation	M\$	35	40
Documentaires	M\$	14	9
Magazines et variétés	M\$	59	61
Ensemble des productions	M\$	108	110
<b>Taux effectif de crédit d'impôt<sup>2</sup></b>			
Fiction et animation	%	24	24
Documentaires	%	28	24
Magazines et variétés	%	25	24
Ensemble des productions	%	25	24

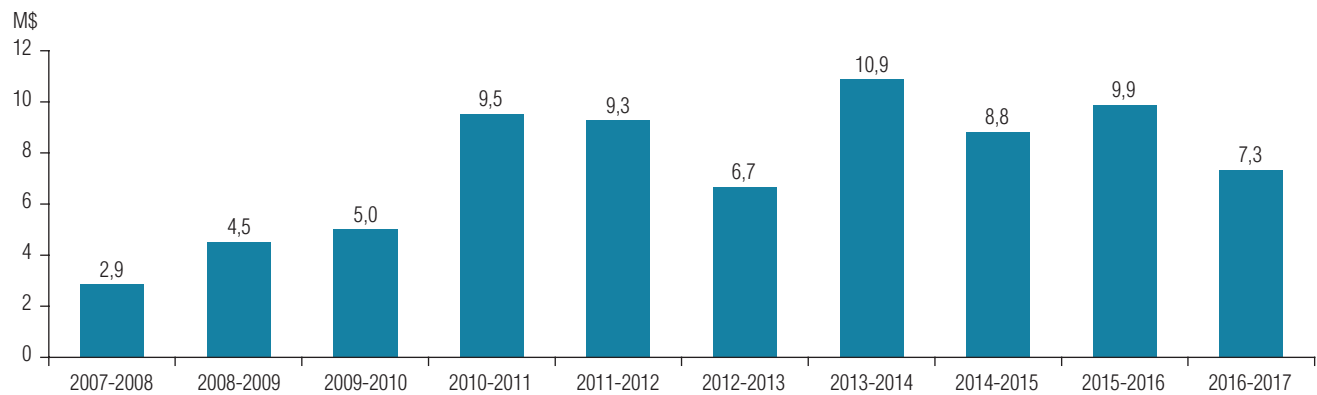
1. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

2. Le taux effectif du crédit d'impôt ici donne la part du crédit d'impôt dans la part québécoise du devis.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.14

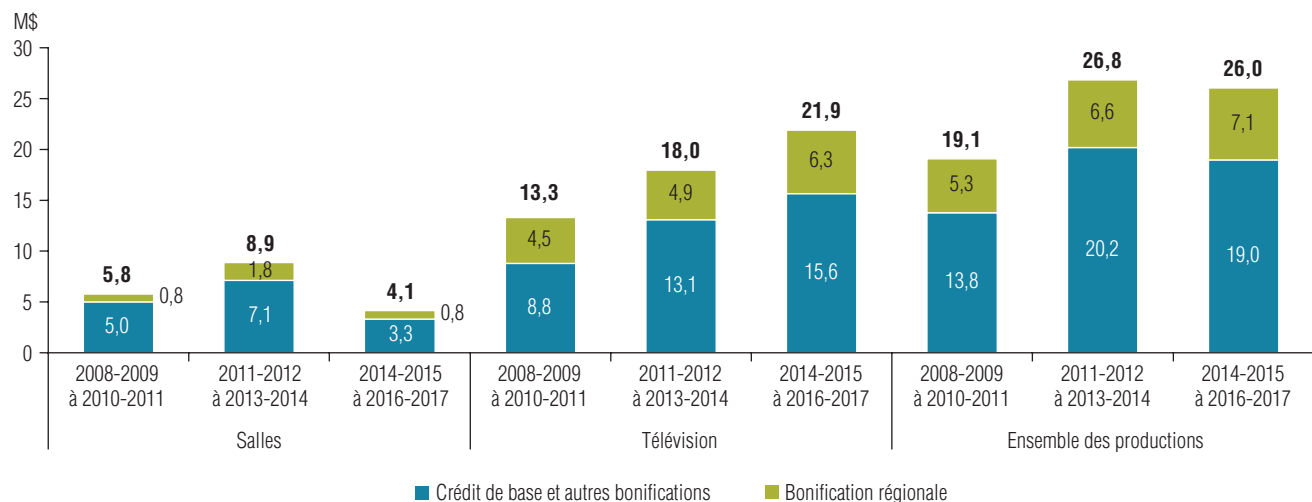
**Crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, région de la Capitale-Nationale, 2007-2008 à 2016-2017**

1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.15

**Valeur cumulative du crédit d'impôt québécois et de la bonification régionale pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2016-2017**

1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.16

**Part de la bonification régionale dans le crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2016-2017**



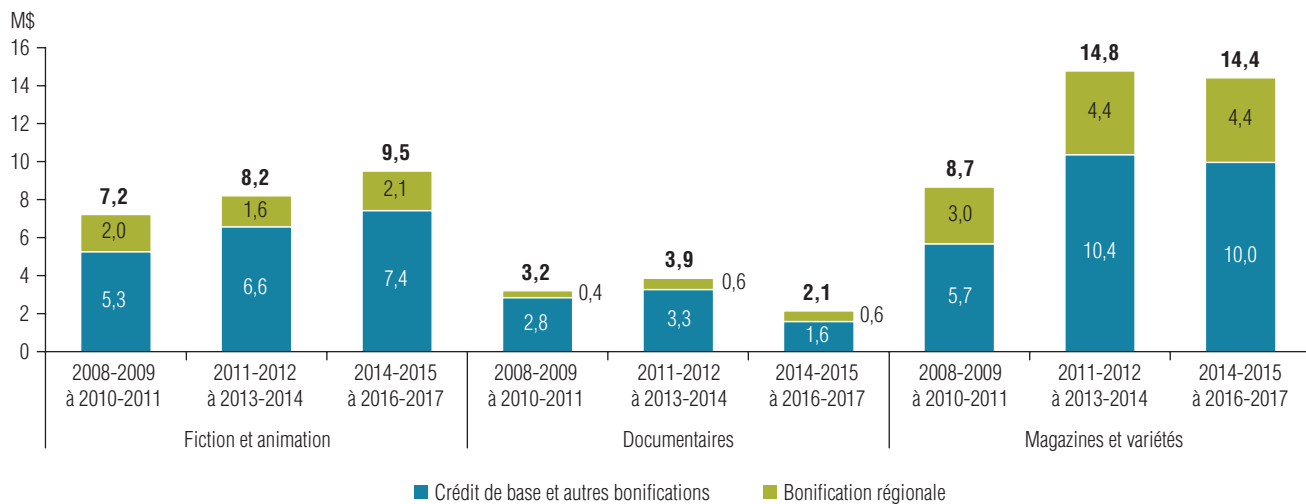
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.17

**Valeur du crédit d'impôt québécois et de la bonification régionale pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2016-2017**



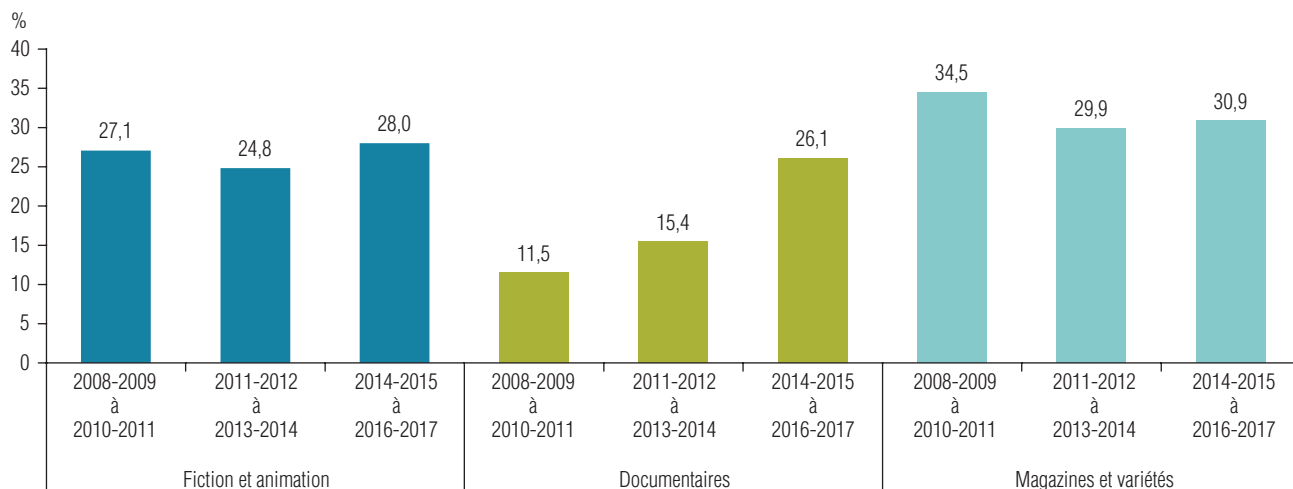
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.18

**Part de la bonification régionale dans le crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes<sup>1</sup>, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2016-2017 (périodes de trois ans)**



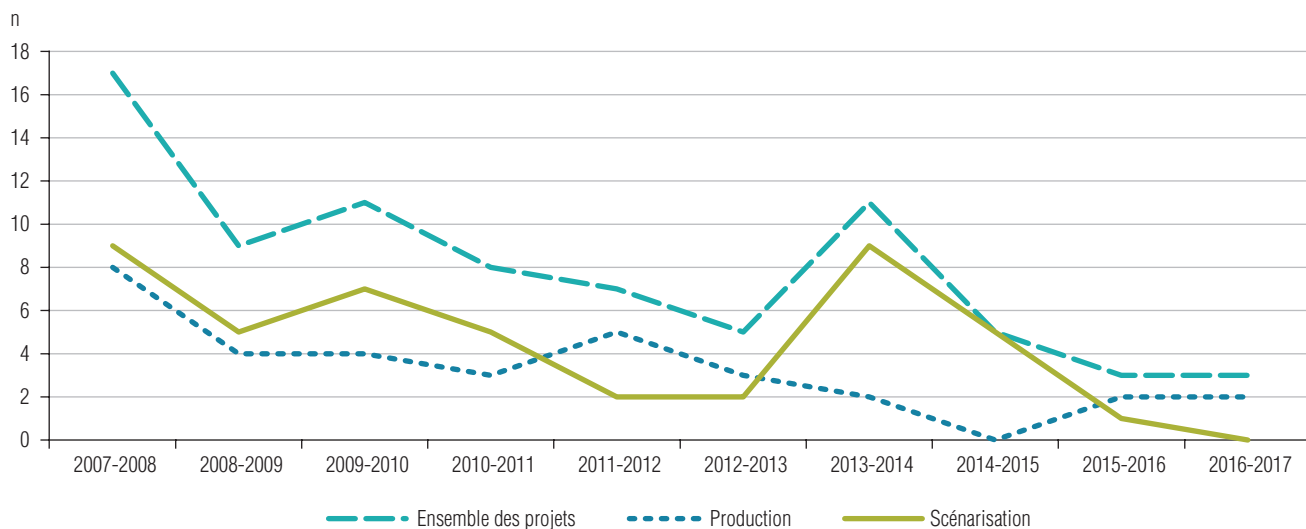
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.19

**Projets de production et de scénarisation soutenus par la SODEC, région de la Capitale-Nationale, 2007-2008 à 2016-2017**



Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec

De 2014-2015 à 2016-2017, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a investi 2,9 M\$ dans la production cinématographique et télévisuelle de la région de la Capitale-Nationale. Ce montant est en recul de 34 % par rapport à la période précédente (2011-2012 à 2013-2014), en partie parce qu'aucun projet n'a été soutenu en 2014-2015 dans la région. Par contre, les subventions et les aides accordées pour la scénarisation et pour la distribution-diffusion augmentent.

Tableau 3.10

**Investissements et subventions de la SODEC, selon le secteur d'intervention, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2016-2017**

	2008-2009 à 2010-2011	2011-2012 à 2013-2014	2014-2015 à 2016-2017
	n		
<b>Nombre de projets</b>			
Distribution, promotion et diffusion	18	27	21
Production	11	10	4
Scénarisation	17	13	6
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>50</b>	<b>31</b>
	k\$		
<b>Contribution</b>			
Distribution, promotion et diffusion	371	354	359
Production	761	4 420	2 897
Scénarisation	259	168	177
<b>Total</b>	<b>1 391</b>	<b>4 942</b>	<b>3 432</b>
	\$		
<b>Contribution moyenne par projet</b>			
Distribution, promotion et diffusion	20 603	13 107	17 077
Production	69 164	442 035	724 308
Scénarisation	15 246	12 923	29 433
<b>Total</b>	<b>30 236</b>	<b>98 845</b>	<b>110 724</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec



Tableau 3.11

**Projets soutenus<sup>1</sup> par Téléfilm Canada, selon le secteur, Ville de Québec, 2011-2012 à 2016-2017**

	unité	2011-2012 à 2013-2014 (3 ans)	2014-2015 à 2016-2017 (3 ans)	2008-2009 à 2016-2017 (9 ans)
<b>Développement</b>				
Projets	n	18	12	53
Contribution	k\$	474	547	1 783
Contribution moyenne par année	k\$	158	182	178
Contribution moyenne par projet	k\$	26	46	34
<b>Production</b>				
Projets	n	4	5	18
Contribution	k\$	3 565	2 923	9 361
Contribution moyenne par année	k\$	1 188	974	936
Moyenne par projet	k\$	891	585	520
<b>Promotion et distribution</b>				
Projets	n	7	11	34
Contribution	k\$	180	340	799
Contribution moyenne par année	k\$	60	113	80
Moyenne par projet	k\$	26	31	23
<b>Total</b>				
Projets	n	29	28	105
Contribution	k\$	4 219	3 810	11 943
Contribution moyenne par année	k\$	1 406	1 270	3 981
Moyenne par projet	k\$	145	136	114

1. Les projets ayant fait l'objet d'une modification sont comptabilisés dans l'année où celle-ci a été apportée.

Sources : Téléfilm Canada.

Téléfilm Canada, *Divulgence des subventions et des contributions*, [En ligne]. [\[telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre\]](http://telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre) (Consulté le 25 avril 2018).

De 2014-2015 à 2016-2017, Téléfilm Canada a investi 2,9 M\$ dans la production de la région. Ces investissements sont plus faibles que durant les trois années précédentes, avec néanmoins un projet soutenu en plus.

De 2014-2015 à 2016-2017, le Fonds des médias du Canada (FMC) a soutenu 45 projets de production télévisuelle en français<sup>4</sup> dans la Capitale-Nationale d'une valeur de 70 M\$, ce qui correspond à une hausse de 32 % du nombre de projets et de 50 % des budgets totaux par rapport aux trois années précédentes. Tous les genres, à l'exception des émissions de variétés et d'arts de la scène, ont connu une augmentation. Ces derniers genres constituent 22 % des projets des trois dernières années, alors que la proportion était de 47 % les trois années précédentes. Il en découle une baisse du nombre d'heures de production en variétés et arts de la scène (-18 %). La

4. Deux projets autochtones ont aussi été soutenus durant la même période.

Tableau 3.12

**Projets de productions télévisuelles<sup>1</sup> soutenus par le Fonds des médias du Canada, région de la Capitale-Nationale, 2011-2012 à 2016-2017**

	unité	2011-2012 à 2013-2014	2014-2015 à 2016-2017
Projets	n	34	45
Heures	n	239	244
Devis totaux	M\$	47	70
Financement versé par le FMC	M\$	6	11
Nombre d'heures par projet	n	7,0	5,4
Devis moyen par projet	M\$	1,4	1,6
Financement moyen par projet	k\$	186	234
Devis horaire moyen	k\$	195	286

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Trois projets autochtones ont aussi été soutenus entre 2011-2012 et 2016-2017.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau 3.13

**Projets de productions télévisuelles soutenus par le Fonds des médias du Canada<sup>1</sup>, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2011-2012 à 2016-2017**

	2011-2012 à 2013-2014		2014-2015 à 2016-2017	
	n	%	n	%
<b>Projets</b>				
Dramatiques	5	14,7	9	20,0
Enfants et jeunes <sup>2</sup>	4	11,8	12	26,7
Documentaires	9	26,5	14	31,1
Variétés et arts de la scène	16	47,1	10	22,2
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>100,0</b>	<b>45</b>	<b>100,0</b>
<b>Heures</b>				
Dramatiques	29	12,1	39	16,0
Enfants et jeunes <sup>2</sup>	70	29,3	58	23,9
Documentaires	31	13,0	58	23,6
Variétés et arts de la scène	109	45,6	89	36,5
<b>Total</b>	<b>239</b>	<b>100,0</b>	<b>244</b>	<b>100,0</b>
	k\$	%	k\$	%
<b>Financement versé par le FMC</b>				
Dramatiques	435	6,9	1 135	10,8
Enfants et jeunes <sup>2</sup>	1 666	26,3	3 532	33,5
Documentaires	1 368	21,6	2 395	22,7
Variétés et arts de la scène	2 864	45,2	2 487	23,6
<b>Total</b>	<b>6 333</b>	<b>100,0</b>	<b>10 538</b>	<b>100,0</b>

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Trois projets autochtones ont aussi été soutenus entre 2011-2012 et 2016-2017.

2. Incluant l'animation.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau 3.14

**Devis moyen des productions télévisuelles soutenues par le Fonds des médias du Canada<sup>1</sup>, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2014-2015 à 2016-2017**

	Projets	Devis totaux	Heures	Devis moyen par projet	Devis horaire moyen
	n	M\$	n	M\$	
Dramatiques	9	28	39	3,1	0,7
Enfants et jeunes <sup>2</sup>	12	12	58	1,0	0,2
Documentaires	14	8	58	0,6	0,1
Variétés et arts de la scène	10	21	89	2,1	0,2
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>70</b>	<b>244</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Deux projets autochtones ont aussi été soutenus sur cette période.

2. Incluant l'animation.

Source : Fonds des médias du Canada.

hausse du financement accordé par le FMC a bénéficié aux œuvres dramatiques (+ 161 %), aux émissions pour enfants et jeunes (+ 112 %) et aux documentaires (+ 75 %).

Depuis 2010, la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles de la Ville de Québec a soutenu des projets dont la valeur estimée des devis de production s'élève à 130 M\$.

Tableau 3.15

**Projets d'animation soutenus par le Fonds des médias du Canada, région de la Capitale-Nationale, Québec et Canada, 2014-2015 à 2016-2017**

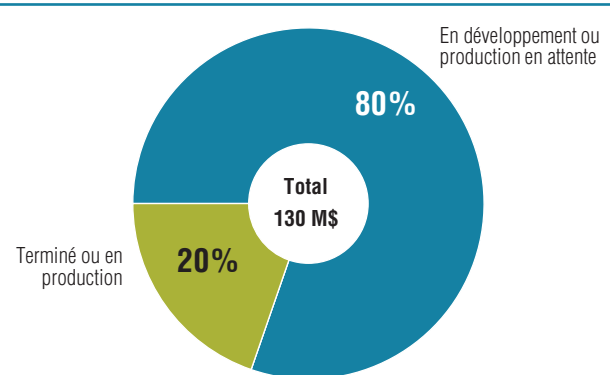
	n
<b>Nombre de projets</b>	
Capitale-Nationale	4
Ensemble du Québec	18
Ensemble du Canada	62
	%
<b>Part de la Capitale-Nationale</b>	
Au Québec	22,2
Au Canada	6,5

Source : Fonds des médias du Canada.

De 2015 à 2017, 22 projets de démarrage ont obtenu un total de 527 k\$ en subventions. La somme estimée des devis de l'étape de démarrage s'élève à 1,3 M\$. Ce sont les longs métrages qui obtiennent presque la moitié (46 %) de l'aide accordée.

Figure 3.20

**Répartition de la valeur des devis de production de projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage selon l'état d'avancement, Ville de Québec, 2010 à 2017<sup>1</sup>**



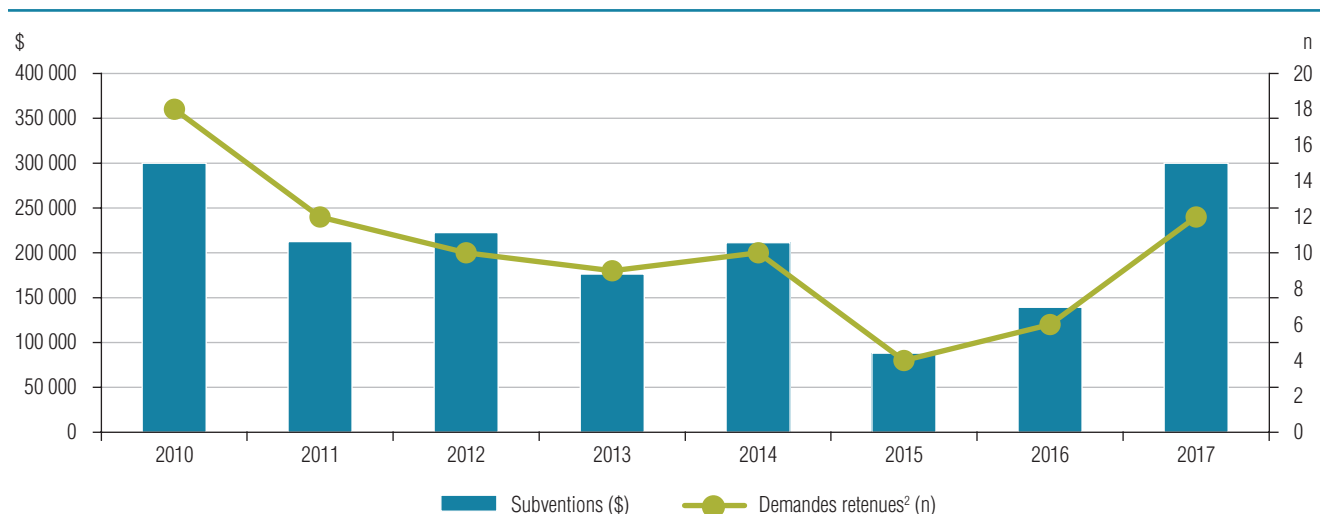
1. Excluant les projets abandonnés et les projets dont le devis est inconnu au moment de la compilation.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.21

**Valeur totale des subventions accordées et nombre de demandes retenues par la mesure d'aide au démarrage, Ville de Québec, 2010 à 2017<sup>1</sup>**



1. Selon l'année de dépôt des demandes d'aide. Il y avait trois périodes de dépôt de demandes en 2010, deux chaque année de 2011 à 2014 et en 2017, et une en 2015 et en 2016.

2. Le nombre de demandes retenues ici est plus grand que le nombre de projets soutenus parce qu'un projet peut obtenir de l'aide à plus d'une reprise.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'aide accordée en 2017 est aussi élevée que celle accordée en 2010, année inaugurale de la mesure et année où la valeur totale des subventions était la plus élevée.

De plus, de 2015 à 2017, la Ville de Québec a aussi distribué 550 k\$ en aide à la production à six projets, dont trois longs métrages et trois projets télévisuels. Les devis de production de ces projets totalisent 7,7 M\$.

Tableau 3.16

**Sommaire de la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles selon le type de production et le genre, Ville de Québec, 2012 à 2017 (périodes de trois ans)**

	Projets <sup>1</sup>		Devis de l'étape de démarrage		Subvention	
	n	%	\$	%	\$	%
<b>2012 à 2014</b>						
<b>Selon le type de production</b>						
Longs métrages	12	44,4	958 160	58,7	304 405	49,9
Télévision	8	29,6	442 206	27,1	172 423	28,3
CMM et WS <sup>2</sup>	7	25,9	231 112	14,2	133 343	21,9
<b>Selon le genre</b>						
Documentaires	10	37,0	418 289	25,6	182 112	29,8
Fiction et animation	17	63,0	1 213 189	74,4	428 059	70,2
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>100,0</b>	<b>1 631 478</b>	<b>100,0</b>	<b>610 171</b>	<b>100,0</b>
<b>2015 à 2017</b>						
<b>Selon le type de production</b>						
Longs métrages	10	45,5	767 814	57,8	242 824	46,0
Télévision	8	36,4	435 813	32,8	217 465	41,2
CMM et WS <sup>2</sup>	4	18,2	125 759	9,5	67 041	12,7
<b>Selon le genre</b>						
Documentaires	7	31,8	322 810	24,3	165 710	31,4
Fiction et animation	15	68,2	1 006 576	75,7	361 620	68,6
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>100,0</b>	<b>1 329 386</b>	<b>100,0</b>	<b>527 330</b>	<b>100,0</b>

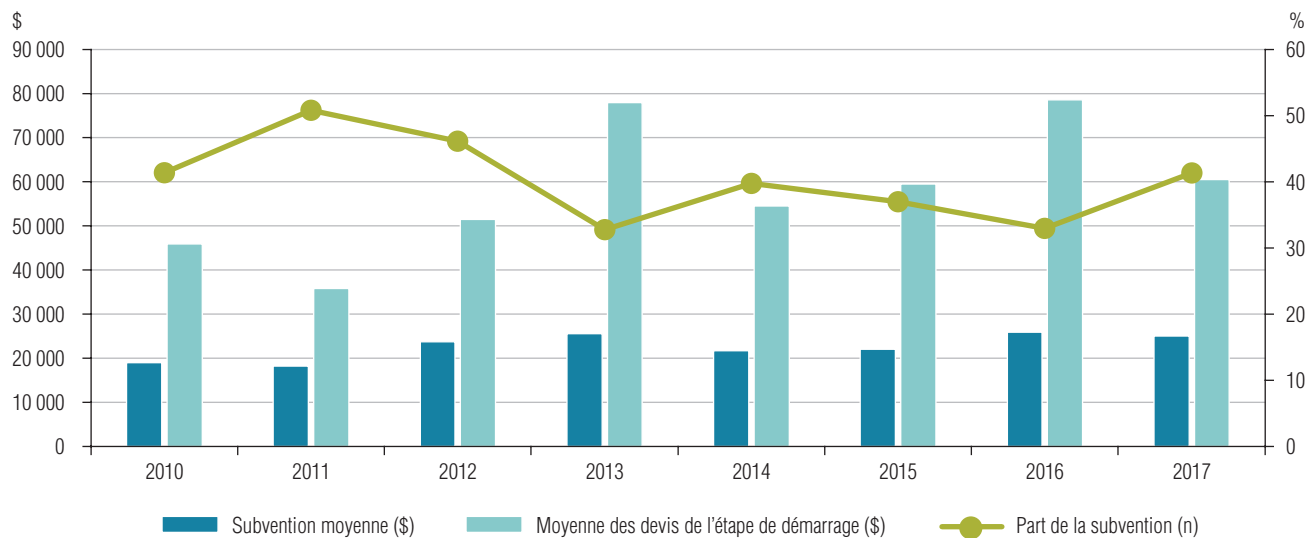
1. Le nombre de projets est plus petit que le nombre de demandes retenues indiqué à la figure 3.21 parce qu'un projet peut obtenir de l'aide à plus d'une reprise lors de la période en question.

2. CMM et WS = courts et moyens métrages et webséries.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.22

**Valeur moyenne des devis de démarrage et des subventions des projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage, Ville de Québec, 2010 à 2017<sup>1</sup>**

1. Six projets ont obtenu de l'aide à deux périodes différentes. Ces projets sont dénombrés une seule fois, dans l'année de la première demande retenue.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.17

**Tableau récapitulatif du soutien à la production cinématographique et télévisuelle, région de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec**

	Période	Capitale-Nationale		Ensemble du Québec		Part de la Capitale-Nationale	
		n	M\$	n	M\$	% (n)	% (M\$)
CIRQ <sup>1</sup>	2014-2015 à 2016-2017	103	26,0	1 521	396,4	6,8	6,6
Part québécoise du devis des productions admissibles au CIRQ <sup>2</sup>	2014-2015 à 2016-2017	103	110,4	1 521	2 214,5	6,8	5,0
Contribution de la SODEC en production <sup>3</sup>	2014-2015 à 2016-2017	4	2,9	243	83,0	1,6	3,5
Investissement de Téléfilm Canada en production	2014-2015 à 2016-2017	5	2,9	97	91,0	5,2	3,2
Financement versé par le Fonds des médias du Canada <sup>4</sup>	2014-2015 à 2016-2017	45	10,5	788	308,0	5,7	3,4
Subvention de la mesure d'aide au démarrage de la Ville de Québec	2015 à 2017	22	0,5	...	...	...	...
Soutien de la mesure d'aide à la production de la Ville de Québec	2015 à 2017	6	0,6	...	...	...	...

1. Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

2. Il s'agit de la valeur moyenne de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

3. Incluant l'aide aux jeunes créateurs – production.

4. Les données pour la région de la Capitale-Nationale excluent deux projets autochtones.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

SODEC, *Rapports annuels 2014-2015 à 2016-2017*, [En ligne]. [[www.sodec.gouv.qc.ca/a-propos/publications/rapports-annuels-de-gestion/](http://www.sodec.gouv.qc.ca/a-propos/publications/rapports-annuels-de-gestion/)] (Consulté le 25 avril 2018).

Téléfilm Canada.

Téléfilm Canada, *Divulgence des subventions et des contributions*, [En ligne]. [[telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre](http://telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre)] (Consulté le 25 avril 2018).

Fonds des médias du Canada.

Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 4 LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE

---

## FAITS SAILLANTS 2016-2017



- Faible hausse (1 %) de la valeur de la production télévisuelle indépendante ;
- Hausse de la valeur de la production des émissions de type magazine (6 %) et des documentaires (3 %) ;
- Le nombre total de projets télévisuels indépendants est passé de 484 en 2015-2016 à 494 en 2016-2017 ;
- Hausse du nombre de productions de documentaires, passant de 190 en 2015-2016 à 210 en 2016-2017 (11 %).



- Au total, 91 % de la production télévisuelle (fiction, variétés et magazines tous confondus) est en français ;
- Les droits de diffusion sont plus importants dans le financement des œuvres en français (50 % du financement) que dans le financement de celles en d'autres langues (24 %).



- Baisse de 11 % de la production des émissions de type variétés ;
- Baisse de 2 % du nombre d'heures de programmation télévisuelle soutenues par le Fonds des médias du Canada ;
- Les droits de diffusion inclus dans le financement de la production s'élèvent à 291 M\$ en 2016-2017, une baisse de 5 % par rapport à 2015-2016.

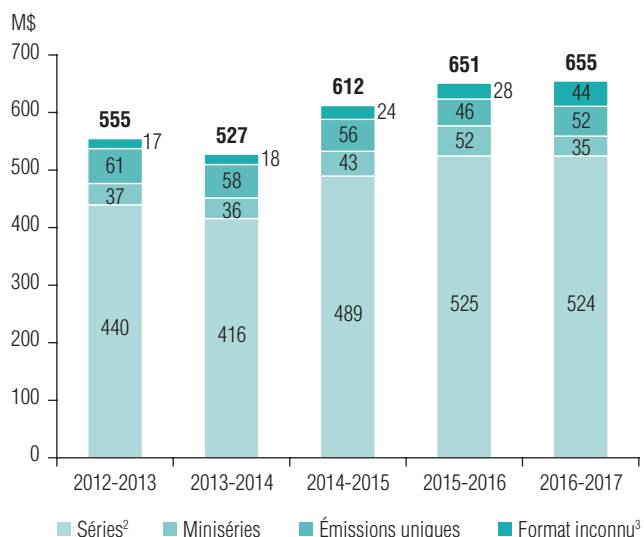
La production télévisuelle indépendante s'est accrue légèrement (+ 1 %) en 2016-2017 pour atteindre 655 M\$. Toutefois, on observe une baisse des miniséries (-34 %), qui retrouvent une valeur comparable à celle d'il y a trois ans.

### Formats

Ce sont les séries qui apportent l'essentiel de la valeur de la production télévisuelle, soit 80 % de cette valeur en 2016-2017. La valeur globale de ces œuvres a peu changé par rapport à l'année précédente, alors que 13 séries de plus ont été produites. Il y a eu une baisse de la valeur et du nombre de miniséries en 2016-2017, ce qui a entraîné une diminution de leur part dans la production, qui est passée de 8 % à 5 % en termes de valeur de la production et de 10 % à 7 % pour ce qui est du nombre de productions. Ce recul a été partiellement compensé par une hausse de la production d'émissions uniques. Il y a eu 15 émissions uniques de plus en 2016-2017 (+ 13 %) et leur valeur a augmenté de 11 %.

Figure 4.1

### Valeur de la production télévisuelle québécoise<sup>1</sup> selon le format, Québec, 2012-2013 à 2016-2017



1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que l'ensemble de l'animation, des courts et moyens métrages de fiction et des documentaires à l'exception des longs métrages documentaires. Il s'agit de la production indépendante.

2. Sept épisodes et plus.

3. Comprenant l'ensemble de l'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.1

### Œuvres télévisuelles québécoises selon le format, Québec, 2012-2013 à 2016-2017

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	n				
Séries et miniséries <sup>1</sup>	236	265	336	339	340
Séries <sup>1</sup>	197	226	290	291	304
Miniséries <sup>1</sup>	39	39	46	48	36
Émissions uniques <sup>1</sup>	105	118	124	118	133
Format inconnu <sup>2</sup>	15	33	25	27	21
<b>Total</b>	<b>356</b>	<b>416</b>	<b>485</b>	<b>484</b>	<b>494</b>

1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que les documentaires à l'exception des longs métrages documentaires.

2. Comprenant l'ensemble de l'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Tableau 4.2

**Production télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	426	377	472	496	479
Français	356	337	423	449	438
Autres langues	70	41	49	47	41
Séries et miniséries documentaires	77	101	88	106	106
Français	35	50	.. <sup>1</sup>	..	..
Autres langues	42	51	.. <sup>1</sup>	..	..
Autres émissions <sup>2</sup> , toutes les langues	52	49	52	50	70
<b>Total</b>	<b>555</b>	<b>527</b>	<b>612</b>	<b>651</b>	<b>655</b>
	n				
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	199	219	274	267	263
Français	182 <sup>r</sup>	204 <sup>r</sup>	255 <sup>r</sup>	252 <sup>r</sup>	251
Autres langues	17 <sup>r</sup>	15 <sup>r</sup>	19 <sup>r</sup>	15 <sup>r</sup>	12
Séries et miniséries documentaires	66	80	100	108	113
Français	50	56	.. <sup>1</sup>	..	..
Autres langues	16	24	.. <sup>1</sup>	..	..
Autres émissions <sup>2</sup> , toutes les langues	91	117	111	109	118
<b>Total</b>	<b>356</b>	<b>416</b>	<b>485</b>	<b>484</b>	<b>494</b>

1. En 2014-2015, la production documentaire télévisuelle entièrement québécoise ou majoritairement québécoise en français représentait 66 M\$ et celle en d'autres langues, 13 M\$. Il y avait 56 productions documentaires télévisuelles entièrement québécoises ou majoritairement québécoises en français et 24 en d'autres langues. La répartition pour les coproductions minoritaires de documentaires n'est pas disponible pour cette période.

2. Inclut l'animation, les courts métrages, les moyens métrages ainsi que les émissions uniques documentaires. La répartition selon la langue pour ces émissions n'est pas disponible.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

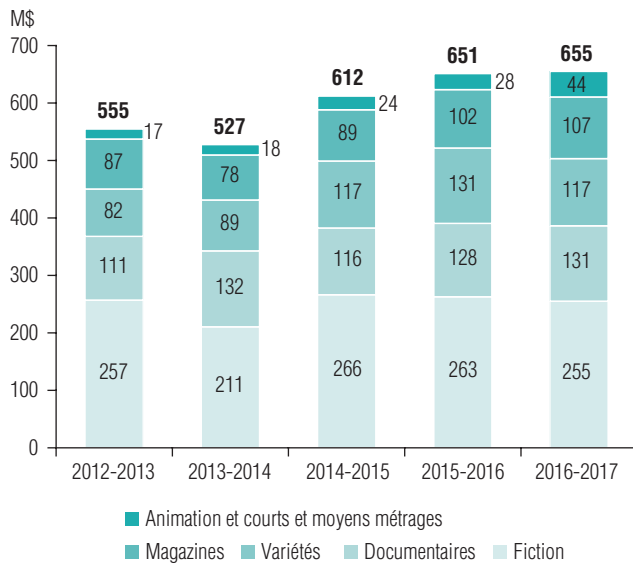
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

## Genres

En 2016-2017, la valeur des émissions de variétés diminue (-11 %) pour s'établir à 117 M\$ et celle des productions d'œuvres de fiction diminue aussi (-3 %), se chiffrant à 255 M\$. Ces pertes dans la valeur de la production sont contrebalancées par une hausse de la valeur de l'animation (+67 %). Cependant, il faut mentionner que la catégorie « animation » inclut ici des longs métrages destinés aux salles. Les données ne permettent pas de ventiler la valeur des productions d'animation entre celle pour le marché de la télévision et celle pour le marché des salles. De plus, la valeur des émissions documentaires progresse de 3 %, alors que celle des émissions de type magazine croît de 6 %.

Les projets les plus nombreux sont les documentaires qui constituent 43 % des projets en 2016-2017. En fait, le nombre de projets documentaires (210) augmente pour une quatrième année (+11 %) et dépasse le sommet antérieur de 193 productions atteint en 2011-2012. Le nombre d'émissions de type magazine augmente aussi, passant de 109 à 114 (+5 %). Le nombre des autres types d'œuvres diminue, avec les émissions de variétés (-9 %) et les courts et moyens métrages subissant les baisses les plus importantes (-29 %).

Figure 4.2  
**Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**



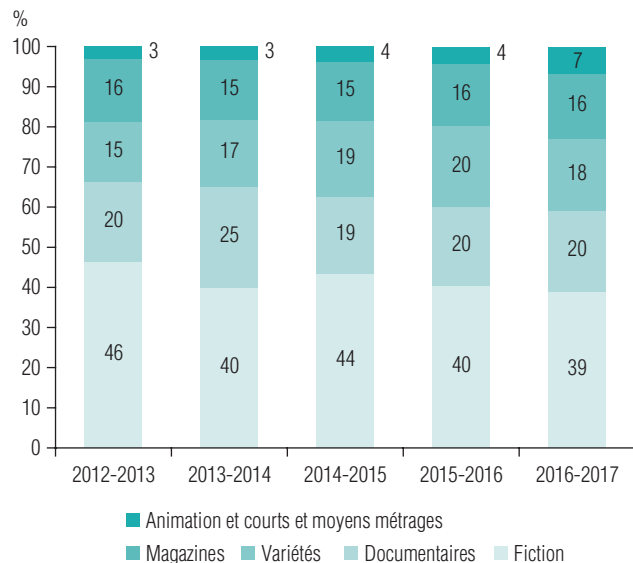
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.  
 Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La baisse de la valeur des productions télévisuelles de fiction produites au Québec est contraire à la variation observée dans la production de ce genre pour l'ensemble du Canada, où la valeur a augmenté de 34%<sup>1</sup>. De surcroît, selon les données du *Profil canadien*, la valeur de la production télévisuelle de fiction en français a aussi augmenté de 34% dans l'ensemble du Canada.

Par ailleurs, les œuvres de fiction occupent une plus grande part de la valeur de la production télévisuelle dans l'ensemble du Canada (52%) qu'au Québec (39%). Au Québec, les documentaires et les variétés occupent des parts du volume de production plus grandes que dans l'ensemble du Canada.

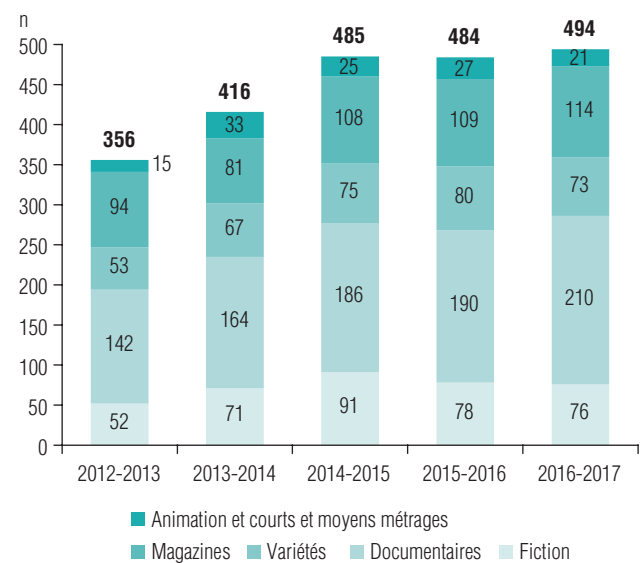
1. Source : Nordicité (2018), *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*. [En ligne], figure 4-5. [[www.cmpa.ca/industry-information/profil](http://www.cmpa.ca/industry-information/profil)] (Consulté le 27 février 2018).

Figure 4.3  
**Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.  
 Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.4  
**Nombre de productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.  
 Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.3

**Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
Fiction	4,9	3,0	2,9	3,4	3,4
Documentaires	0,8	0,8	0,6	0,7	0,6
Variétés	1,6	1,3	1,6	1,6	1,6
Magazines	0,9	1,0	0,8	0,9	0,9
Animation et courts et moyens métrages	1,1	0,5	1,0	1,0	2,1
<b>Total</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'écart que l'on retrouve entre la part de chaque genre dans la valeur totale et dans le nombre de productions s'explique par la différence de taille des budgets, ceux des œuvres de fiction étant plus élevés. La valeur moyenne des budgets des œuvres de la plupart des différents genres demeure inchangée en 2016-2017 par rapport à 2015-2016. Cependant, celle des œuvres d'animation a presque doublé, passant de 2,5 M\$ à 4,7 M\$.

### Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada (FMC) soutient une partie importante de ces œuvres. En 2016-2017, le FMC a consacré 2 M\$ de plus aux productions télévisuelles au Québec que l'année précédente, soit 105 M\$ (+ 2%). Or, le nombre de projets soutenus et le nombre d'heures de programmation diminuent. Le sommet a été de 283 projets soutenus en 2015-2016; on en dénombre 258 en 2016-2017 (-9%). Les heures de programmation, pour leur part, diminuent globalement de 2%. Les heures de programmation diminuent pour les émissions pour enfants et jeunes (-49 heures, une baisse de 11%) et pour les dramatiques (-9 heures, une baisse de 2%), malgré le fait

Tableau 4.4

**Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
Dramatiques	49,5 <sup>1</sup>	49,2	52,6	56,5	60,2
Enfants et jeunes	17,7 <sup>1</sup>	16,2	18,9	17,8	16,6
Documentaires	26,5 <sup>1</sup>	21,2	21,2	21,9	20,6
Variétés et arts de la scène	7,0 <sup>1</sup>	5,2	6,6	7,3	7,9
<b>Total</b>	<b>100,7<sup>1</sup></b>	<b>91,9</b>	<b>99,2</b>	<b>103,4</b>	<b>105,4</b>

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données de projets financés*, [En ligne]. [[www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances)] (Consulté le 1<sup>er</sup> mars 2018).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

que le nombre de projets n'a pas changé. La durée des émissions de variétés et d'arts de la scène augmente de 11 heures (soit de 3 %) et les documentaires progressent de 19 heures (3 %), mais on compte 24 documentaires de moins.

Plus de la moitié de la contribution du FMC est investie dans des œuvres dramatiques (57 % en 2016-2017). Parallèlement, ces dernières représentent un peu plus de la moitié de la valeur de la production soutenue (52 %) en 2016-2017.

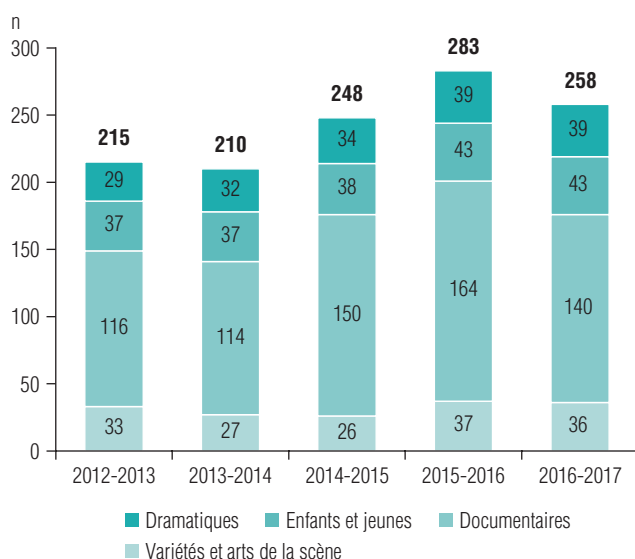
Tableau 4.5

**Heures de programmation québécoise soutenues par le FMC selon le genre, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	n									
Dramatiques (fiction)	260	310	311	377	296	355	390	396	444	435
Enfants et jeunes	342	349	340	385	483	449	381	495	460	411
Documentaires	381	355	383	379	426	438	425	473	553	572
Variétés et arts de la scène	136	134	248	328	424	277	234	263	316	327
<b>Total</b>	<b>1 119</b>	<b>1 146</b>	<b>1 282</b>	<b>1 468</b>	<b>1 627</b>	<b>1 519</b>	<b>1 430</b>	<b>1 626</b>	<b>1 773</b>	<b>1 743</b>

Source : Fonds des médias du Canada.

Figure 4.5

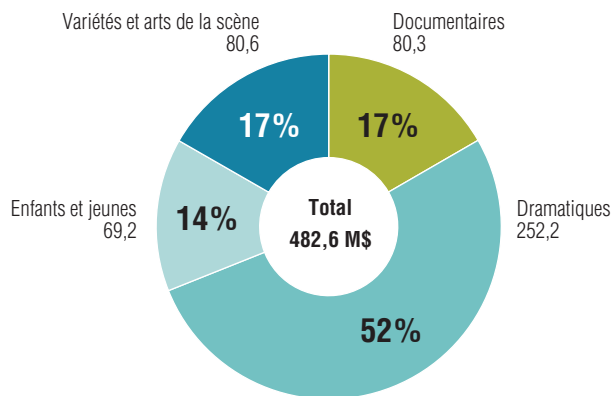
**Projets de production télévisuelle<sup>1</sup> soutenus par le FMC selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada pour les données 2016-2017. Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés par le Fonds des médias du Canada*, pour les données 2012-2013 à 2015-2016, [En ligne]. [[www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances)] (Consulté le 26 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.6

**Valeur de la production télévisuelle<sup>1</sup> soutenue par le FMC selon le genre, Québec, 2016-2017**

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

## Financement

La plus importante source de financement de la production télévisuelle indépendante provient des télédiffuseurs. Au Québec, ceux-ci ont investi des sommes s'élevant à 287 M\$ pour la production télévisuelle québécoise en 2016-2017 (44 % du financement total – une part plus faible que le niveau record enregistré l'année précédente). Les télédiffuseurs hors Québec, quant à eux, ont fourni 5 M\$ (1 %).

Comparativement à l'ensemble du Canada, le financement des distributeurs et le financement de provenance étrangère sont nettement plus faibles au Québec. Les distributeurs canadiens apportent 1 % du financement de la production télévisuelle au Québec, mais 16 % du financement de l'ensemble des productions télévisuelles canadiennes<sup>1</sup>. Les sources étrangères apportent 5 % du financement de la production télévisuelle au Québec et 13 % du financement de la production télévisuelle dans l'ensemble du Canada.

L'importance des différentes sources de financement varie selon le genre d'émission. En 2016-2017, les émissions de variétés et les magazines constituent les genres de productions qui dépendent le plus des droits de diffusion des télédiffuseurs (59 % du financement des variétés et 53 % du financement des magazines). Ensuite, il y a les documentaires (38 % de leur financement provient des télédiffuseurs) et les œuvres de fiction (41 % de leur financement provient des télédiffuseurs). Quant à l'animation, la part la plus importante du financement en 2016-2017 provient de sources étrangères (53 %), contrairement à 2015-2016, où les télédiffuseurs apportaient 54 % du financement. Mis à part pour les œuvres de fiction et pour les documentaires auxquels le FMC apporte la deuxième contribution en importance, le crédit d'impôt du Québec constitue la deuxième source de financement en importance et représente généralement entre 16 % et 17 % du financement, sauf pour l'animation où il compte pour 11 %.

Tableau 4.6

### Financement de la production télévisuelle québécoise, Québec, 2012-2013 à 2016-2017

	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>1</sup>	205 858	36,8	216 396	40,5	257 744	41,8	299 015	45,7	286 526	43,6
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	4 923	0,9	4 053	0,8	2 276	0,4	7 064	1,1	4 830	0,7
Crédit d'impôt fédéral	50 785	9,1	53 183	9,9	63 060	10,2	70 986	10,8	68 313	10,4
Crédits d'impôt provinciaux	89 028	15,9	93 371	17,5	111 030	18,0	108 225	16,5	105 302	16,0
Distributeurs canadiens	5 695	1,0	3 452	0,6	7 931	1,3	4 441	0,7	8 926	1,4
Financement de provenance étrangère <sup>2</sup>	69 318	12,4	26 179	4,9	14 537	2,4	13 577	2,1	35 866	5,5
SODEC	2 496	0,4	4 458	0,8	4 577	0,7	1 871	0,3	3 587	0,5
Fonds des médias du Canada	93 702	16,7	94 231	17,6	101 452	16,5	100 975	15,4	97 216	14,8
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	150	—	495	0,1	1 450	0,2	117	—	1 773	0,3
Autre financement public <sup>3</sup>	3 549	0,6	2 479	0,5	5 402	0,9	3 006	0,5	4 709	0,7
Autre financement privé <sup>4</sup>	34 535	6,2	36 376	6,8	46 806	7,6	45 281	6,9	39 768	6,1
<b>Total</b>	<b>560 039</b>	<b>100,0</b>	<b>534 673</b>	<b>100,0</b>	<b>616 265</b>	<b>100,0</b>	<b>654 557</b>	<b>100,0</b>	<b>656 814</b>	<b>100,0</b>

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Source : Nordicité (2018), *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*. [En ligne], figure 4-5. [[www.cmpa.ca/industry-information/profile](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile)] (Consulté le 27 février 2018).

Tableau 4.7

**Financement de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2016-2017**

	Fiction	Variétés	Magazines	Documentaires	Animation	Courts et moyens métrages	Total
	Part (%)						
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>1</sup>	40,9	59,1	52,8	38,5	11,6	—	44,5
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	3,7	—	—	0,8
Crédit d'impôt fédéral	10,7	11,1	11,4	10,5	4,6	0,8	10,6
Crédits d'impôt provinciaux	16,9	16,2	16,4	15,6	10,6	14,0	16,4
Distributeurs canadiens	1,8	0,1	1,2	2,0	0,6	—	1,4
Financement de provenance étrangère <sup>2</sup>	1,0	—	2,9	6,2	52,5	—	5,6
SODEC	0,1	—	—	0,8	3,6	35,2	0,6
Fonds des médias du Canada	23,7	6,1	4,1	16,9	6,7	—	13,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	0,2	—	—	—	3,1	—	0,3
Autre financement public <sup>3</sup>	0,1	2,3	0,5	0,4	0,6	16,0	0,7
Autre financement privé <sup>4</sup>	4,6	5,1	10,7	5,4	5,9	34,0	6,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
	k\$						
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>1</sup>	104 414	69 317	57 107	50 820	4 867	—	286 526
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	4 830	—	—	4 830
Crédit d'impôt fédéral	27 192	13 059	12 298	13 828	1 918	17	68 313
Crédits d'impôt provinciaux	43 093	19 017	17 769	20 667	4 458	297	105 302
Distributeurs canadiens	4 639	70	1350,6	2 603	263	0,6	8 926
Financement de provenance étrangère <sup>2</sup>	2 449	—	3 158	8 247	22 011	—	35 866
SODEC	225	—	—	1 117	1 495	750	3 587
Fonds des médias du Canada	60 557	7 141	4 416	22 287	2 815	—	97 216
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	452,5	—	—	—	1 320	—	1 773
Autre financement public <sup>3</sup>	271	2 718	526	583	272	340	4 709
Autre financement privé <sup>4</sup>	11 837	5 939	11 600	7 176	2 493	723	39 768
<b>Total</b>	<b>255 130</b>	<b>117 261</b>	<b>108 226</b>	<b>132 157</b>	<b>41 912</b>	<b>2 128</b>	<b>656 814</b>

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le financement provenant des droits de diffusion payés par les télédiffuseurs est aussi plus important pour les productions francophones que pour les productions en d'autres langues. En 2016-2017, 50 % du financement des productions d'œuvres de fiction, des magazines et des variétés en français provient des télédiffuseurs, alors que ceux-ci ne fournissent que 24 % du financement des productions en d'autres langues, soit une baisse par rapport à 2015-2016. Les productions en d'autres langues obtiennent une plus grande part de leur financement de distributeurs (5 % par rapport à 1 % pour les œuvres en français), de sources étrangères (9 % par rapport à moins de 1 % pour les œuvres en français) et d'autres sources privées (20 % par rapport à 5 % pour les œuvres en français).

Tableau 4.8

**Financement de la production télévisuelle de fictions, de magazines et de variétés en d'autres langues que le français, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>1</sup>	12 576	17,2	14 259	33,6	15 915	31,7	16 344	34,8	10 023	24,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	313	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	2 983	4,1	4 067	9,6	5 314	10,6	5 205	11,1	3 753	9,0
Crédits d'impôt provinciaux	5 192	7,1	6 644	15,7	9 051	18,0	7 530	16,0	6 447	15,5
Distributeurs canadiens	3 354	4,6	498	1,2	2 736	5,4	1 768	3,8	2 054	4,9
Financement de provenance étrangère <sup>2</sup>	42 901	58,7	5 050	11,9	2 000	4,0	—	—	3 830	9,2
SODEC	50	0,1	—	—	75	0,1	—	—	—	—
Fonds des médias du Canada	582	0,8	6 688	15,8	2 741	5,5	7 471	15,9	7 332	17,6
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autre financement public <sup>3</sup>	60	0,1	—	—	5	—	—	—	—	—
Autre financement privé <sup>4</sup>	5 074	6,9	5 201	12,3	12 440	24,7	8 714	18,5	8 119	19,5
<b>Total</b>	<b>73 084</b>	<b>100,0</b>	<b>42 406</b>	<b>100,0</b>	<b>50 277</b>	<b>100,0</b>	<b>47 032</b>	<b>100,0</b>	<b>41 559</b>	<b>100,0</b>

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.9

**Financement de la production télévisuelle de fictions, de magazines et de variétés de langue française, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>1</sup>	161 544	45,2	162 800	48,0	204 046	48,0	228 979	50,8	220 815	50,3
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	205	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	37 343	10,4	36 714	10,8	44 753	10,5	49 703	11,0	48 796	11,1
Crédits d'impôt provinciaux	62 748	17,6	62 534	18,4	76 564	18,0	74 844	16,6	73 432	16,7
Distributeurs canadiens	741	0,2	522	0,2	1 099	0,3	785	0,2	4 005	0,9
Financement de provenance étrangère <sup>2</sup>	10 671	3,0	—	—	3 326	0,8	5 203	1,2	1 777	0,4
SODEC	75	—	225	0,1	150	—	75	—	225	0,1
Fonds des médias du Canada	66 606	18,6	62 587	18,4	72 830	17,1	69 815	15,5	64 783	14,8
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	453	0,1
Autre financement public <sup>3</sup>	666	0,2	537	0,2	416	0,1	1 188	0,3	3 514	0,8
Autre financement privé <sup>4</sup>	16 833	4,7	13 447	4,0	21 960	5,2	20 154	4,5	21 257	4,8
<b>Total</b>	<b>357 433</b>	<b>100,0</b>	<b>339 367</b>	<b>100,0</b>	<b>425 143</b>	<b>100,0</b>	<b>450 746</b>	<b>100,0</b>	<b>439 058</b>	<b>100,0</b>

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



# 5

## LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE QUÉBÉCOISE

### FAITS SAILLANTS 2016-2017



- Hausse de 3 % de la valeur de la production cinématographique ;
- Hausse de 12 % du nombre de longs métrages ;
- Hausse du financement provenant du Fonds du long métrage de Téléfilm Canada.

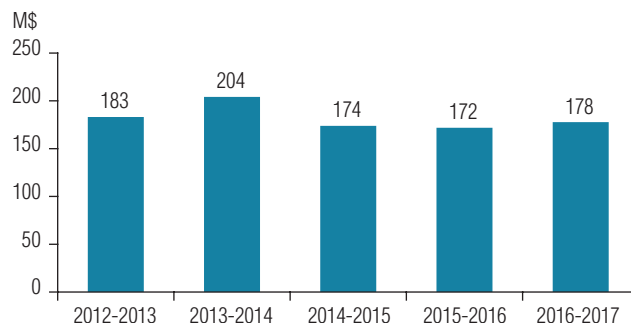


- La valeur de la production cinématographique s'établit à 178 M\$ en 2016-2017 ;
- Les longs métrages de fiction obtiennent 94 % de la valeur de la production cinématographique ;
- Au total, 83 % des longs métrages de fiction produits sont en français et ces œuvres constituent 57 % de la valeur des longs métrages de fiction ;
- Baisse de la valeur du devis moyen des longs métrages de fiction en français, mais hausse du devis moyen en d'autres langues.

La valeur de la production cinématographique augmente en 2016-2017 (+ 3 %) pour s'établir à 178 M\$. Le nombre de longs métrages augmente aussi, passant de 50 en 2015-2016 à 56 en 2016-2017.

Figure 5.1

#### Valeur de la production cinématographique<sup>1</sup> québécoise, Québec, 2012-2013 à 2016-2017

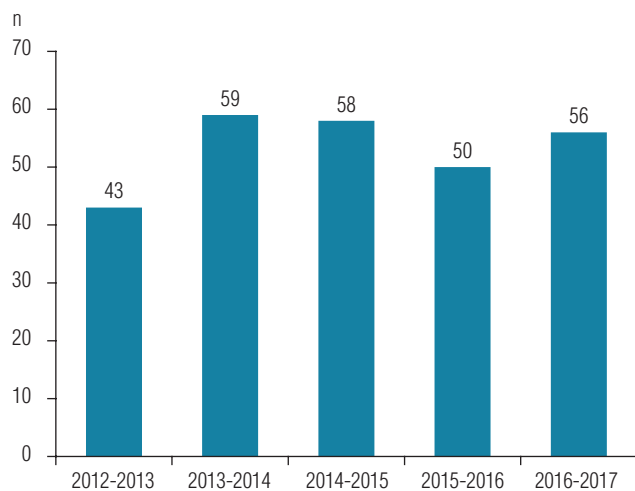


1. Incluant les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.2

**Longs métrages<sup>1</sup> québécois, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

1. Incluant les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

**Genres**

La majorité des productions cinématographiques sont des longs métrages de fiction. En 2016-2017, 36 des 56 longs métrages produits sont des œuvres de fiction et leur valeur s'élève à 167 M\$ (94 % de la valeur totale). La hausse du nombre de longs métrages est attribuable aux films documentaires. En 2016-2017, il y en a sept de plus, alors qu'il y a une œuvre de fiction de moins.

**Langue des longs métrages de fiction**

La valeur moyenne des devis des œuvres de fiction en français diminue de 7 % pour atteindre 3,2 M\$. Les productions en d'autres langues, toutefois, présentent un devis moyen qui augmente de 52 % pour atteindre 11,9 M\$ en 2016-2017, soit son plus haut niveau des cinq dernières années.

Malgré cette hausse des devis moyens des œuvres de fiction en d'autres langues, la valeur totale de cette catégorie de productions change peu (+ 1 M\$). Ainsi, le nombre de productions est encore plus faible. Il y en a 6 en 2016-2017, alors qu'il y en avait 9 en 2015-2016 et 13 l'année précédente. La valeur des productions d'œuvres de fiction en français est stable, se chiffrant à 96 M\$.

Tableau 5.1

**Production de longs métrages québécois selon le genre, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
Fiction	182	199	168	166	167
Documentaires	1	5	6	6	11
<b>Total</b>	<b>183</b>	<b>204</b>	<b>174</b>	<b>172</b>	<b>178</b>
	n				
Fiction	37	45	44	37	36
Documentaires	6	14	14	13	20
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>59</b>	<b>58</b>	<b>50</b>	<b>56</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.2

**Valeur de la production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
Français	143	101	90	96	96
Autres langues que le français	39	98	78	70	71
<b>Ensemble des films</b>	<b>182</b>	<b>199</b>	<b>168</b>	<b>166</b>	<b>167</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.3

**Longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	n				
Français	29	33	31	28	30
Autres langues que le français	8	12	13	9	6
<b>Ensemble des films</b>	<b>37</b>	<b>45</b>	<b>44</b>	<b>37</b>	<b>36</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.4

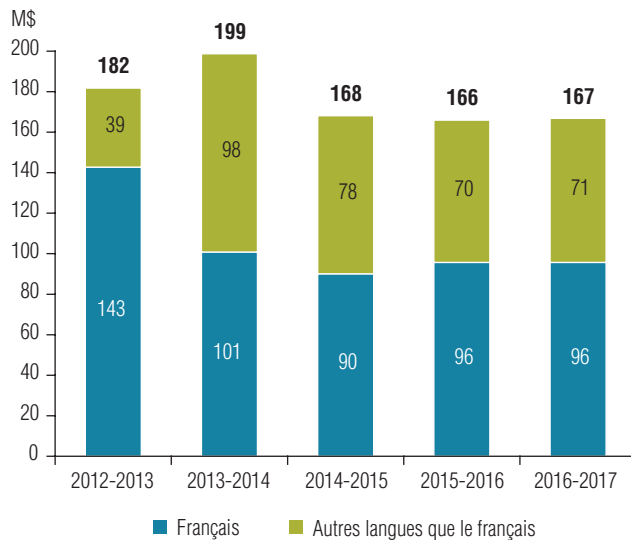
**Devis moyen des longs métrages de fiction québécois selon la langue Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	M\$				
Français	4,9	3,1	2,9	3,4	3,2
Autres langues que le français	4,9	8,2	6,0	7,8	11,9
<b>Ensemble des films</b>	<b>4,9</b>	<b>4,4</b>	<b>3,8</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.3  
**Valeur de la production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

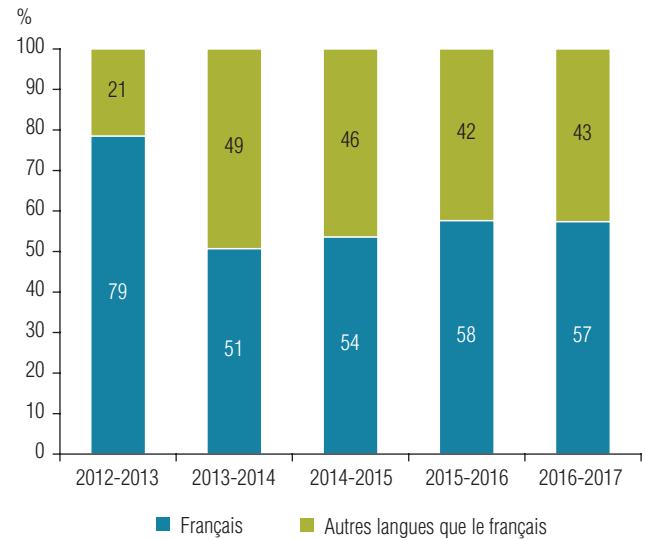
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

### Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada

Téléfilm Canada a soutenu 28 longs métrages au Québec en 2016-2017 dans le cadre du Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada (FLMC), ce qui équivaut à deux tiers du nombre record atteint en 2015-2016. Ces 10 dernières années, Téléfilm Canada a soutenu 30 films par année en moyenne. Cette baisse est attribuable à une chute du nombre de productions en français : il y en avait 34 en 2015-2016, tandis qu'on en dénombre 19 en 2016-2017.

Figure 5.4  
**Répartition de la valeur de la production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**



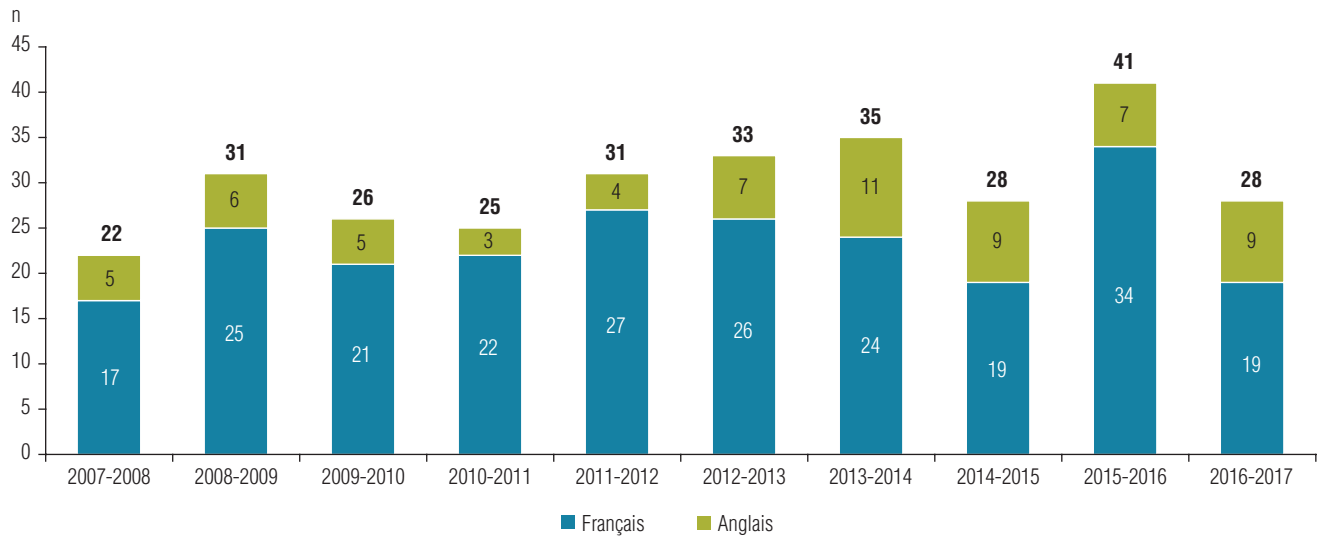
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Cependant, la valeur des œuvres soutenues par le FLMC augmente en 2016-2017 et s'élève à 141 M\$ (+ 29%). Ainsi, la valeur moyenne des œuvres est plus élevée. Elle est de 5 M\$ en 2016-2017 par rapport à une moyenne de 3,6 M\$ ces cinq dernières années.

Enfin, ces œuvres ont obtenu 34 M\$ de financement dans le cadre du FLMC, ce qui correspond à 24 % de leur financement en 2016-2017. Cette part est plus faible qu'en 2015-2016 (29%). En effet, la contribution des autres sources de financement a augmenté de 36 %.

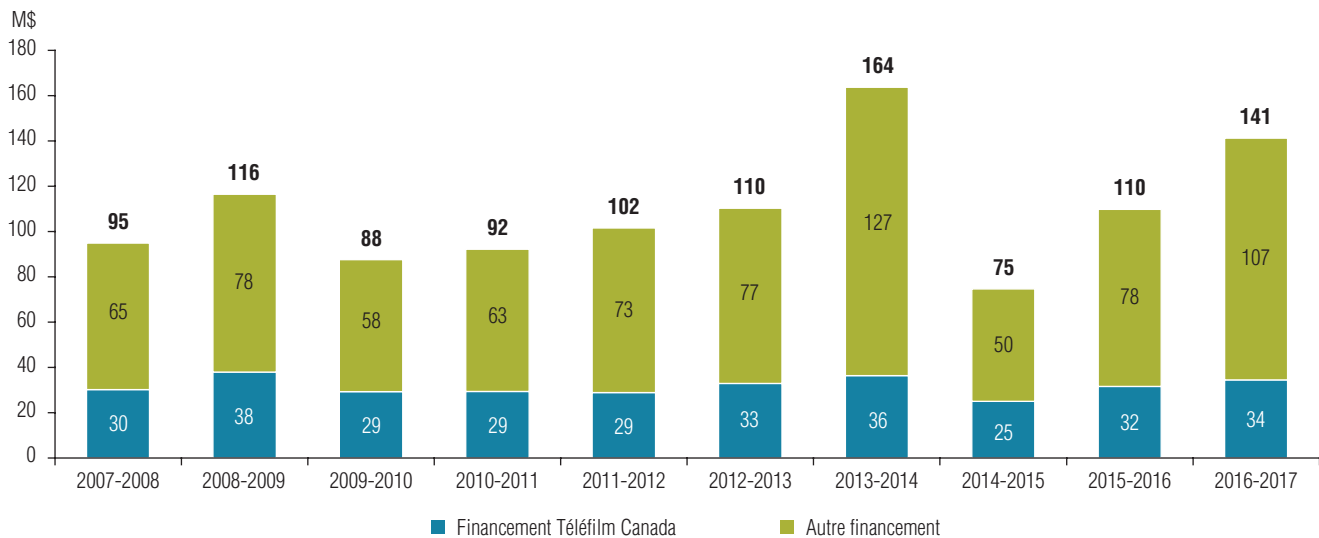
Figure 5.5

**Longs métrages québécois et francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada<sup>1</sup> selon la langue, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada.

Figure 5.6

**Valeur<sup>1</sup> de la production cinématographique québécoise et francophone<sup>2</sup> soutenue par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

2. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal de Téléfilm Canada, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada.

Tableau 5.5

**Longs métrages québécois et francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada<sup>1</sup>, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	unité	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2012-2013 à 2016-2017 (5 ans)
Financement total <sup>2</sup>	M\$	110	164	75	110	141	600
Nombre de longs métrages	n	33	35	28	41	28	165
Valeur moyenne	M\$	3,3	4,7	2,7	2,7	5,0	3,6

1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

2. Le financement total exclut la part étrangère des coproductions dans lesquelles le Canada est un partenaire minoritaire.

Source : Téléfilm Canada.

## Financement

Le financement étranger constitue un apport important dans le budget de la production cinématographique. En effet, il représente un apport de 25 % en 2016-2017, en baisse par rapport à 2015-2016, où celui-ci était de 35 %. Cet apport est particulièrement important pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français, qui en dépendent pour 46 % de leur financement. Les longs métrages de fiction en français ont subi une baisse importante de cette source en 2016-2017 (-45 %) et la part est passée de 21 % à 12 %.

Le financement provenant des télédiffuseurs a aussi diminué en 2016-2017 (-26 %). En revanche, il y a eu un essor remarquable de celui des distributeurs canadiens en 2016-2017 (+187 %).

Notons que la part du financement privé<sup>1</sup>, excluant les sources de provenance étrangère, atteint 45 M\$ en 2016-2017 – son plus haut niveau en cinq ans – et constitue 25 % du financement total. La hausse du financement privé est plus importante pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français (+85 %) que pour les longs métrages de fiction en français (+26 %).

1. Le financement privé inclut celui des télédiffuseurs, des distributeurs canadiens et des sources incluses dans la catégorie « autre financement privé ».

Tableau 5.6

**Financement de la production de longs métrages de fiction et de longs métrages documentaires québécois, Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016 <sup>1</sup>		2016-2017	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>2</sup>	1 019	0,6	2 227	1,1	1 190	0,7	1 606	0,9	1 188	0,7
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	68	—	—	—	27	—	—	—	94	0,1
Crédit d'impôt fédéral	5 373	2,9	5 773	2,8	6 355	3,7	5 065	2,9	6 935	3,9
Crédits d'impôt provinciaux	25 032	13,7	28 430	13,9	28 134	16,2	23 226	13,5	24 303	13,6
Distributeurs canadiens	7 087	3,9	9 512	4,7	7 017	4,0	8 258	4,8	23 716	13,3
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	66 349	36,2	64 923	31,7	49 335	28,4	60 424	35,2	44 474	25,0
SODEC	23 569	12,9	26 191	12,8	20 745	11,9	22 476	13,1	25 035	14,0
Fonds des médias du Canada	6 812	3,7	2 770	1,4	311	0,2	-956	-0,6	227	0,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	23 664	12,9	34 120	16,7	25 427	14,6	31 835	18,5	30 372	17,0
Autre financement public <sup>4</sup>	747	0,4	1 094	0,5	965	0,6	1 405	0,8	2 045	1,1
Autre financement privé <sup>5</sup>	23 450	12,8	29 480	14,4	34 336	19,8	18 513	10,8	19 823	11,1
<b>Total</b>	<b>183 171</b>	<b>100,0</b>	<b>204 520</b>	<b>100,0</b>	<b>173 843</b>	<b>100,0</b>	<b>171 852</b>	<b>100,0</b>	<b>178 214</b>	<b>100,0</b>

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.7

**Financement de la production de longs métrages de fiction selon la langue, Québec, 2012-2013 à 2016-2017<sup>1</sup>**

	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
<b>Autres langues que le français</b>										
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>2</sup>	60	0,2	766	0,8	303	0,4	70	0,1	50	0,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	1 291	3,3	3 409	3,5	2 840	3,6	2 430	3,5	3 297	4,6
Crédits d'impôt provinciaux	3 609	9,3	8 084	8,2	8 704	11,2	6 873	9,8	5 417	7,6
Distributeurs canadiens	1 435	3,7	2 623	2,7	1 260	1,6	2 381	3,4	16 187	22,8
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	17 169	44,0	49 144	50,0	39 551	50,7	38 247	54,6	32 410	45,6
SODEC	3 527	9,0	2 831	2,9	2 050	2,6	2 622	3,7	2 235	3,1
Fonds des médias du Canada	4 706	12,1	1 885	1,9	—	—	-1 260	-1,8	—	—
Fonds du long métrage du Canada –										
Téléfilm Canada	2 037	5,2	7 639	7,8	5 683	7,3	9 447	13,5	6 035	8,5
Autre financement public <sup>4</sup>	—	—	44	—	92	0,1	—	—	—	—
Autre financement privé <sup>5</sup>	5 182	13,3	21 851	22,2	17 550	22,5	9 286	13,2	5 472	7,7
<b>Total</b>	<b>39 016</b>	<b>100,0</b>	<b>98 276</b>	<b>100,0</b>	<b>78 032</b>	<b>100,0</b>	<b>70 094</b>	<b>100,0</b>	<b>71 103</b>	<b>100,0</b>
<b>Français</b>										
Droits de diffusion des télédiffuseurs <sup>2</sup>	890	0,6	1 062	1,1	575	0,6	1 078	1,1	599	0,6
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	68	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	4 023	2,8	1 975	2,0	3 258	3,6	2 348	2,5	2 780	2,9
Crédits d'impôt provinciaux	21 127	14,8	19 181	19,0	18 266	20,3	15 597	16,3	16 822	17,6
Distributeurs canadiens	5 632	3,9	6 746	6,7	5 502	6,1	5 437	5,7	7 345	7,7
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	49 181	34,5	15 779	15,7	9 324	10,4	20 033	20,9	11 023	11,5
SODEC	19 925	14,0	22 778	22,6	17 626	19,6	19 370	20,2	21 773	22,7
Fonds des médias du Canada	1 930	1,4	569	0,6	306	0,3	155	0,2	—	—
Fonds du long métrage du Canada –										
Téléfilm Canada	21 489	15,1	26 099	25,9	19 407	21,5	22 164	23,1	23 978	25,1
Autre financement public <sup>4</sup>	401	0,3	497	0,5	106	0,1	1 142	1,2	442	0,5
Autre financement privé <sup>5</sup>	18 076	12,7	6 119	6,1	15 699	17,4	8 434	8,8	10 948	11,4
<b>Total</b>	<b>142 742</b>	<b>100,0</b>	<b>100 805</b>	<b>100,0</b>	<b>90 069</b>	<b>100,0</b>	<b>95 758</b>	<b>100,0</b>	<b>95 710</b>	<b>100,0</b>

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



# 6

## LES COPRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

---

### FAITS SAILLANTS DE 2016

#### Coproductions régies par des traités



- La part des coproductions télévisuelles faites au Québec augmente, passant de 9 % en 2015 à 25 % en 2016;
- Hausse de 18 % de la valeur des coproductions officielles en anglais.



- Une seule coproduction cinématographique officielle de langue française a été produite en 2016;
- La valeur des coproductions télévisuelles atteint son plus haut niveau depuis 2009.



- Baisse de la valeur globale des coproductions régies par des traités au Québec, qui est passée de 208 M\$ à 137 M\$;
- Baisse du nombre de coproductions régies par des traités au Québec, qui est passé de 33 en 2015 à 19 en 2016;
- Baisse de 75 % de la valeur globale des coproductions régies par des traités en français;
- La valeur des coproductions cinématographiques chute en 2016 et s'établit à 50 M\$ par rapport à 184 M\$ en 2015;
- La part des coproductions cinématographiques faites au Québec diminue, passant de 80 % en 2015 à 33 % en 2016.

#### Coproductions dans les données du CIRQ



- Hausse de 22 % de la valeur des coproductions ayant bénéficié du CIRQ;
- La participation québécoise au financement des coproductions ayant bénéficié du CIRQ s'établit à 45 %, une hausse par rapport à 2015-2016, où elle était de 41 %.

## Coproductions régies par des traités

En 2016, on compte 19 coproductions régies par des traités, soit 14 de moins que l'année précédente. La valeur de ces coproductions a diminué, passant de 208 M\$ en 2015 à 137 M\$ en 2016 (-34 %).

### > Coproductions télévisuelles

La valeur des coproductions télévisuelles régies par des traités a rebondi au Québec en 2016. Elle est passée de 24 M\$ en 2015 à 86 M\$ en 2016.

La plupart des œuvres télévisuelles coproduites sont des documentaires. Or, les budgets des documentaires sont beaucoup moins élevés que ceux des dramatiques et des œuvres pour enfants et jeunes. Ainsi, entre 2012 et 2016, 80 % des coproductions télévisuelles sont des documentaires, mais elles n'obtiennent que 35 % de la valeur globale des budgets. Sur la même période, les coproductions télévisuelles dramatiques constituent 7 % du nombre de productions, mais comptent pour 46 % de la valeur.

Tableau 6.1

### Coproductions télévisuelles<sup>1</sup> régies par des traités, selon la langue, Québec, 2007 à 2016

	unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Langue anglaise</b>											
Participation canadienne	M\$	14	45	27	7	10	6'	19'	10	5'	x
Participation étrangère	M\$	24	61	72	11	20	6'	40	35	5'	x
<b>Total</b>	<b>M\$</b>	<b>37</b>	<b>106</b>	<b>99</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>11'</b>	<b>60'</b>	<b>44'</b>	<b>9'</b>	<b>x</b>
Œuvres	n	7	18	8	5	7	6'	13'	5	7'	5
<b>Langue française</b>											
Participation canadienne	M\$	10	9	7	8	1	10'	1	2'	5'	x
Participation étrangère	M\$	17	16	6	9	3	18'	1	4'	9'	x
<b>Total</b>	<b>M\$</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>28'</b>	<b>2</b>	<b>6'</b>	<b>14'</b>	<b>x</b>
Œuvres	n	9	10	9	8	6	12'	3	4'	6'	10
<b>Toutes les langues</b>											
Participation canadienne	M\$	24	54	35	15	11	15'	20'	12	10	22
Participation étrangère	M\$	41	77	78	20	22	24	41	38'	14'	65
<b>Total</b>	<b>M\$</b>	<b>65</b>	<b>131</b>	<b>113</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>39'</b>	<b>61'</b>	<b>50'</b>	<b>24'</b>	<b>86</b>
Œuvres	n	16	28	17	13	13	18'	16'	9'	13'	15

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.2

**Coproductions télévisuelles<sup>1</sup> régies par des traités selon le genre, Québec, 2007 à 2016**

	2007 à 2011	2012 à 2016	Total	2007 à 2011	2012 à 2016	Total
	M\$			%		
<b>Volume global</b>						
Dramatiques (fiction)	150	120	270	39,9	45,9	42,4
Documentaires	108	90	198	28,6	34,5	31,0
Enfants et jeunes	119	51	170	31,5	19,6	26,6
<b>Total</b>	<b>377</b>	<b>261</b>	<b>637</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
	n			%		
<b>Œuvres</b>						
Dramatiques (fiction)	13	5	18	14,9	7,0	11,4
Documentaires	52	57	109	59,8	80,3	69,0
Enfants et jeunes	22	9	31	25,3	12,7	19,6
<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>71</b>	<b>158</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
	M\$			%		
<b>Budget moyen</b>						
Dramatiques (fiction)	11,6	23,9	15,0	...	...	...
Documentaires	2,1	1,6	1,8	...	...	...
Enfants et jeunes	5,4	5,7	5,5	...	...	...
<b>Tous les genres</b>	<b>4,3</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	...	...	...

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.3

**Pays partenaires des coproductions télévisuelles<sup>1</sup> régies par des traités, Québec, 2007 à 2016**

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	84	288	97	34
Royaume-Uni	33	127	51	41
Allemagne	6	69	16	24
Israël	6	3	2	53
Brésil	5	17	7	40
Roumanie	3	7	4	55
Autres productions bipartites	10	51	18	35
Coproductions multipartites	11	76	22	29
<b>Total</b>	<b>158</b>	<b>637</b>	<b>217</b>	<b>34</b>

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

**> Coproductions cinématographiques**

La diminution du nombre de coproductions régies par des traités est due largement à la baisse des coproductions cinématographiques de langue française, qui sont passées de 15 en 2015 à une seule en 2016. Il y a aussi une baisse de la coproduction cinématographique en anglais et le volume total, toutes langues confondues, en 2016 est plus faible que la moyenne des 10 dernières années.

La plupart des coproductions cinématographiques régies par des traités sont des dramatiques ou d'autres types d'œuvres de fiction. Au cours des 10 dernières années, 50 % des coproductions cinématographiques sont des drames, incluant les drames historiques, et les coproductions de ce genre représentent 52 % de la valeur de la coproduction cinématographique. Seulement 10 % sont des documentaires et ces derniers comptent pour 1 % de la valeur des coproductions.

Tableau 6.4

**Coproductions cinématographiques régies par des traités, selon la langue, Québec, 2007 à 2016**

	unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Langue anglaise</b>											
Participation canadienne	M\$	19	6	7	76	13	11	44'	37'	45'	x
Participation étrangère	M\$	55	2	4	51	12	32	35'	22'	37'	x
<b>Total</b>	<b>M\$</b>	<b>73</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>126</b>	<b>25</b>	<b>43</b>	<b>79'</b>	<b>59'</b>	<b>82'</b>	<b>x</b>
Œuvres	n	4	2	5	11	4	4	4'	5'	5'	3
<b>Langue française</b>											
Participation canadienne	M\$	20	23	24	13	26	17	7'	19'	33'	x
Participation étrangère	M\$	52	37	17	31	53	17	9'	24'	69'	x
<b>Total</b>	<b>M\$</b>	<b>72</b>	<b>60</b>	<b>40</b>	<b>44</b>	<b>79</b>	<b>34</b>	<b>16'</b>	<b>43'</b>	<b>102'</b>	<b>x</b>
Œuvres	n	8	14	3	7	7	5	5'	9	15'	1
<b>Toutes les langues</b>											
Participation canadienne	M\$	38	29	30	89	39	28	51'	57'	78'	36
Participation étrangère	M\$	107	39	21	81	66	49	44'	46'	106'	14
<b>Total</b>	<b>M\$</b>	<b>145</b>	<b>68</b>	<b>51</b>	<b>170</b>	<b>104</b>	<b>77</b>	<b>95'</b>	<b>102'</b>	<b>184'</b>	<b>50</b>
Œuvres	n	12	16	8	18	11	9	9'	14'	20'	4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.5

**Coproductions cinématographiques régies par des traités selon le genre, Québec, 2007 à 2016**

	2007 à 2011	2012 à 2016	Total	2007 à 2011	2012 à 2016	Total
	M\$			%		
<b>Volume global</b>						
Drames et drames historiques	219	322	541	40,6	63,4	51,7
Comédies et comédies musicales	124	39	163	23,1	7,6	15,6
Documentaires	8	7	14	1,4	1,3	1,4
Autres	188	140	328	34,9	27,6	31,4
<b>Tous les genres</b>	<b>538</b>	<b>508</b>	<b>1 046</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
	n			%		
<b>Œuvres</b>						
Drames et drames historiques	29	31	60	44,6	55,4	49,6
Comédies et comédies musicales	11	8	19	16,9	14,3	15,7
Documentaires	6	6	12	9,2	10,7	9,9
Autres	19	11	30	29,2	19,6	24,8
<b>Tous les genres</b>	<b>65</b>	<b>56</b>	<b>121</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
	M\$			%		
<b>Budget moyen</b>						
Drames et drames historiques	7,5	10,4	9,0			
Comédies et comédies musicales	11,3	4,8	8,6	...	...	...
Documentaires	1,3	1,1	1,2	...	...	...
Autres	9,9	12,8	10,9	...	...	...
<b>Tous les genres</b>	<b>8,3</b>	<b>9,1</b>	<b>8,6</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.6

**Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2007 à 2016**

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	61	691	293	42
Suisse	8	23	10	45
Belgique	7	33	13	40
Allemagne	5	55	31	57
Royaume-Uni	5	54	x	x
Irlande	4	24	17	69
Chine	3	5	x	x
Italie	3	30	23	77
Autres productions bipartites	17	56	24	43
Coproductions multipartites	8	76	27	35
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>1 046</b>	<b>474</b>	<b>45</b>

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

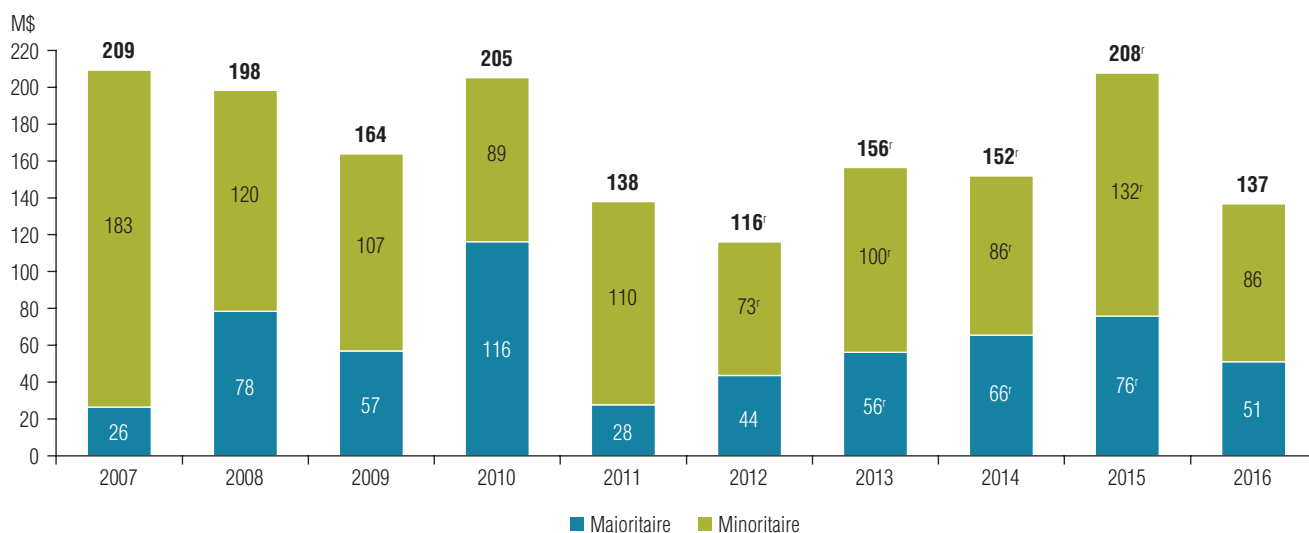
**> Participation au financement**

En ce qui concerne les coproductions régies par des traités, celles où la participation canadienne est minoritaire sont généralement plus nombreuses que celles où la participation canadienne est majoritaire. De plus, le budget global des coproductions minoritaires est souvent plus élevé que celui des coproductions majoritaires. C'est le cas des budgets pour neuf des dix dernières années.

La participation canadienne au financement de l'ensemble des coproductions régies par des traités s'élève à 58 M\$ en 2016, soit 42 %. En 2016, cette part est plus élevée pour les films (71 %) que pour les productions télévisuelles (25 %).

Dans l'ensemble, la part de la participation canadienne est un peu plus élevée en 2016 (42 %) que la part moyenne des 10 dernières années qui est de 41 %.

Figure 6.1

**Budget global des coproductions audiovisuelles<sup>1</sup> régies par des traités selon la participation canadienne<sup>2</sup>, Québec, 2007 à 2016**

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

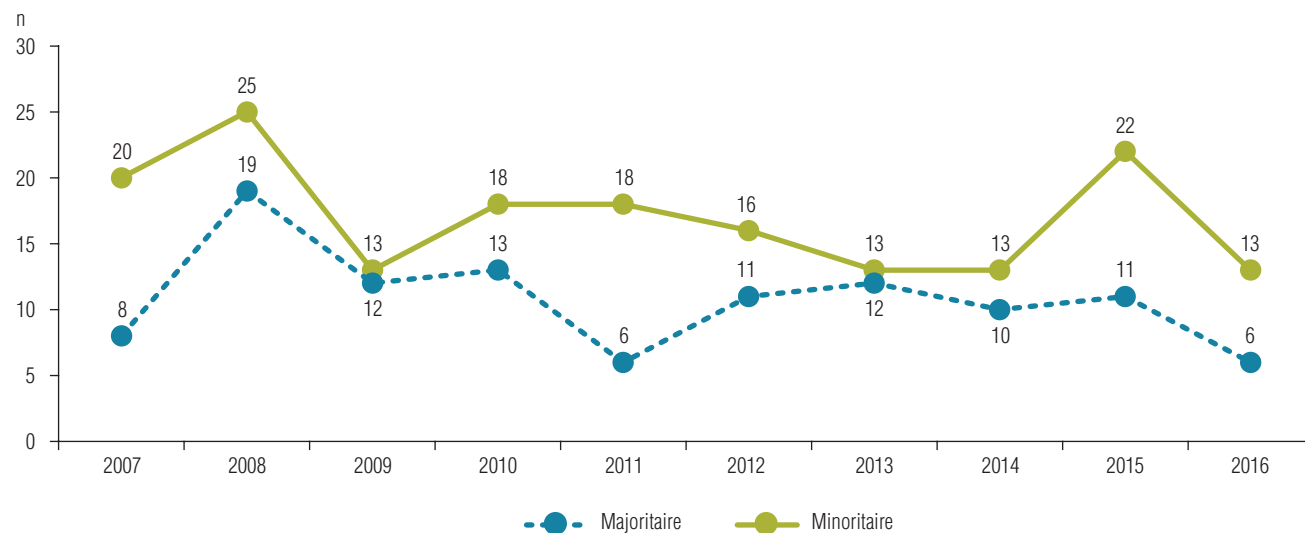
2. Note d'interprétation : Par exemple, le budget total de toutes les coproductions régies par des traités à participation majoritairement canadienne au Québec s'élève à 34 M\$ en 2015.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.2

**Coproductions audiovisuelles<sup>1</sup> régies par des traités selon la participation canadienne, Québec, 2007 à 2016**

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.7

**Coproductions audiovisuelles<sup>1</sup> régies par des traités, selon la langue, Québec, 2007 à 2016**

	unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Langue anglaise</b>											
Participation canadienne	M\$	32	51	34	83	23	16'	63	47'	49'	49
Participation étrangère	M\$	78	62	76	62	32	38'	75'	56'	41'	59
Financement total	M\$	110	113	110	144	55	54'	138'	104'	91'	108
Œuvres	n	11	20	13	16	11	10'	17	10'	12'	8
<b>Langue française</b>											
Participation canadienne	M\$	30	32	31	22	27	27'	8'	21'	38'	9
Participation étrangère	M\$	69	53	23	39	56	35'	10'	27'	79'	20
Financement total	M\$	99	85	54	61	83	62'	18'	48'	117'	29
Œuvres	n	17	24	12	15	13	17'	9	13'	21'	11
<b>Toutes les langues</b>											
Participation canadienne	M\$	62	83	65	104	50	43'	71'	68'	88'	58
Participation étrangère	M\$	147	115	99	101	88	73	86'	84'	120'	79
Financement total	M\$	209	198	164	205	138	116'	156'	152'	208'	137
Œuvres	n	28	44	25	31	24	27'	25'	23'	33'	19

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

### > Pays partenaires

La France est le principal partenaire pour les coproductions régies par des traités. Quarante-vingt-quatre (84) des 158 coproductions télévisuelles officielles et soixante et une (61) des coproductions cinématographiques officielles produites entre 2007 et 2016 ont été réalisées avec la France comme partenaire unique. Toutefois, la valeur des œuvres télévisuelles coproduites avec la France (288 M\$) constitue 45 % de la valeur des coproductions télévisuelles, alors que ces œuvres comptent pour 53 % du nombre total de coproductions télévisuelles. Quant aux coproductions cinématographiques avec la France, elles représentent 66 % de la valeur des coproductions de ce type, mais comptent pour 50 % du nombre total de coproductions cinématographiques. La participation canadienne dans les coproductions avec la France s'élève, en 10 ans, à 42 % pour les œuvres cinématographiques et à 34 % pour les œuvres télévisuelles. Ces parts sont comparables à la part canadienne dans les coproductions de ces genres, tous pays partenaires confondus.

Tableau 6.8

#### **Pays partenaires des coproductions audiovisuelles<sup>1</sup> régies par des traités, Québec, 2007 à 2016**

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	143	979	390	40
Royaume-Uni	38	181	x	x
Allemagne	11	124	48	39
Suisse	9	25	11	45
Israël	8	7	3	44
Belgique	7	33	13	40
Brésil	5	17	7	40
Irlande	5	33	18	56
Chine	3	5	x	x
Italie	3	30	23	77
Australie	3	6	4	56
Roumanie	3	7	4	55
Autres productions bipartites	20	86	35	40
Coproductions multipartites	19	152	49	32
<b>Total</b>	<b>279</b>	<b>1 684</b>	<b>691</b>	<b>41</b>

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le Royaume-Uni se trouve en deuxième position des pays partenaires pour les coproductions télévisuelles. La part des œuvres coproduites avec ce pays se situe à 20 %, que ce soit en termes de nombre ou de valeur des budgets. La participation canadienne dans ces œuvres s'élève à 41 % ; elle est plus élevée que la contribution canadienne moyenne aux coproductions avec divers pays. Le Royaume-Uni est beaucoup moins présent dans la production cinématographique au Québec que dans la production télévisuelle. La Suisse se hisse au deuxième rang pour les productions cinématographiques, mais les 8 œuvres bipartites qu'elle coproduit ne représentent que 2 % de la valeur totale des coproductions cinématographiques.

### > Part de la coproduction au Québec

En ce qui concerne les coproductions régies par des traités dans l'ensemble du Canada, le Québec contribue généralement dans une plus faible proportion à la production télévisuelle qu'à la production cinématographique. Selon le *Profil canadien* sur les 10 dernières années, la valeur des coproductions télévisuelles régies par des traités s'élève à 2,8 G\$ et la valeur des coproductions cinématographiques régies par des traités s'élève à 2,2 G\$. Ainsi, la part au Québec se chiffre à 22 % pour les coproductions télévisuelles et à 48 % pour les coproductions cinématographiques. En 2016, par contre, 33 % de la valeur des coproductions cinématographiques régies par des traités provient de la coproduction au Québec.

Tableau 6.9

**Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon le marché, Québec et Canada, 2015 et 2016**

	unité	2015			2016		
		Film	Télévision	Total	Film	Télévision	Total
<b>Québec</b>							
Nombre	n	20 <sup>r</sup>	13 <sup>r</sup>	33 <sup>r</sup>	4	15	19
Participation étrangère	M\$	106 <sup>r</sup>	14 <sup>r</sup>	120 <sup>r</sup>	14	65	79
Participation canadienne	M\$	78 <sup>r</sup>	10 <sup>r</sup>	88 <sup>r</sup>	36	22	58
Part canadienne	%	42,4 <sup>r</sup>	40,8 <sup>r</sup>	42,2 <sup>r</sup>	71,2	25,2	42,1
Total	M\$	184 <sup>r</sup>	24 <sup>r</sup>	208 <sup>r</sup>	50	86	137
<b>Canada</b>							
Nombre	n	28 <sup>r</sup>	34 <sup>r</sup>	62 <sup>r</sup>	18	30	48
Participation étrangère	M\$	132	163	295	69	235	304
Participation canadienne	M\$	99	113	212	84	115	199
Part canadienne	%	42,9	40,9	41,8	54,9	32,9	39,6
Total	M\$	231 <sup>r</sup>	276 <sup>r</sup>	507 <sup>r</sup>	153	350	503
<b>Part du Québec</b>							
Nombre	%	71,4	38,2	53,2	22,2	50,0	39,6
Financement total	%	79,6	8,6	41,0	32,9	24,7	27,2

Sources : Téléfilm Canada.

Nordicité (2018). *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.10

**Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la langue, Québec et Canada, 2015 et 2016**

	unité	2015			2016		
		Anglais	Français	Total	Anglais	Français	Total
<b>Québec</b>							
Nombre	n	12 <sup>r</sup>	21 <sup>r</sup>	33 <sup>r</sup>	8	11	19
Participation étrangère	M\$	41 <sup>r</sup>	79 <sup>r</sup>	120 <sup>r</sup>	59	20	79
Participation canadienne	M\$	49 <sup>r</sup>	38 <sup>r</sup>	88 <sup>r</sup>	49	9	58
Part canadienne	%	54,4 <sup>r</sup>	32,7 <sup>r</sup>	42,2 <sup>r</sup>	45,3	30,4	42,1
Total	M\$	91 <sup>r</sup>	117 <sup>r</sup>	208 <sup>r</sup>	108	29	137
<b>Canada</b>							
Nombre	n	41 <sup>r</sup>	21 <sup>r</sup>	62 <sup>r</sup>	37	11	48
Participation étrangère	M\$	216	79	295	284	20	304
Participation canadienne	M\$	174	38	212	190	9	199
Part canadienne	%	44,6	32,5	41,8	40,1	31,0	39,6
Total	M\$	390 <sup>r</sup>	117 <sup>r</sup>	507 <sup>r</sup>	474	29	503
<b>Part du Québec</b>							
Nombre	%	29,3	100,0	53,2	21,6	100,0	39,6
Financement total	%	23,3	99,8	41,0	22,7	100,0	27,2

Sources : Téléfilm Canada.

Nordicité (2018). *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



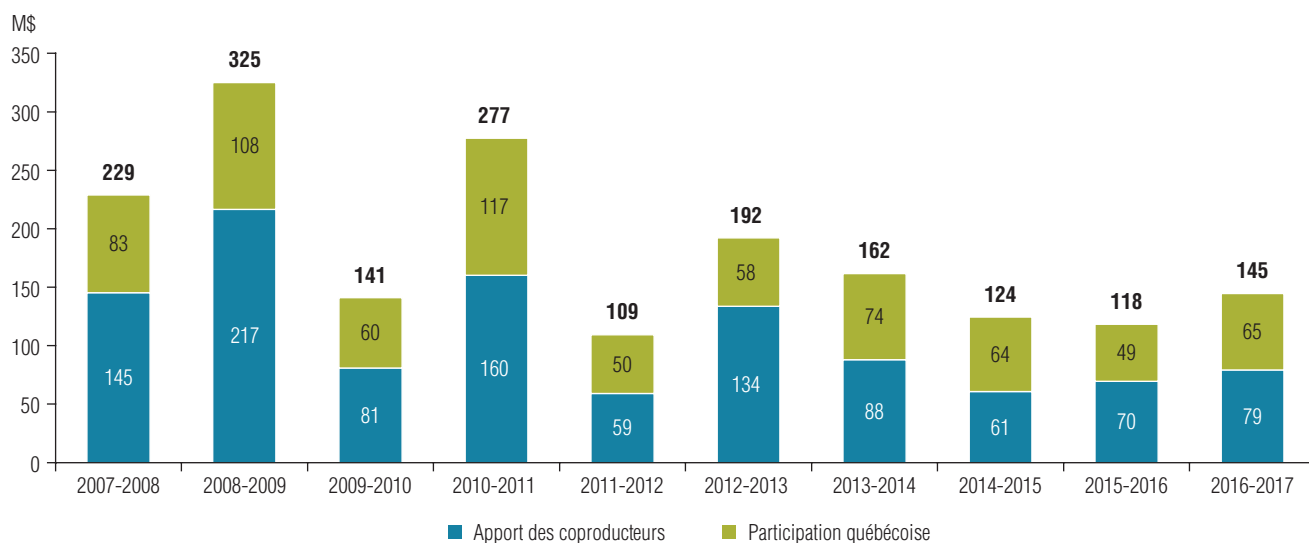
### Coproductions dans les données du CIRQ

Après un creux de 10 ans en 2015-2016, le nombre de coproductions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique (CIRQ) administré par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) est plus ou moins stable (+1). Cependant, il y a une augmentation

de la valeur globale (+22%) grâce à un regain des coproductions autres que les longs métrages de fiction. La valeur de ces dernières a plus que doublé depuis 2015-2016 et leur nombre est passé de 14 en 2015-2016 à 18 en 2016-2017. Sur la même période, la valeur des coproductions de longs métrages de fiction a diminué de 5% et on compte trois coproductions de moins.

Figure 6.3

#### Valeur des coproductions<sup>1</sup> cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ<sup>2</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

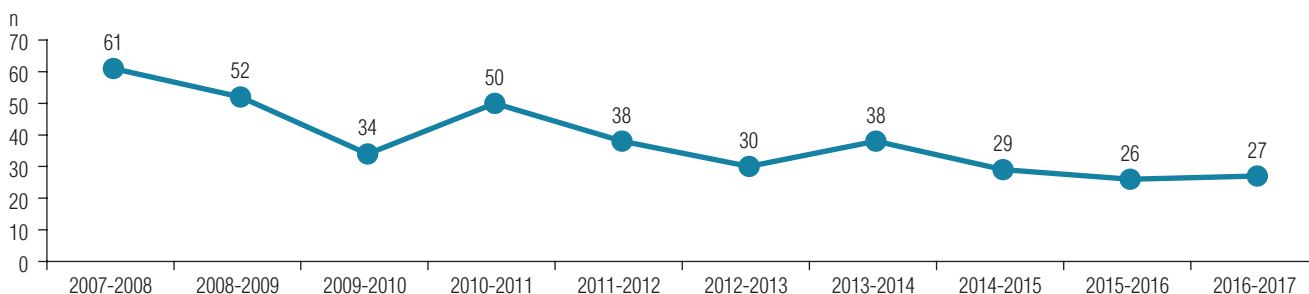
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.4

#### Coproductions<sup>1</sup> cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ<sup>2</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017



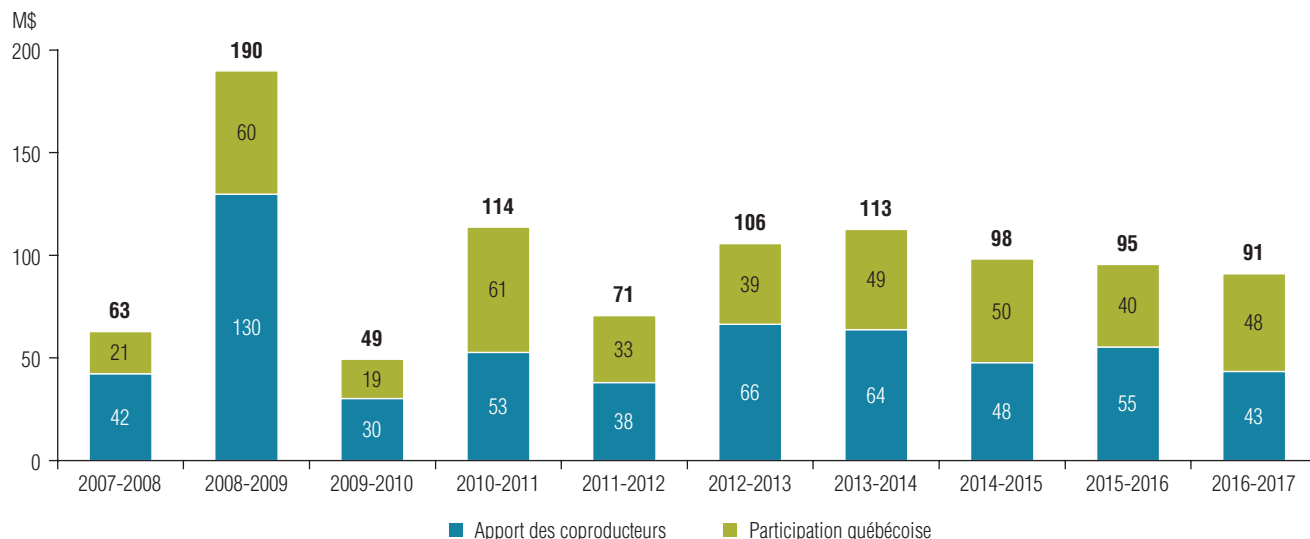
1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.5

**Valeur des coproductions<sup>1</sup> de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ<sup>2</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

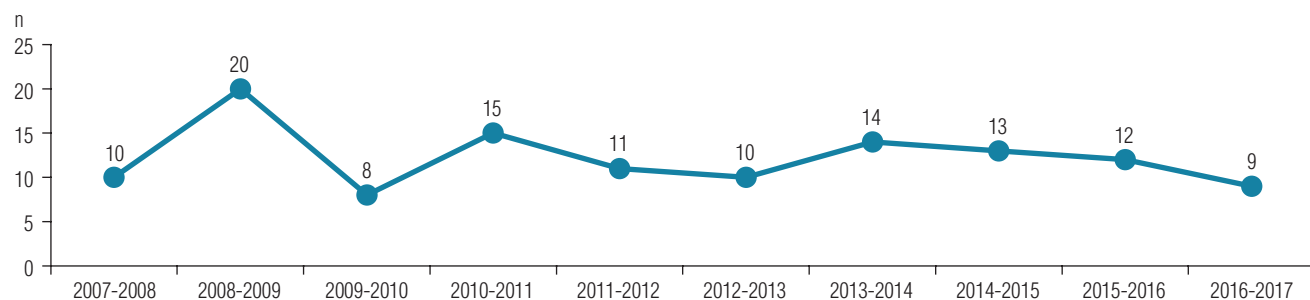
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.6

**Coproductions<sup>1</sup> de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ<sup>2</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

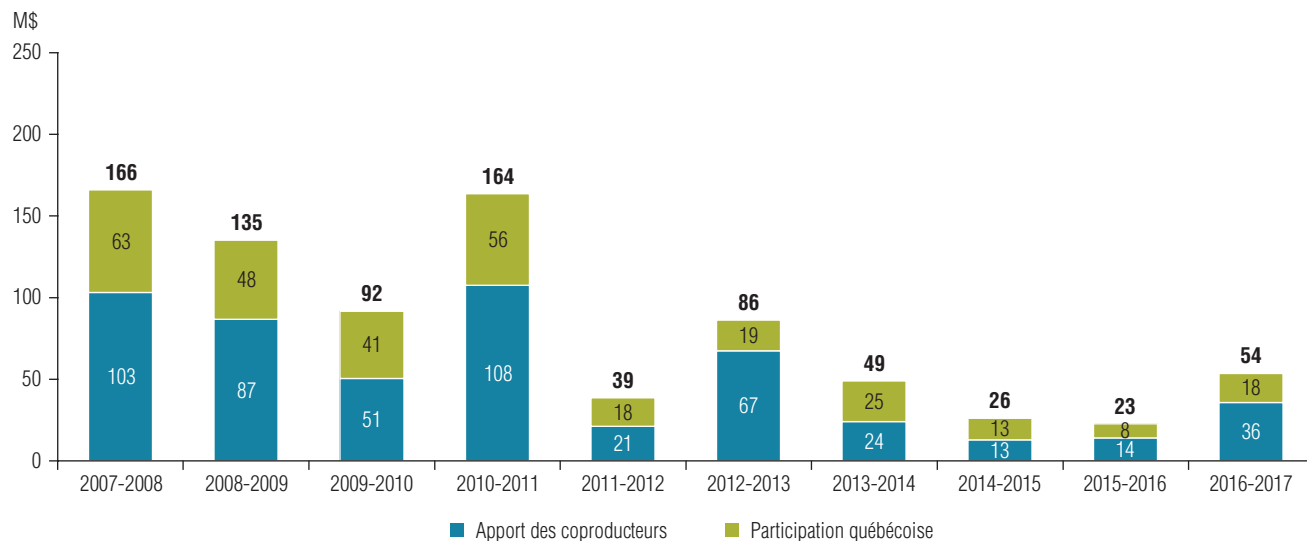
1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.7

**Valeur des coproductions<sup>1</sup> autres que celles de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ<sup>2</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

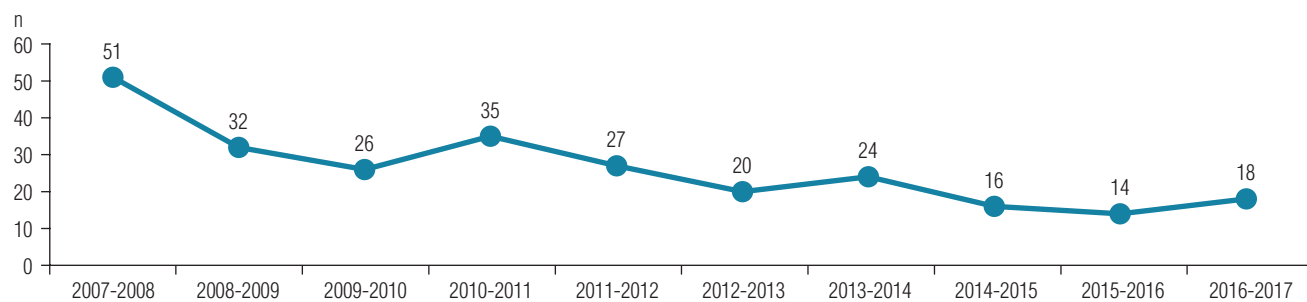
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8

**Coproductions<sup>1</sup> autres que celles de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ<sup>2</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Comme pour les coproductions régies par des traités, la France est le principal partenaire pour les coproductions de longs métrages ayant bénéficié du CIRQ, le pays étant coproducteur de 39 % des œuvres coproduites entre 2007 et 2016. Cependant, les producteurs québécois s'associent souvent avec des maisons de production situées ailleurs au Canada. Ainsi, 26 % des coproductions de longs métrages au Québec sont associées à des coproducteurs canadiens.

Tableau 6.11

**Nombre de coproductions<sup>1</sup> majoritaires et minoritaires<sup>2</sup> ayant bénéficié du CIRQ<sup>3</sup>, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

	Majoritaires	Minoritaires	Total
	n		
2007-2008	20	40	60
2008-2009	18	34	52
2009-2010	18	16	34
2010-2011	20	30	50
2011-2012	14	24	38
2012-2013	10	20	30
2013-2014	x	x	38
2014-2015	17	12	29
2015-2016	x	x	26
2016-2017	x	x	27

1. Le nombre de coproductions indiqué dans ce tableau diffère du nombre indiqué dans les tableaux et figures basés sur les données de Téléfilm Canada parce que des coproductions peuvent ne pas être régies par des traités, comme certaines coproductions interprovinciales.
2. Il s'agit de coproductions dont la part québécoise est majoritaire ou minoritaire, contrairement à la figure 6.2 où il s'agit de coproductions dont la part canadienne est majoritaire ou minoritaire.
3. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.12

**Principaux pays partenaires<sup>1</sup> de coproductions de longs métrages<sup>2</sup> au Québec, 2007 à 2016**

	Nombre de coproductions
France	76
Belgique	17
Royaume-Uni	14
États-Unis	9
Allemagne	10
Suisse	7
Irlande	5
Israël	5
Italie	4
Canada	51
<b>Total de coproductions<sup>3</sup> 2007 à 2016</b>	<b>197</b>

1. Vingt-quatre pays autres que ceux qui figurent dans ce tableau ont été partenaires dans des coproductions.
2. Longs métrages de fiction, documentaires et d'autres genres. Incluant des longs métrages destinés à la télévision, aux salles de cinéma et à d'autres marchés.
3. Le total peut ne pas être égal à la somme des parties. En effet, il correspond au nombre total de coproductions, sans égard au nombre de pays partenaires dans une même coproduction. Voir aussi la note 1.

Source : Cinémathèque québécoise.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 7

## LA PRODUCTION ÉTRANGÈRE ET LES SERVICES DE PRODUCTION

---

### FAITS SAILLANTS 2016-2017



- Hausse de 39 % de la valeur de la production étrangère et des services de production certifiés, pour une valeur totale de 551 M\$.



- Le quart des productions certifiées pour un tournage en 2016 sont d'origine états-unienne.



- On dénombre 74 projets certifiés en 2016-2017, soit dix projets de moins par rapport à 2015-2016.

Les données présentées dans ce chapitre sont celles portant sur les productions certifiées par le Programme du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Ce sont en majeure partie les tournages étrangers qui bénéficient de ce crédit d'impôt. Toutefois, les producteurs québécois et canadiens peuvent aussi s'en prévaloir.

Les données sont présentées sur deux bases différentes, mais reliées : d'abord selon l'année de certification des projets, ensuite selon l'année de tournage des projets. Bien que les données selon l'année de tournage soient plus intéressantes, elles sont souvent révisées (à la hausse) au fur et à mesure que les producteurs livrent cette information à la SODEC. Ces données administratives sur les tournages récents offrent donc

un indicateur peu fiable des fluctuations à court terme. Il vaut mieux utiliser ces données pour suivre les tendances à moyen et long terme.

Les données selon l'année de certification pour le CIRSPQ offrent un indicateur plus stable, mais ne mesurent pas forcément le volume de production de chaque année pour les raisons suivantes : 1) la certification peut être obtenue dans une année différente de celle où ont lieu les activités de production et 2) il peut y avoir des fluctuations indépendantes du volume de production, comme lorsque la SODEC consacre plus de ressources à l'étude des dossiers ou quand le gouvernement annonce des modifications touchant les taux du crédit ou les conditions d'admissibilité.

La valeur de la production étrangère et des services de production certifiés augmente en 2016-2017 et se fixe à 551 M\$ (+ 38 %), établissant un nouveau record pour les productions certifiées par le Programme du CIRSPQ. Or, le nombre de projets certifiés en 2016-2017 diminue : 84 projets avaient été certifiés en 2015-2016, tandis que 74 l'ont été en 2016-2017. Il s'agit d'une baisse de 12 %.

Figure 7.1

**Valeur de la production étrangère et des services de production<sup>1</sup> selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.2

**Projets de production étrangère et de services de production<sup>1</sup> selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**



1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

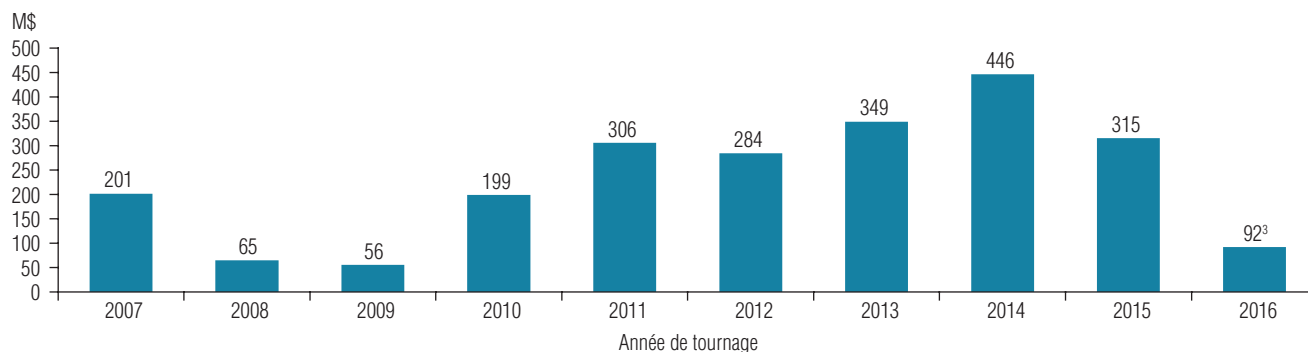
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les données sur le volume de la production étrangère et des services de production selon l'année de tournage semblent indiquer une baisse de l'activité en 2016. Toutefois, comme il est mentionné précédemment, ces données sont partielles et observer les résultats sur

plusieurs années offre un meilleur aperçu de la situation que le fait de n'étudier que les deux dernières années<sup>1</sup>. Il y a effectivement eu une croissance significative de l'activité depuis 2009.

Figure 7.3

### Valeur de la production étrangère et des services de production<sup>1</sup> selon l'année de tournage, Québec, 2007 à 2016<sup>2</sup>



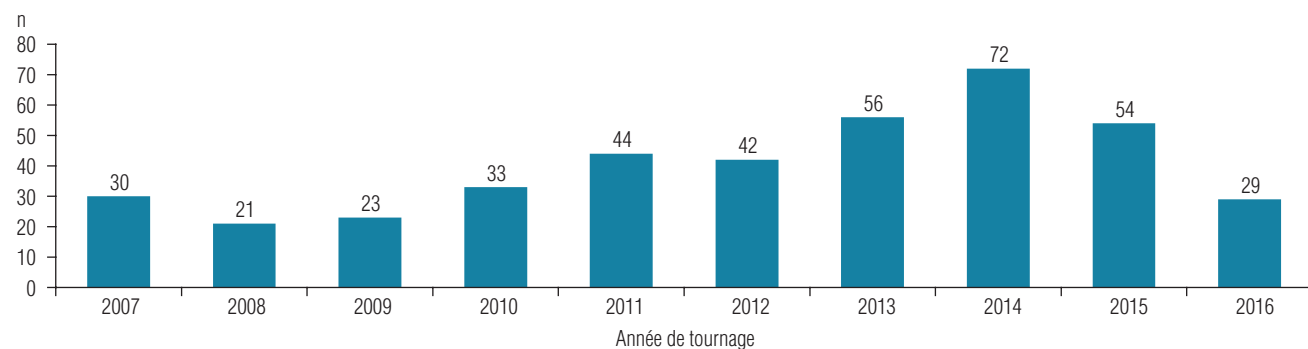
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.
2. Comme indiqué dans l'encadré au début du chapitre, ces données sont souvent ajustées. En effet, les données pour toutes les années sauf 2010 ont été révisées.
3. Le chiffre pour 2016 est provisoire.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.4

### Projets de production étrangère et de services de production<sup>1</sup> selon l'année de tournage, Québec, 2007 à 2016<sup>2</sup>



1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.
2. Comme indiqué dans l'encadré au début du chapitre, ces données sont souvent ajustées. En effet, les données pour toutes les années sauf 2011 et 2012 ont été révisées.
3. Le chiffre pour 2016 est provisoire.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Par exemple, la compilation en 2013 des productions réalisées en 2012 était basée sur 18 productions d'une valeur de 101 M\$. La compilation en 2014 des activités de production pour 2012 porta le nombre de tournages en 2012 à 31 et la valeur à 164 M\$. La compilation en 2015 porta le nombre de tournages en 2012 à 41 et la valeur à 277 M\$. La compilation en 2016 porta le nombre de tournages en 2012 à 42 et la valeur à 273 M\$. La compilation en 2017 (cette édition) maintient le nombre de tournages en 2012 à 42, mais porte la valeur à 284 M\$.

Au cours des 10 dernières années, la majorité des productions bénéficiant du CIRSPQ sont d'origine états-unienne (51 % entre 2007 et 2016). Il y a aussi un nombre significatif de productions canadiennes et québécoises (21 % des productions) et françaises (13 % des productions).

Tableau 7.1

**Productions étrangères et œuvres faisant appel à des services de production selon le pays titulaire des droits d'auteur et l'année de tournage, Québec, 2007 à 2016**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
	n										
États-Unis	20 <sup>r</sup>	10	14 <sup>r</sup>	15 <sup>r</sup>	26 <sup>r</sup>	22 <sup>r</sup>	22 <sup>r</sup>	43 <sup>r</sup>	29 <sup>r</sup>	7	208
France	2	2 <sup>r</sup>	3 <sup>r</sup>	5	2	7	4	9 <sup>r</sup>	8 <sup>r</sup>	9	51
Royaume-Uni	2 <sup>r</sup>	— <sup>r</sup>	2 <sup>r</sup>	—	2	1	9 <sup>r</sup>	8 <sup>r</sup>	3 <sup>r</sup>	1	28
Allemagne	1	1	—	1	—	—	3	—	—	1	7
Québec	—	—	—	6 <sup>r</sup>	9 <sup>r</sup>	6	3	5	5	3	37
Canada <sup>2</sup>	4 <sup>r</sup>	6	3 <sup>r</sup>	5 <sup>r</sup>	3 <sup>r</sup>	4	11	4	4 <sup>r</sup>	5	49
Autre <sup>3</sup>	1	2	1	1	2	2	4	3	5	3	24
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>21</b>	<b>23</b>	<b>33</b>	<b>44</b>	<b>42</b>	<b>56</b>	<b>72</b>	<b>54</b>	<b>29</b>	<b>404</b>
	% <sup>4</sup>										
États-Unis	67	48	61	45	59	52	39	60	54	24	51
France	7	10	13	15	5	17	7	13	15	31	13
Royaume-Uni	7	—	9	—	5	2	16	11	6	3	7
Allemagne	3	5	—	3	—	—	5	—	—	3	2
Québec	—	—	—	18	20	14	5	7	9	10	9
Canada <sup>2</sup>	13	29	13	15	7	10	20	6	7	17	12
Autre <sup>3</sup>	3	10	4	3	5	5	7	4	9	10	6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ).

2. Canada hors Québec.

3. Cette catégorie inclut les productions d'autres pays et les productions multipartites.

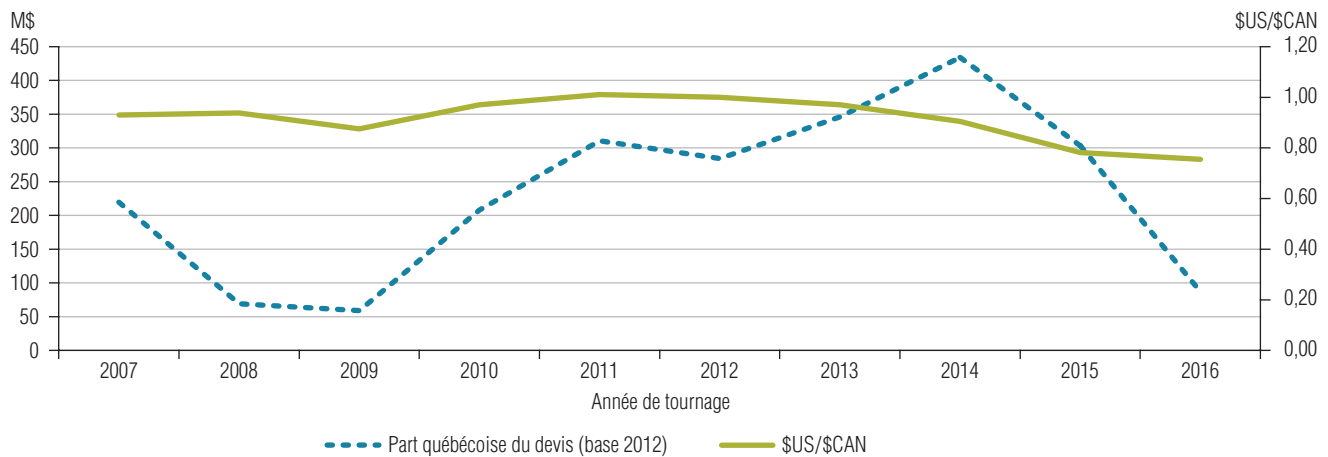
4. Les révisions apportées au nombre de productions dans la première partie du tableau occasionnent des révisions pour toutes les données dans cette deuxième partie du tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.



Figure 7.5

**Valeur<sup>1</sup> de la production étrangère et des services de production<sup>2</sup> et taux de change du dollar canadien, Québec, 2007 à 2016<sup>3</sup>**

1. En dollars constants sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC) 2012.

2. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle, selon l'année de tournage. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

3. La donnée pour 2016 est provisoire.

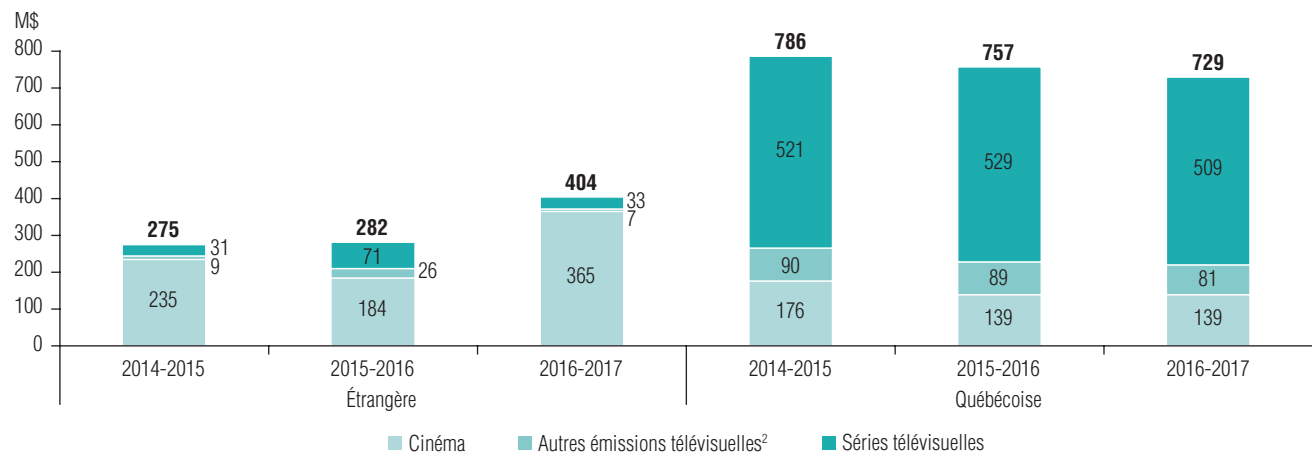
Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Banque du Canada.

Statistique Canada. *Tableau 326-0021*, [En ligne], CANSIM. [[www.statcan.gc.ca/cansim/](http://www.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 26 janvier 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.6

**Valeur de la production étrangère<sup>1</sup> et de la production indépendante québécoise selon le type de production, Québec, 2014-2015 à 2016-2017**

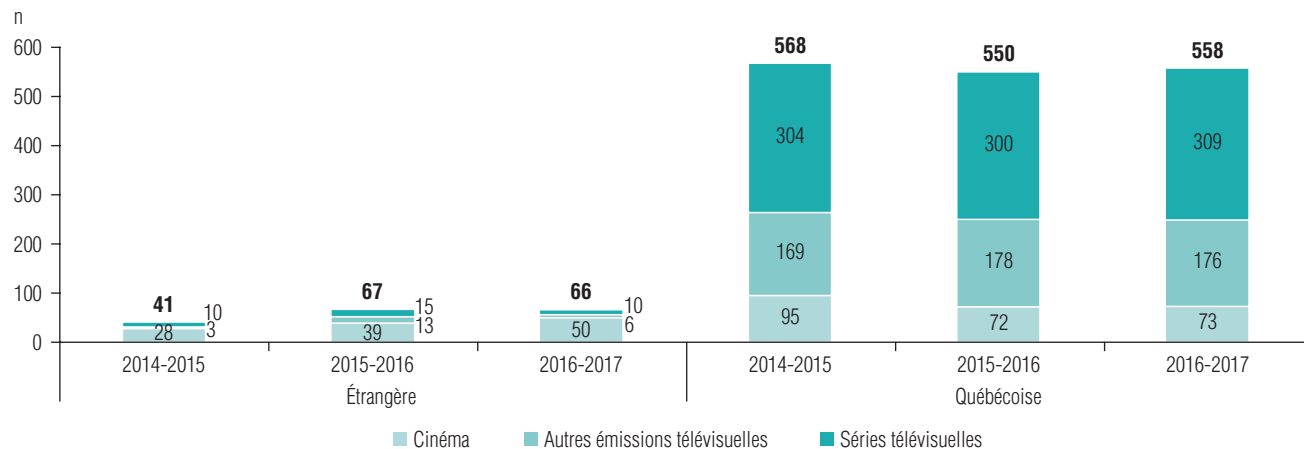
1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.5. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

2. Inclut les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant des programmes québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.7

**Productions étrangères<sup>1</sup> et productions indépendantes québécoises selon le type de production, Québec, 2014-2015 à 2016-2017**

1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.5. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

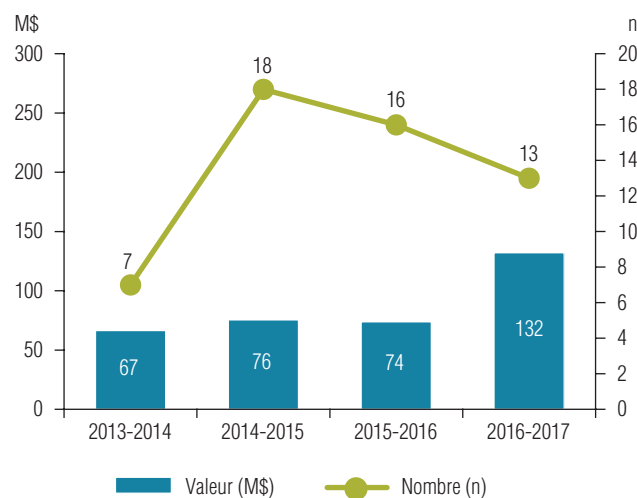
2. Inclut les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant des programmes québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Excluant les œuvres canadiennes et québécoises, la plupart des productions bénéficiant du CIRSPQ sont destinées au cinéma (76 %) et ces œuvres représentent 90 % de la valeur de la production étrangère en 2016-2017. La production étrangère de films a doublé en valeur, alors que celle des autres formats a diminué de plus de la moitié.

Figure 7.8

**Productions étrangères et services de production d'animation, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2013-2014 à 2016-2017**

1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 8

## LA PRODUCTION INTERNE

### FAITS SAILLANTS DE 2016



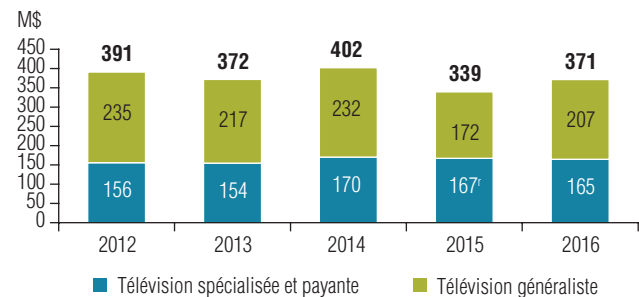
- Hausse de 9 % de la production interne ;
- Hausse de 20 % de la production interne des télédiffuseurs généralistes ;
- Hausse de la production interne d'émissions de nouvelles, de sports et de l'ensemble des autres catégories de genres ;
- Hausse de 19 % de la production interne de la Société Radio-Canada ;
- Hausse des dépenses de production interne des télédiffuseurs spécialisés francophones.

Entre 2015 et 2016, la valeur de la production interne des télédiffuseurs augmente de 9 %. Cette hausse est surtout attribuable aux télédiffuseurs généralistes qui ont augmenté leurs dépenses à ce chapitre de 35 M\$ (20 %).

Une hausse des dépenses de production locale et de production de réseau s'observe dans plusieurs catégories de genres. En 2016, en raison des Jeux olympiques d'été, la hausse de ces dépenses se manifeste d'abord pour les émissions de sports, notamment les émissions de sports des chaînes spécialisées francophones, et ensuite pour les émissions de nouvelles à la télévision traditionnelle privée qui retrouvent des valeurs semblables à celles observées avant 2015.

Figure 8.1

### Production interne<sup>1</sup> des télédiffuseurs selon le type de télédiffusion, Québec, 2012 à 2016



1. La production interne pour les services S-P-VSD-TAC (services de télévision spécialisés, payants, vidéo sur demande et télévision à la carte) provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services facultatifs et sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues, pour les stations de télévision privées et la SRC/CBC.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

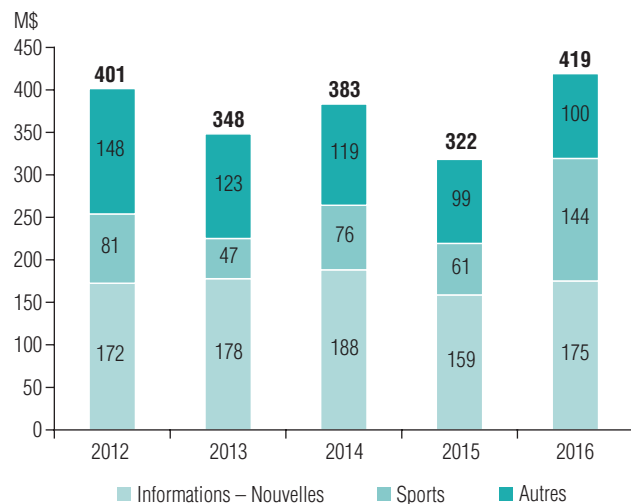
Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2008-2012 à 2012-2016.*

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2008-2012 à 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.2  
**Production interne<sup>1</sup> des télédiffuseurs<sup>2</sup> selon le genre, Québec, 2012 à 2016**



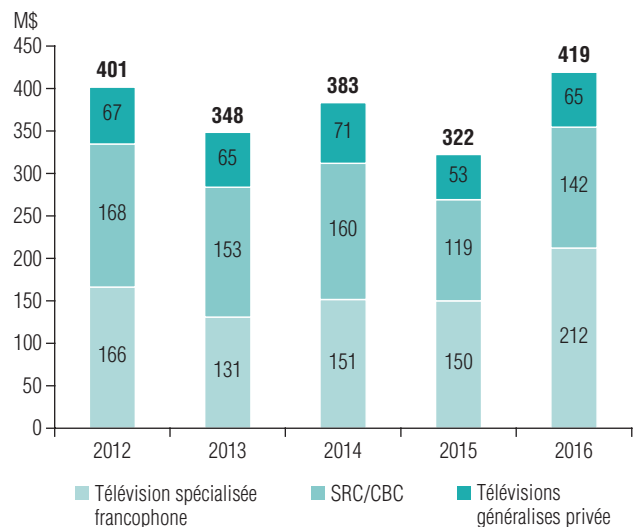
1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Inclut les services de télévision spécialisée francophone, traditionnelle privée et ceux de la SRC/CBC. Les valeurs sont différentes de celles de la figure 8.1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :  
*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2008-2012 à 2012-2016.*  
*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2008-2012 à 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.3  
**Production interne<sup>1</sup> des télédiffuseurs selon le type de télédiffuseur, Québec, 2012 à 2016**



1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Les valeurs sont différentes de celles de la figure 8.1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :  
*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2008-2012 à 2012-2016.*  
*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2008-2012 à 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 9

## LA PRODUCTION POUR MÉDIAS NUMÉRIQUES

### FAITS SAILLANTS DE 2016-2017



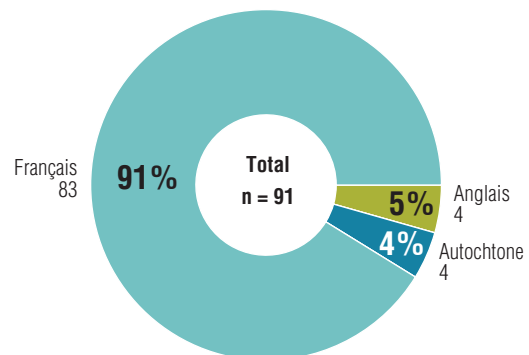
- Dans le cadre du volet convergent en 2016-2017, 91 projets pour médias numériques ont été soutenus par le Fonds des médias du Canada;
- De ces projets, 91 % sont en français;
- Le Fonds des médias du Canada a versé une contribution de 6 M\$ à ces projets;
- Les productions dramatiques obtiennent 38 % de ce financement.

Les productions pour médias numériques du volet convergent du Fonds des médias du Canada (FMC) sont des projets associés à des émissions de télévision, mais qui sont destinés à des plateformes autres que la télévision.

Le FMC a soutenu 91 projets pour médias numériques dans le cadre du volet convergent. La très grande majorité de ces projets (91 %) sont en français.

Figure 9.1

**Projets de médias numériques convergents soutenus par le FMC selon la langue, Québec, 2016-2017**

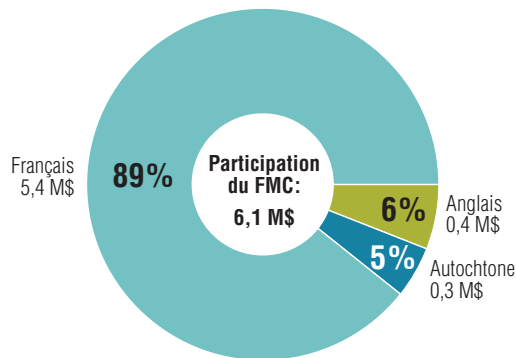


Source : Fonds des médias du Canada.

Le FMC a versé 6 M\$ aux 91 projets soutenus en 2016-2017. Plus du tiers de ce financement (38 %) est attribué à des productions dramatiques, 28 % sont attribués à des productions documentaires et autant à des productions pour enfants et jeunes.

Figure 9.2

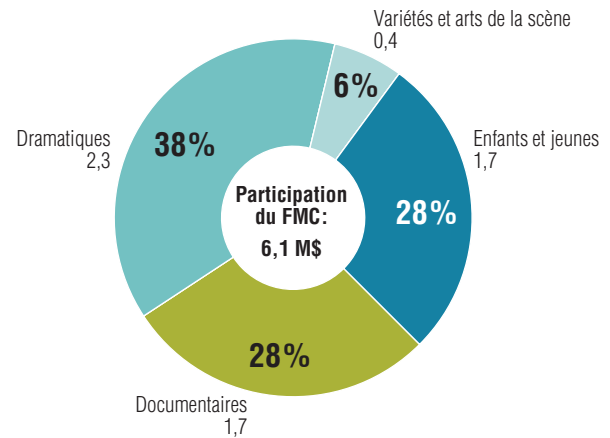
**Participation du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon la langue, Québec, 2016-2017**



Source : Fonds des médias du Canada.

Figure 9.3

**Participation du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon le genre d'émissions de télévision, Québec, 2016-2017**



Source : Fonds des médias du Canada.

# 10 LA DISTRIBUTION

---

## FAITS SAILLANTS DE 2016



- Hausse de 99 % en 2016-2017 des investissements des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise.



- Le marché de la distribution aux salles génère 33 % des revenus de la distribution ;
- Les distributeurs québécois obtiennent 55 % de part de marché de la distribution de films et de vidéos au Québec.



- Baisse de 7 % des revenus pour le marché de la distribution des films en salles ;
- Baisse de 13 % des revenus pour le marché de la distribution aux commerces de détail de matériel vidéo ;
- Les revenus bruts des distributeurs de films et de vidéos au Québec s'élèvent à 294 M\$, en baisse de 10 % par rapport à 2015.

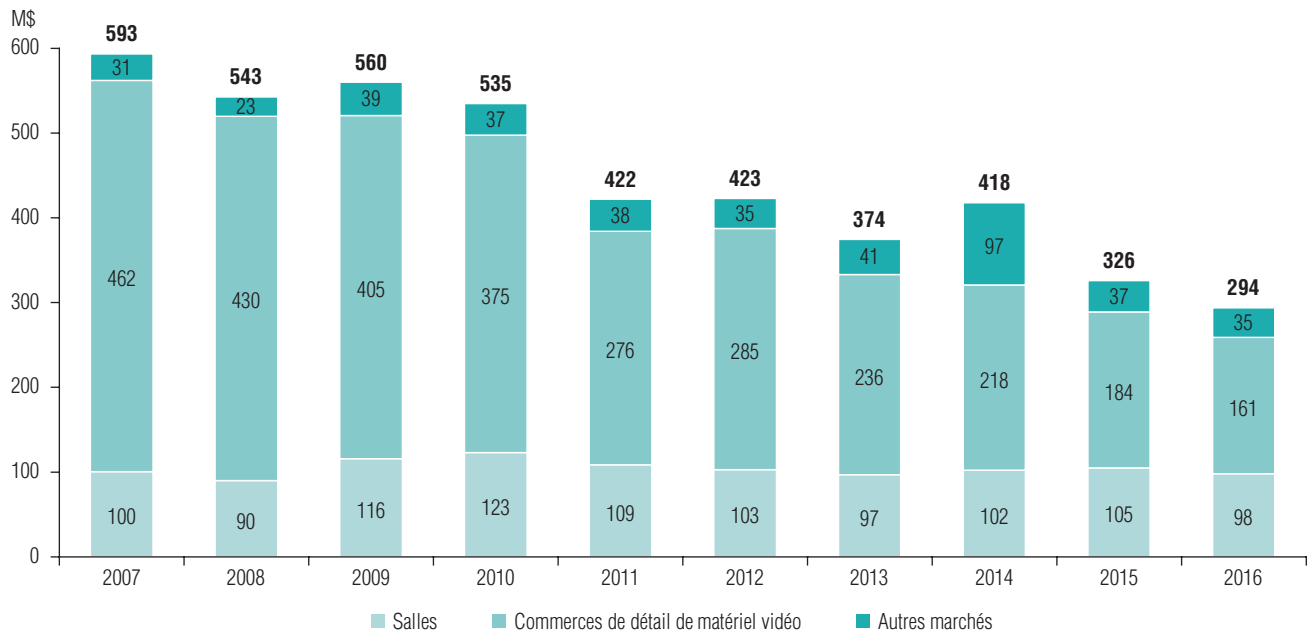
Les revenus des distributeurs actifs au Québec dans la distribution pour présentation publique et relative au commerce de détail s'élèvent à 294 M\$ en 2016<sup>1</sup>. Or, le recul de ces revenus se poursuit. En fait, en 10 ans, les revenus de distribution au Québec ont perdu la moitié de leur valeur.

Les revenus de distribution diminuent sur tous les marchés entre 2015 et 2016. Les distributeurs actifs au Québec (incluant les distributeurs québécois et les distributeurs détenteurs d'un permis spécial de distribution au Québec) ont vu leurs revenus diminuer de 13 % sur le marché des commerces de détail et de vidéo, de 7 % sur le marché des salles et de 6 % sur les autres marchés.

---

1. Ce chiffre n'inclut pas les revenus de la distribution pour le marché télévisuel.

Figure 10.1

**Revenus bruts déclarés par les distributeurs<sup>1</sup> de films selon le marché, Québec, 2007 à 2016**

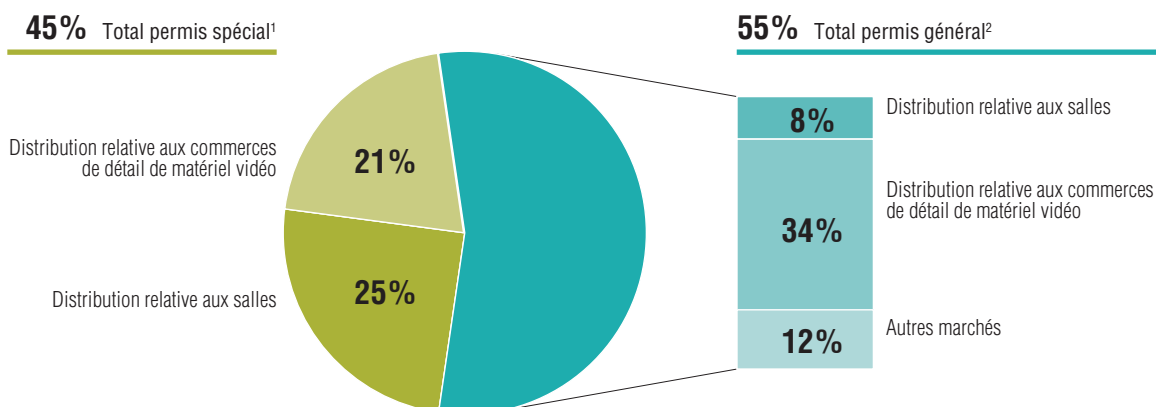
1. Les données des figures 10.1 et 10.2 reposent sur des méthodologies différentes. La figure 10.1 tire ses données de Statistique Canada dont les sources proviennent d'enquêtes et de l'exploitation de données administratives. Les données de la figure 10.2 proviennent des déclarations des distributeurs actifs au Québec (distributeurs québécois et grands studios [majors]) à la Régie du cinéma.

Source : Régie du cinéma.

Les sources de revenus des deux types de distributeurs actifs au Québec (distributeurs québécois et détenteurs de permis spéciaux) sont réparties différemment. En 2016, les distributeurs québécois obtiennent 160 M\$ de revenus provenant de la distribution de films et de vidéos au Québec. Ils tirent la plus grande partie de ces revenus (62 %) du marché du matériel vidéo. La distribution aux salles de cinéma fournit 16 % de leurs revenus, tandis que les autres marchés apportent leur contribution dans une proportion de 22 %. Les détenteurs de permis spéciaux obtiennent 133 M\$ en revenus de distribution sur deux marchés au Québec. De cette somme, 45 % provient du marché du matériel vidéo et 55 % du marché des salles de cinéma.



Figure 10.2

**Répartition des revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon la catégorie de permis et le marché, Québec, 2016**

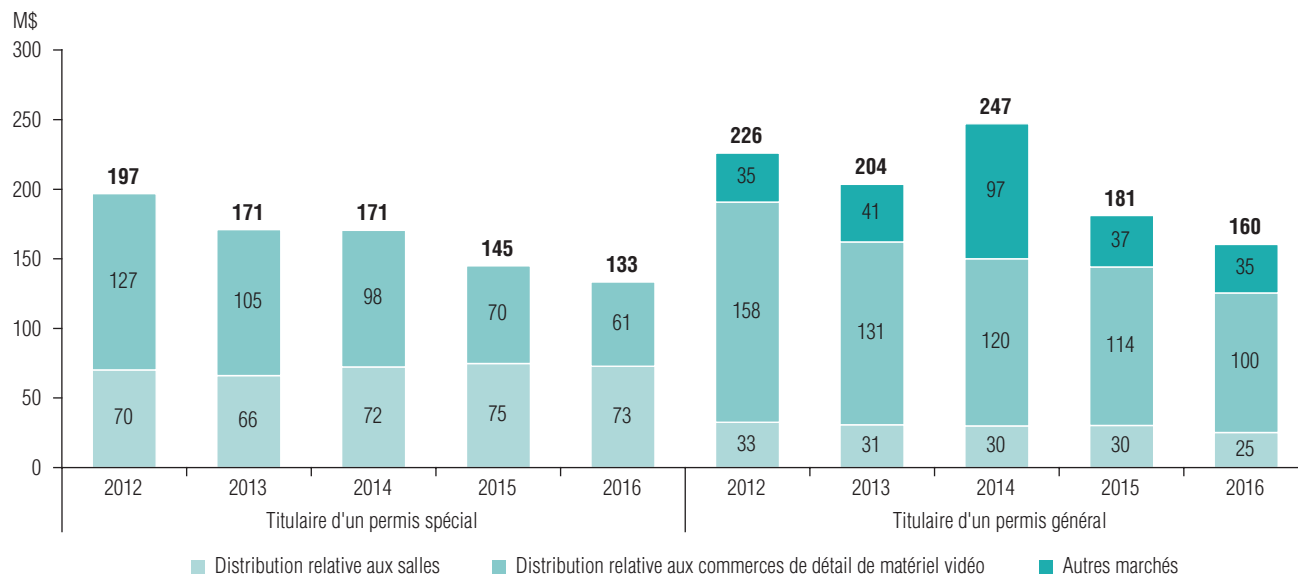
1. Titulaire d'un permis spécial : le titulaire d'un permis spécial de distributeur est délivré au producteur du film ou au détenteur des droits mondiaux sur le film (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 105).

2. Titulaire d'un permis général : le titulaire d'un permis général est un distributeur dont le centre de décision et l'endroit où s'exerce la direction véritable de l'entreprise sont situés au Québec (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 104).

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Régie du cinéma.

Figure 10.3

**Revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon la catégorie de permis et le marché, Québec, 2012 à 2016**

1. Titulaire d'un permis spécial : le titulaire d'un permis spécial de distributeur est délivré au producteur du film ou au détenteur des droits mondiaux sur le film (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 105).

2. Titulaire d'un permis général : le titulaire d'un permis général est un distributeur dont le centre de décision et l'endroit où s'exerce la direction véritable de l'entreprise sont situés au Québec (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 104).

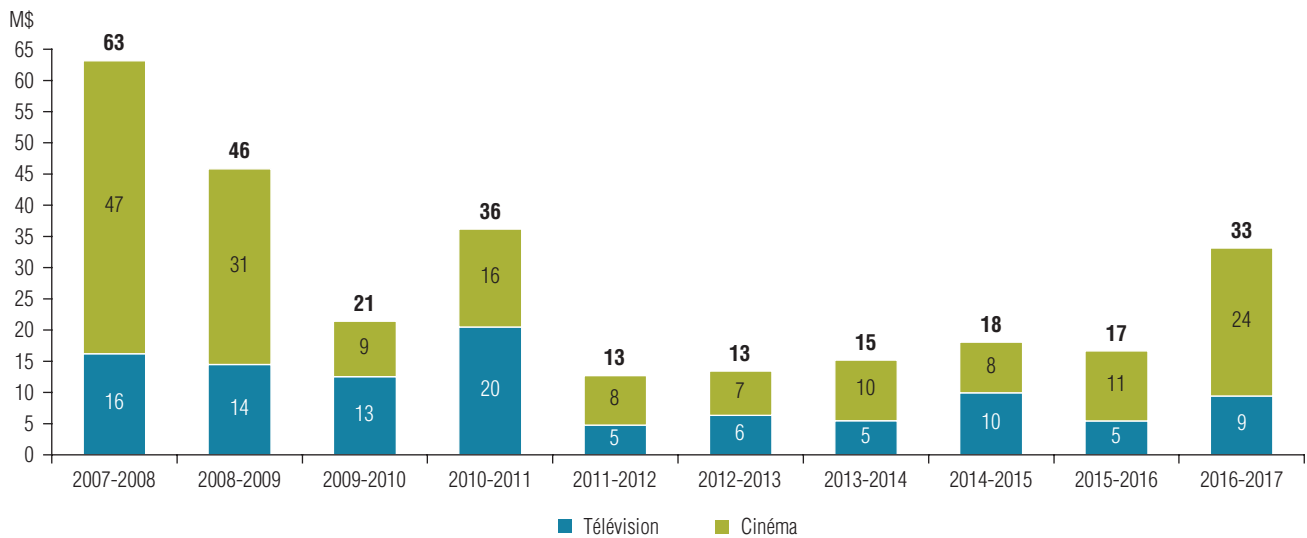
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Régie du cinéma.

Les distributeurs jouent un rôle important dans la disponibilité des films et des œuvres sur un territoire. Ils peuvent aussi contribuer au financement des œuvres qui seront subséquemment mises en marché. Ces contributions ont augmenté significativement en 2016-2017 (+99%). Or, contrairement à la production cinématographique et télévisuelle dans l'ensemble du Canada (voir le *Profil canadien*), les productions télévisuelles indépendantes au Québec sont peu soutenues par les distributeurs. À vrai dire, la participation des distributeurs dans les productions cinématographiques québécoises est plus importante; en effet, 72% de leur contribution est remise à des productions destinées aux salles de cinéma.

Figure 10.4

#### Investissement des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2007-2008 à 2016-2017



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 11 LA TÉLÉDIFFUSION

---

## FAITS SAILLANTS DE 2016



- Hausse de 3 % des revenus des services de télévision spécialisée en français.



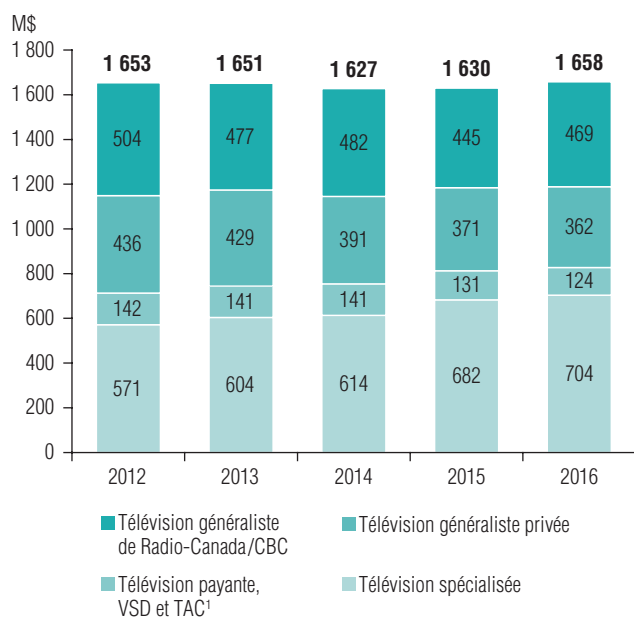
- Les revenus de la télédiffusion s'élèvent à 1,7 G\$ en 2016.



- Baisse de 5 % des revenus des services payants, sur demande et à la carte ;
- Baisse de 3 % des revenus des télédiffuseurs généralistes privés ;
- Baisse pour une cinquième année consécutive des dépenses des télédiffuseurs spécialisés francophones pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées ;
- Les revenus des télédiffuseurs généralistes privés ont diminué pour une cinquième année de suite ;
- Les dépenses d'acquisition de productions indépendantes canadiennes se chiffrent à 329 M\$ en 2016, une baisse de 15 % par rapport à 2015 ;
- Les dépenses pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées s'élèvent à 37 M\$ en 2016, une baisse de 36 % par rapport à 2015.

Dans l'ensemble, les revenus des télédiffuseurs au Québec ont augmenté (+2 %) et s'établissent à 1,7 G\$. Cependant, derrière ce résultat se cachent des différences importantes. En particulier, les revenus de la SRC/CBC et des services de télévision spécialisée ont augmenté (+5 % pour le premier et +3 % pour les deuxièmes), alors que les revenus des autres télédiffuseurs ont diminué. La baisse est de 3 % pour les télédiffuseurs généralistes privés et de 5 % pour les services payants, sur demande et à la carte. En fait, les télédiffuseurs généralistes privés ont vu leurs revenus décroître chaque année depuis 2012.

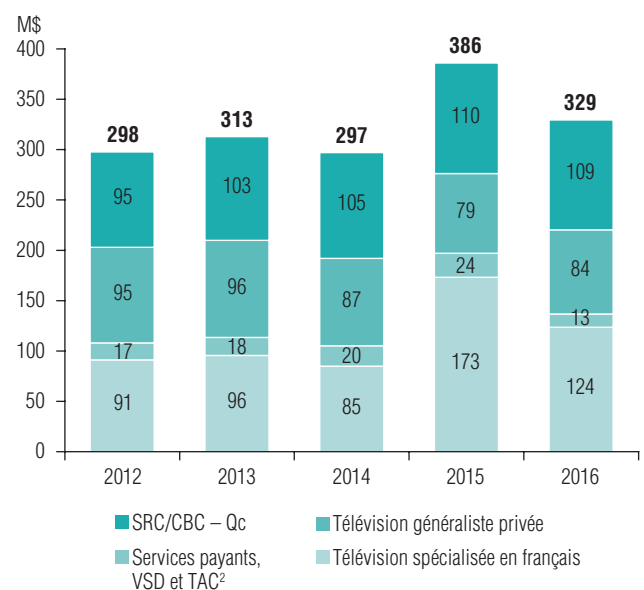
Figure 11.1  
Revenus des services des télédiffuseurs, Québec, 2012 à 2016



1. Les services de télévision payante, vidéo sur demande (VSD) et télévision à la carte (TAC) incluent trois services en français et deux services bilingues.  
 Note: Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.  
 Sources: Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes: *Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2012-2016.*  
*Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2012-2016.*  
*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2012-2016.*  
 Compilation: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En revanche, les dépenses pour la production indépendante canadienne ont diminué (-15 %). Les dépenses des télédiffuseurs généralistes privées pour la production indépendante canadienne se sont accrues de 5 %, mais les dépenses à ce titre des autres télédiffuseurs ont diminué, en particulier chez les services de télévision spécialisée francophone qui ont dépensé 50 M\$ de moins en 2016 qu'en 2015. Cependant, il faut mentionner que les dépenses demeurent plus élevées que celles enregistrées avant 2015.

Figure 11.2  
Acquisition<sup>1</sup> de productions indépendantes canadiennes par les télédiffuseurs, Québec, 2012 à 2016



1. Pour la télévision généraliste privée, la télévision spécialisée francophone et la SRC/CBC, il s'agit des dépenses pour émissions acquises de producteurs indépendants. Pour les services payants, la télévision à la carte (TAC) et la vidéo sur demande (VSD), il s'agit des dépenses pour acquisition de droits.  
 2. Les services de télévision payante, vidéo sur demande (VSD) et télévision à la carte (TAC) incluent trois services en français et deux services bilingues.  
 Note: Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.  
 Sources: Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes: *Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2008-2012 à 2012-2016.*  
*Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2012-2016.*  
*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2008-2012 à 2012-2016.*  
 Compilation: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les dépenses pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées ont diminué de façon encore plus importante (-36 %) et s'élèvent à 37 M\$ en 2016. En fait, ces dépenses ont diminué pour une cinquième année consécutive chez les télédiffuseurs spécialisés francophones. En 2016, ces dépenses sont essentiellement consacrées aux émissions d'intérêt général et de jeux-questionnaires.

Tableau 11.1

**Acquisitions de productions de maisons affiliées aux télédiffuseurs privés<sup>1</sup> selon le genre, Québec, 2012 à 2016**

	2012	2013	2014	2015	2016
	M\$				
Information	8,8	8,9	8,3	20,9	4,1
Nouvelles	—	—	—	15,4	—
Documentaires de longue durée	0,5	1,1	0,8	0,3	—
Autres émissions d'information	8,4	7,8	7,5	5,2	4,0
Dramatiques	2,0	2,2	1,4	1,5	1,1
Sports	10,7	0,9	0,3	1,5	2,6
Intérêt général	17,9	13,1	19,5	18,2	15,4
Musique et variétés	5,9	9,0	7,4	1,7	0,3
Jeux-questionnaires	3,5	8,8	9,4	9,6	10,7
Autres <sup>2</sup>	1,5	1,5	3,2	4,4	2,7
<b>Total</b>	<b>50,4</b>	<b>44,5</b>	<b>49,5</b>	<b>57,9</b>	<b>36,9</b>

1. Stations de télévision traditionnelle privées et services de télévision spécialisée francophone.

2. Inclut les émissions de type télé-réalité, les émissions de remise de prix, les infopublicités et les autres types d'émissions non spécifiés ailleurs.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

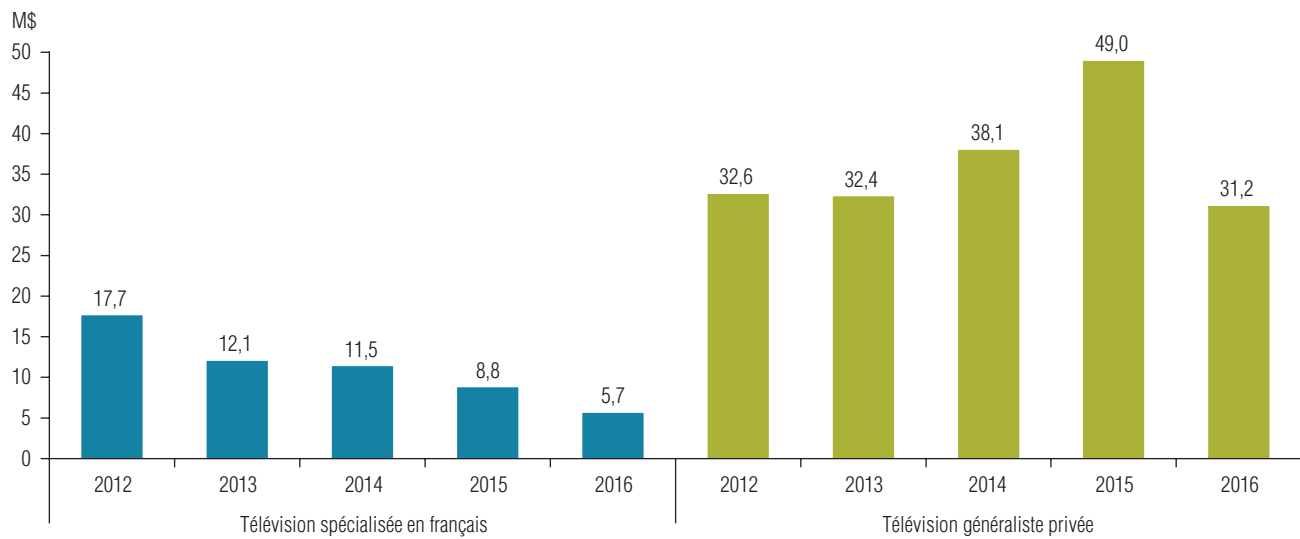
Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers de la télévision traditionnelle, 2008-2012 à 2012-2016.*

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2008-2012 à 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11.3

**Acquisitions de productions de maisons affiliées aux télédiffuseurs privés selon le type de télédiffuseur, Québec, 2012 à 2016**

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2008-2012 à 2012-2016.*

*Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2012-2016.*

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2008-2012 à 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 12 LA PRÉSENTATION EN SALLES

---

## FAITS SAILLANTS DE 2017



- Hausse des recettes et de la part des recettes obtenues par les films québécois en 2017 ;
- En 2017, l'assistance dans les établissements cinématographiques au Québec s'établit à 19,5 M, en hausse de 5% après une baisse de 7% en 2016 ;
- En 2017, les recettes dans les établissements cinématographiques au Québec se chiffrent à 160 M\$, en hausse de 5%.



- Cinq films québécois ont récolté des recettes dépassant 1 M\$ au Québec en 2017 ;
- Deux films québécois figurent sur la liste des cinq films les plus populaires de l'année en 2017.



- Baisse de la part des recettes obtenues par les films états-uniens en 2017 ;
- Moins de nouveaux films québécois à l'affiche en 2017 (61 nouveautés) par rapport à 2016 (69 nouveautés).

Selon Statistique Canada, les recettes d'exploitation de l'industrie de la présentation en salles au Québec en 2016 sont demeurées au même niveau qu'en 2014<sup>1</sup>, soit à 290 M\$. La plus grande part de ces revenus provient des ventes de billets<sup>2</sup>.

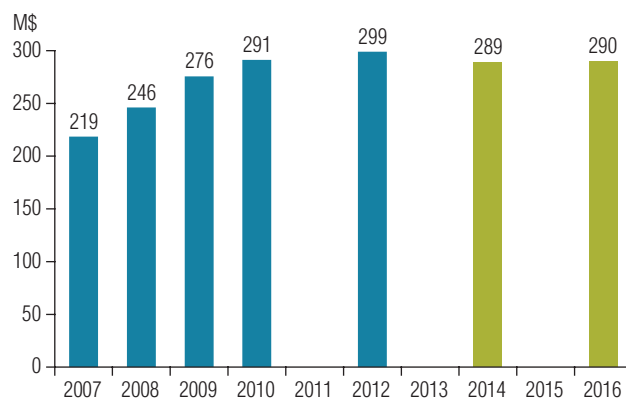
En 2017, il y a eu une croissance des recettes de billetterie de 5 % par rapport à 2016 et une croissance de l'assistance de 5 % par rapport à 2016.

La part des recettes obtenues par les films états-uniens diminue en 2017, celle-ci étant passée de 88 % à 79 %, et se situe sous la moyenne des 10 dernières années (81 %). Se chiffrant à 12 %, la part des recettes des films québécois reprend du poids et égale le sommet des 10 dernières années atteint en 2009.

On dénombre 520 nouveaux films présentés dans les salles au Québec en 2017, soit 16 de plus qu'en 2016.

Figure 12.1

### Revenus d'exploitation des établissements cinématographiques, Québec, 2007 à 2016<sup>1,2</sup>



1. Aucune donnée n'est disponible pour 2011, 2013 et 2015.

2. Comme la méthodologie de l'enquête a été modifiée, les données de 2014 et 2016 ne devraient pas être comparées avec celles des années antérieures.

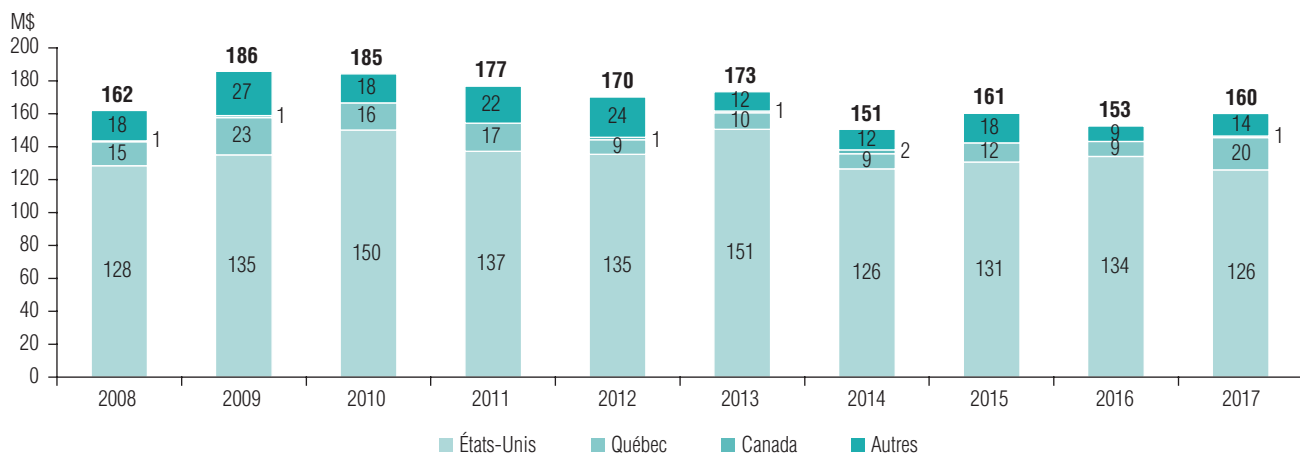
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, *Tableaux 361-0012 et 361-0068*, [En ligne], CANSIM. [[www.statcan5.gc.ca/cansim/](http://www.statcan5.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 26 janvier 2018). [Adapté par l'Institut de la Statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12.2

### Recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2008 à 2017



1. Les recettes de films canadiens en 2010, 2011, 2015 et 2016 sont inférieures à 0,5 M\$.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

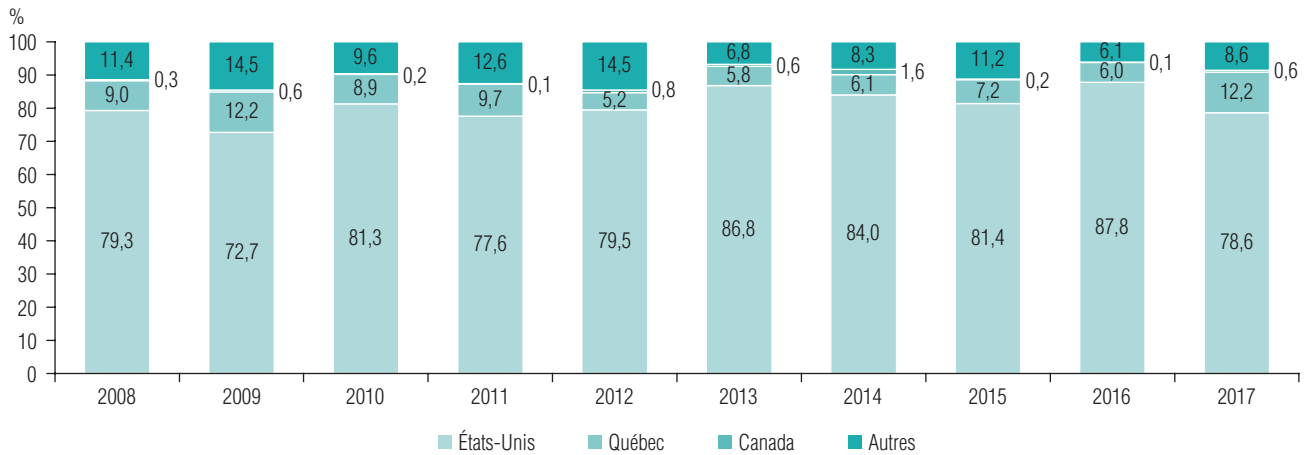
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Au Québec, les recettes de la vente de billets sont légèrement plus élevées en 2016 qu'en 2014.

2. Dans l'ensemble du Canada, 59 % des recettes d'exploitation proviennent de la vente de billets et 33 % proviennent des ventes d'aliments et de boissons. Les autres recettes d'exploitation (8 %) proviennent de la publicité, des jeux électroniques, de la location d'installations et d'autres ventes. Notons qu'en 2012, dernière année pour laquelle des données québécoises sont disponibles, 65 % des recettes d'exploitation au Québec provenaient de la vente de billets.



Figure 12.3

**Répartition des recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2008 à 2017**

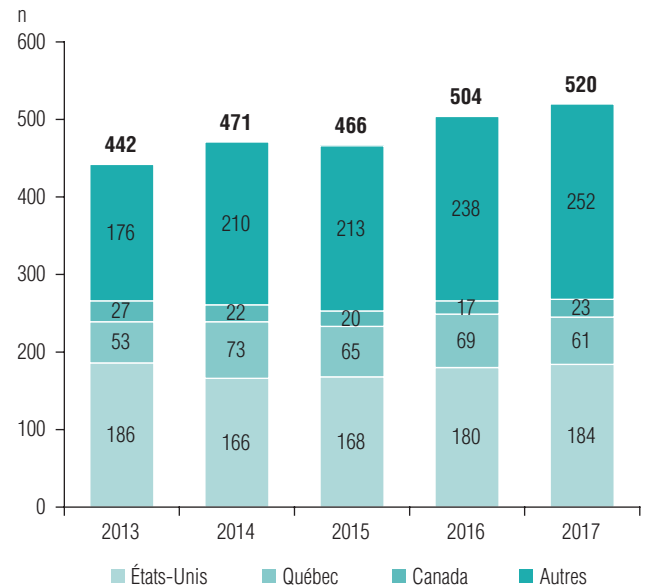
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Alors que l'on a présenté un plus grand nombre de nouveaux films états-uniens et canadiens, moins de films québécois ont été projetés. On observe ainsi que 61 nouveaux films québécois ont été présentés en salles en 2017, soit 8 de moins qu'en 2016. En fait, la croissance dans le nombre de films provient des films d'autres pays. Depuis 2013, le nombre de nouveaux films projetés en salles au Québec provenant de ces autres pays a augmenté de 43 %.

Les recettes des films québécois projetés en français ont plus que doublé en 2017, alors que les recettes de tous les films projetés en français ont augmenté de 6 %. Les recettes des films projetés en d'autres langues ont aussi augmenté (+ 2 %), mais cette hausse est attribuable aux films ayant une origine autre que québécoise. Bien que 61 nouveaux films québécois aient été présentés en salle en 2017, il y a eu en fait 76 films québécois à l'affiche, soit 17 de moins qu'en 2016. Sur le marché des projections en français, les films québécois obtiennent 18 % des recettes au guichet en 2017. Sur le marché des projections en d'autres langues, les films québécois obtiennent moins de 1 % des recettes. Il faut noter cependant que parmi les films projetés en d'autres langues, il n'y avait que 21 films québécois alors qu'il y avait 541 films d'origine autre que canadienne ou québécoise.

Figure 12.4

**Films<sup>1</sup> présentés dans les établissements cinématographiques selon la provenance, Québec, 2013 à 2017**

1. Il s'agit du nombre de nouveautés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.1

**Recettes et parts de marché des films<sup>1</sup> selon la langue<sup>2</sup> et l'origine, Québec, 2008 à 2017**

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Langue française</b>											
Recettes-guichet											
Films québécois	k\$	14 403	22 539	15 546	16 918	8 653	9 994	8 909	11 359	8 628	19 279
Films canadiens <sup>3</sup>	k\$	164	667	235	9	947	712	1 882	157	65	624
Films d'autres origines	k\$	95 714	104 317	112 212	110 706	108 566	108 558	91 654	97 672	92 563	87 655
<b>Total</b>	<b>k\$</b>	<b>110 281</b>	<b>127 523</b>	<b>127 992</b>	<b>127 633</b>	<b>118 166</b>	<b>119 264</b>	<b>102 445</b>	<b>109 187</b>	<b>101 256</b>	<b>107 558</b>
Part des films québécois	%	13,1	17,7	12,1	13,3	7,3	8,4	8,7	10,4	8,5	17,9
Part des films canadiens <sup>3</sup>	%	0,1	0,5	0,2	—	0,8	0,6	1,8	0,1	0,1	0,6
Nombre de films <sup>4</sup>											
Québécois	n	55	77	71	67	82	79	94	92	93	76
Canadiens <sup>3</sup>	n	10	13	6	2	10	6	7	7	8	10
Autres origines	n	289	297	328	283	344	318	296	262	283	305
<b>Total</b>	<b>n</b>	<b>354</b>	<b>387</b>	<b>405</b>	<b>352</b>	<b>436</b>	<b>403</b>	<b>397</b>	<b>361</b>	<b>384</b>	<b>392</b>
Films d'autres origines par rapport aux films québécois <sup>5</sup>	ratio	5,25	3,86	4,62	4,22	4,20	4,03	3,15	2,85	3,04	4,01
<b>Autres langues que le français</b>											
Recettes-guichet											
Films québécois	k\$	165	121	925	176	272	24	303	240	507	338
Films canadiens <sup>3</sup>	k\$	388	517	172	109	486	355	478	235	120	297
Films d'autres origines	k\$	51 140	57 669	55 513	48 965	51 248	53 751	47 320	51 001	50 845	51 998
<b>Total</b>	<b>k\$</b>	<b>51 693</b>	<b>58 307</b>	<b>56 610</b>	<b>49 250</b>	<b>52 006</b>	<b>54 129</b>	<b>48 101</b>	<b>51 476</b>	<b>51 473</b>	<b>52 633</b>
Part des films québécois	%	0,3	0,2	1,6	0,4	0,5	—	0,6	0,5	1,0	0,6
Part des films canadiens <sup>3</sup>	%	0,3	0,9	0,3	0,2	0,9	0,7	1,0	0,5	0,2	0,6
Nombre de films <sup>4</sup>											
Québécois	n	8	14	13	15	23	4	16	16	15	21
Canadiens <sup>3</sup>	n	26	22	22	12	20	28	27	20	19	28
Autres origines	n	407	398	405	395	523	429	430	427	468	541
<b>Total</b>	<b>n</b>	<b>441</b>	<b>434</b>	<b>440</b>	<b>422</b>	<b>566</b>	<b>461</b>	<b>473</b>	<b>463</b>	<b>502</b>	<b>590</b>
Films d'autres origines par rapport aux films québécois <sup>5</sup>	ratio	50,9	28,4	31,2	26,3	22,7	107,3	26,9	26,7	31,2	25,8

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Il s'agit de la langue de projection.

3. Excluant les films québécois.

4. Le nombre total de films projetés en salle, toutes langues confondues, n'est pas égal à la somme du nombre de films diffusés en français et du nombre de films diffusés en d'autres langues, car un film peut être diffusé en français et en anglais.

5. Les films d'autres origines utilisés dans le numérateur excluent les films canadiens.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'assistance aux films québécois augmente en 2017 (+ 112 %) et la part des films québécois atteint son plus haut niveau des dix dernières années, passant de 7 % de l'assistance en 2016 à 13 % en 2017. La part des films canadiens augmente et s'établit à 1 % de l'assistance.

Tableau 12.2

**Assistance et parts de marché des films<sup>1</sup> selon la langue<sup>2</sup> et l'origine, Québec, 2008 à 2017**

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Langue française</b>											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	2 136	3 269	2 222	2 345	1 195	1 346	1 229	1 548	1 156	2 547
Films canadiens <sup>3</sup>	k	26	102	33	1	97	90	225	22	9	92
Films d'autres origines	k	13 967	14 782	14 963	14 043	13 691	13 407	11 662	12 419	11 609	10 956
<b>Total</b>	<b>k</b>	<b>16 129</b>	<b>18 153</b>	<b>17 218</b>	<b>16 389</b>	<b>14 982</b>	<b>14 842</b>	<b>13 117</b>	<b>13 989</b>	<b>12 774</b>	<b>13 595</b>
Part des films québécois	%	13,2	18,0	12,9	14,3	8,0	9,1	9,4	11,1	9,1	18,7
Part des films canadiens <sup>3</sup>	%	0,2	0,6	0,2	—	0,6	0,6	1,7	0,2	0,1	0,7
<b>Autres langues que le français</b>											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	24	15	70	22	35	4	41	29	66	47
Films canadiens <sup>3</sup>	k	51	64	23	12	56	40	58	29	16	40
Films d'autres origines	k	6 408	7 209	6 640	5 828	6 070	6 272	5 645	6 013	5 802	5 838
<b>Total</b>	<b>k</b>	<b>6 482</b>	<b>7 287</b>	<b>6 733</b>	<b>5 862</b>	<b>6 160</b>	<b>6 316</b>	<b>5 744</b>	<b>6 071</b>	<b>5 884</b>	<b>5 926</b>
Part des films québécois	%	0,4	0,2	1,0	0,4	0,6	0,1	0,7	0,5	1,1	0,8
Part des films canadiens <sup>3</sup>	%	0,8	0,9	0,3	0,2	0,9	0,6	1,0	0,5	0,3	0,7
<b>Total</b>											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	2 160	3 284	2 292	2 367	1 230	1 350	1 269	1 577	1 222	2 594
Films canadiens <sup>3</sup>	k	77	166	57	13	152	130	284	51	26	133
Films d'autres origines	k	20 375	21 991	21 603	19 871	19 760	19 679	17 307	18 432	17 410	16 794
<b>Total</b>	<b>k</b>	<b>22 611</b>	<b>25 441</b>	<b>23 951</b>	<b>22 251</b>	<b>21 143</b>	<b>21 158</b>	<b>18 860</b>	<b>20 059</b>	<b>18 658</b>	<b>19 520</b>
Part des films québécois	%	9,6	12,9	9,6	10,6	5,8	6,4	6,7	7,9	6,5	13,3
Part des films canadiens <sup>3</sup>	%	0,3	0,7	0,2	0,1	0,7	0,6	1,5	0,3	0,1	0,7

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Il s'agit de la langue de projection.

3. Excluant les films québécois.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Cinq films québécois ont récolté des recettes dépassant 1 M\$ en 2017, essentiellement lors de projections en français. Les recettes de ces cinq films représentent 71 % de l'ensemble des recettes obtenues pour les films québécois cette année-là. À titre comparatif, mentionnons que 48 films, toutes langues et origines confondues, ont obtenus des recettes de plus de 1 M\$ et les recettes de ces films représentent 69 % des recettes totales en 2017.

Deux films québécois ont figuré en haut du palmarès des 10 films les plus populaires sur le marché des projections en français, toutes origines confondues, soit *De père en flic 2* et *Bon Cop Bad Cop 2*. Le film québécois ou canadien ayant récolté le plus de recettes sur le marché des projections en d'autres langues a obtenu 142 k\$ sur ce marché.

Tableau 12.3

**Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2017**

Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
	n	k\$		
1. Ballerina	24 484	142,1	Québec	Français
2. The Nut Job 2: Nutty by Nature / Opération noisettes 2	18 323	110,3	Canada	Anglais
3. The Gardener / Le jardinier	9 654	82,4	Québec	Anglais
4. Maudie / Maud	9 306	77,0	Canada	Anglais
5. Goon : Last of the Enforcers / Goon : Le dernier des durs à cuire	3 844	31,1	Québec	Anglais
6. The Man Who Invented Christmas / L'homme qui inventa Noël	3 091	25,7	Canada	Anglais
7. Gulistan, Land of Roses / Gulistan, terre de roses	2 610	23,5	Québec	Kurde
8. Rumble : The Indians Who Rocked the World	2 191	20,2	Québec	Anglais
9. Angry Inuk / Inuk en colère	1 735	15,4	Canada	Anglais
10. Québec, My Country, Mon Pays / Québec, My Country, Mon Pays	1 134	9,9	Canada	Anglais

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.4

**Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2017**

Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
	n	k\$		
1. De père en flic 2	683 360	5 233,7	Québec	Français
2. Bon Cop Bad Cop 2	602 530	4 701,0	Québec	Français
3. Junior Majeur	204 660	1 567,4	Québec	Français
4. Ballerina	194 062	1 288,4	Québec	Français
5. Votez Bougon	135 999	1 021,2	Québec	Français
6. Pieds nus dans l'aube	100 048	726,3	Québec	Français
7. C'est le cœur qui meurt en dernier	98 451	700,2	Québec	Français
8. Opération noisettes 2	77 575	523,3	Canada	Anglais
9. Le trip à trois	71 959	564,1	Québec	Français
10. Les rois mongols	69 920	523,1	Québec	Français

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.5

**Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2017**

Titre	Assistance	Recettes	Provenance
	n	k\$	
1. Star Wars : The Last Jedi / Star Wars : Les derniers Jedi	243 359	2 683,0	États-Unis
2. Beauty and the Beast / La belle et la bête	227 837	2 169,3	États-Unis
3. Guardians of the Galaxy Vol. 2 / Les gardiens de la galaxie vol. 2	208 083	2 057,9	États-Unis
4. Wonder Woman / Wonder Woman	201 192	1 938,8	États-Unis
5. Spider-Man : Homecoming / Spider-Man : Les retrouvailles	179 123	1 715,5	États-Unis
6. Logan / Logan	172 217	1 514,0	États-Unis
7. Thor : Ragnarok / Thor : Ragnarok	169 643	1 727,8	États-Unis
8. It / Ça	155 871	1 417,1	États-Unis
9. Blade Runner 2049 / Blade Runner 2049	149 661	1 638,3	États-Unis
10. Dunkirk / Dunkerque	136 314	1 298,0	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.6

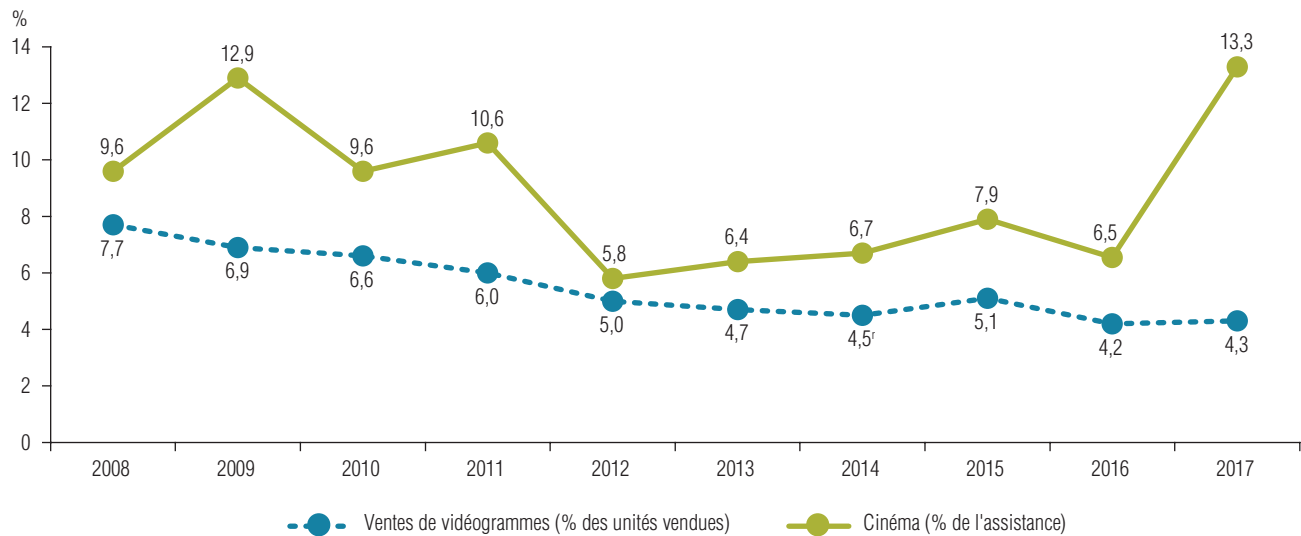
**Films les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2017**

Titre	Assistance	Recettes	Provenance
	n	k\$	
1. De père en flic 2	683 360	5 233,7	Québec
2. Bon Cop Bad Cop 2	602 530	4 701,0	Québec
3. La belle et la bête	417 558	3 670,4	États-Unis
4. Détestable moi 3	406 764	3 062,2	États-Unis
5. Le destin des dangereux	303 641	2 469,6	États-Unis
6. Star Wars : Les derniers Jedi	284 265	2 700,9	États-Unis
7. Les gardiens de la galaxie vol. 2	270 981	2 450,7	États-Unis
8. Le bébé boss	267 786	2 005,2	États-Unis
9. Pirates des Caraïbes : Les morts ne racontent pas d'histoires	265 036	2 339,6	États-Unis
10. Ça	251 689	2 123,5	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La part de marché des films québécois vendus sous forme de vidéogrammes augmente en 2017 et se chiffre à 4,3%. Toutefois, comme on le constate au cours des 10 dernières années, cette part demeure inférieure à la part de marché qu'obtiennent les films québécois dans les salles de cinéma.

Figure 12.5

**Part de marché des longs métrages québécois selon les entrées en salles et les ventes de vidéogrammes, Québec, 2008 à 2017**


Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.  
NPD VideoScan de Nielsen. Tous droits réservés.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# 13

## LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION DE RADIODIFFUSION

### FAITS SAILLANTS DE 2016



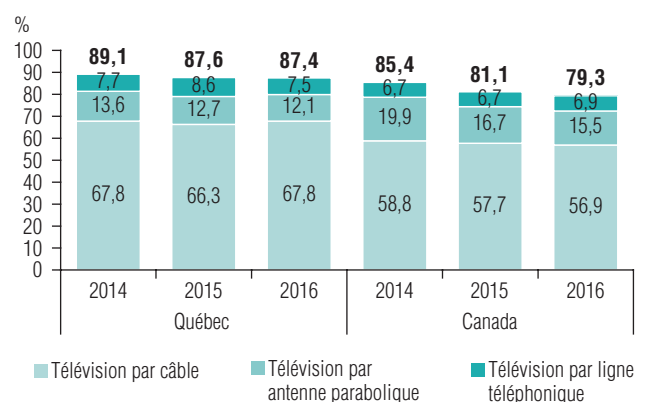
- Hausse de 1 % des revenus des télédistributeurs par câble et télévision sur protocole Internet (TVIP);
- Hausse des dépenses annuelles moyennes des ménages québécois pour les services de télédistribution;
- Hausse de 1 M\$ des contributions des entreprises québécoises de distribution de radiodiffusion (EDR) terrestre à la programmation télévisuelle canadienne.



- La proportion des ménages québécois abonnés à un service de télédistribution a peu changé entre 2015 et 2016.

La grande majorité des ménages québécois (87 %) s'abonne toujours à des services de télédistribution pour regarder des émissions de télévision. La proportion des ménages abonnés a diminué de façon négligeable au Québec en 2016 et demeure plus élevée que dans l'ensemble du Canada. En 2016, 79 % des ménages canadiens étaient abonnés à un service de télédistribution, une réduction par rapport à 2015 où la proportion était de 81 %.

Figure 13.1  
**Pourcentage des ménages déclarants ayant des services de télévision selon le type d'équipement, Québec et Canada, 2014 à 2016**



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, *Tableau 203-0027*, [En ligne], CANSIM, [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 26 janvier 2018). [Adapté par l'Institut de la Statistique du Québec].

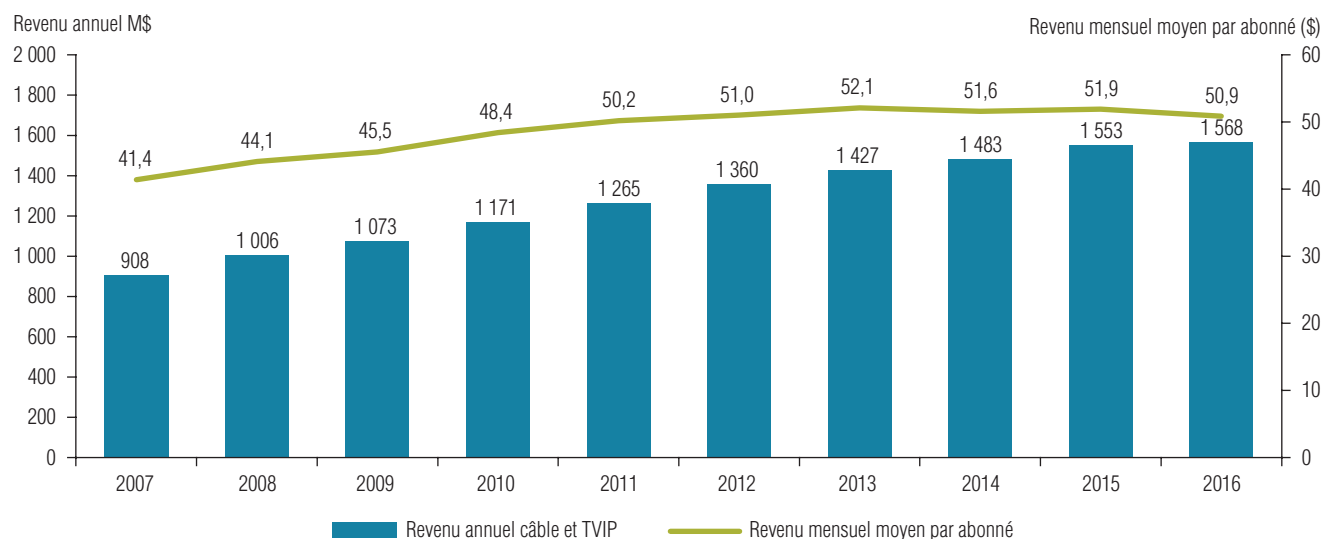
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les revenus totaux des télédistributeurs terrestres (câble et télévision par protocole Internet [TVIP]) au Québec continuent leur progression observée depuis les 10 dernières années. Une partie de cette hausse provient des abonnements aux services de télévision par protocole Internet, aux dépens des câblodistributeurs et des services par satellite, mais les données ne permettent pas de connaître l'ampleur de ce déplacement au Québec. Dans l'ensemble du Canada, l'augmentation des revenus des services de TVIP excède les baisses des revenus chez les autres types de télédistributeurs jusqu'en 2014. Par la suite, les revenus de l'ensemble des services diminuent.

Selon les données de Statistique Canada, les ménages québécois dépensent 15\$ de plus en 2016 qu'en 2015 pour leur service de télédistribution (câble, TVIP et satellite). La dépense annuelle moyenne s'élève à 573\$ en 2016. Puisque la dépense moyenne des ménages présentée à la figure 13.3 est celle de tous les ménages québécois, incluant ceux qui ne sont pas abonnés à un service de télédistribution, la tendance pourrait être différente si l'on tenait compte uniquement des ménages abonnés. En fait, le revenu mensuel moyen par abonné des télédistributeurs par câble et TVIP est légèrement plus faible en 2016 qu'en 2015.

Les contributions des entreprises de distribution de radiodiffusion terrestre (câble et TVIP) au Québec à la programmation canadienne augmentent légèrement en 2016 au bénéfice du Fonds des médias du Canada. Elles s'établissent à 81 M\$ en 2016, une hausse de 1% par rapport à 2015.

Figure 13.2

**Revenus des services de câblodistribution et télévision par protocole Internet, Québec, 2007 à 2016**

Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

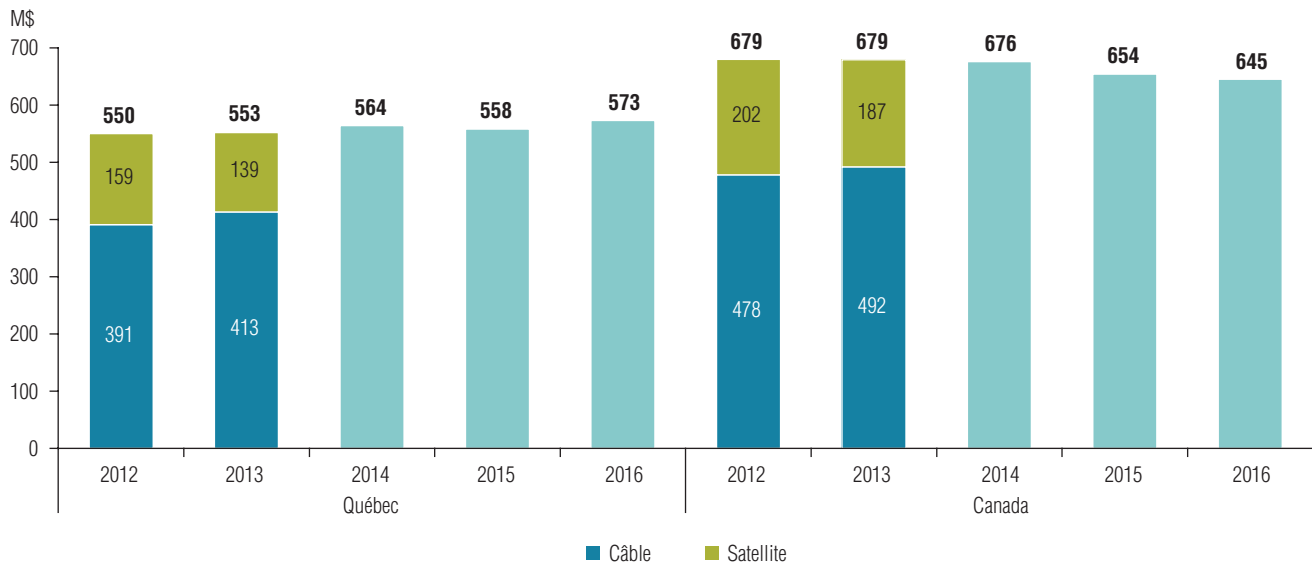
*Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2007-2010.*

*Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, télévision par protocole Internet (IPTV) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2011-2015 et 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Figure 13.3

**Dépense annuelle moyenne par ménage<sup>1</sup>, location de télédistribution selon le type de fournisseur, Québec et Canada<sup>2</sup>, 2012 à 2016<sup>3</sup>**

1. Il s'agit de la dépense moyenne de tous les ménages québécois, incluant ceux qui ne sont pas abonnés à un service de télédistribution.

2. Inclut le Québec.

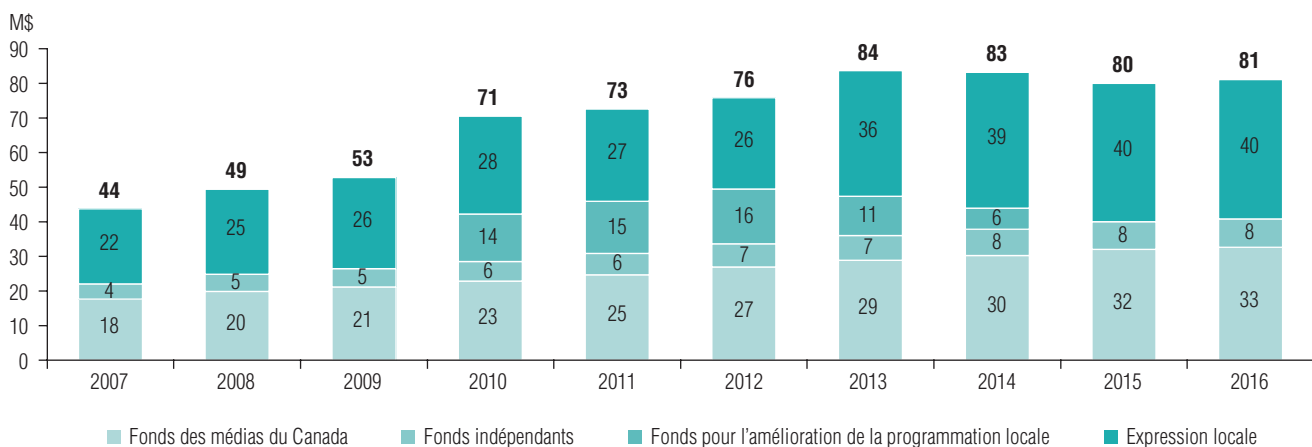
3. À partir de 2014, le total est disponible, mais pas la répartition.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, *Tableau 203-0021*, [En ligne], CANSIM. [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 26 janvier 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13.4

**Contributions des EDR terrestres à la programmation canadienne, Québec, 2007 à 2016<sup>1</sup>**

1. Pour les données de chaque période, l'année de radiodiffusion se termine le 31 août.

Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2009-2013 et 2010-2014.*

*Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, télévision par protocole Internet (IPTV) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2012-2016.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



# ANNEXE A

---

## PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET TÉLÉVISUELLE AU QUÉBEC SELON LES DONNÉES DU PROFIL CANADIEN

Les figures de cette section (annexe A) sont basées sur les données de la production régionale publiées dans le *Profil* canadien. On constate des différences entre les données présentées dans les tableaux et figures du présent rapport et celles du *Profil* canadien (tableau A.1).

**Production cinématographique :** Les différences sont significatives d'une année à l'autre et un écart moyen d'environ 25 M\$ persiste au cours des cinq dernières années. La valeur estimée dans la présente publication est 16 % plus élevée que celle dans le *Profil* canadien. Une partie des différences annuelles est peut-être due à l'attribution des productions à une période ou une autre dans la compilation. Notons aussi que les données des longs métrages d'animation ne sont pas disponibles séparément des autres œuvres d'animation et sont incluses avec les productions télévisuelles. Les inclure pourrait augmenter l'écart observé.

**Production étrangère et services de production :** La difficulté d'obtenir des données fiables et constantes sur cette production est mentionnée au chapitre 7. Par ailleurs, les données de ce *Profil* pour le Québec incluent des projets québécois et canadiens pour lesquels le crédit d'impôt pour les services de production a été demandé au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Des variations dans la valeur et dans le nombre de ces projets peuvent être à l'origine des différentes tendances observées entre ces données et celles du *Profil* canadien.

**Production interne :** L'écart dans les données présentées dans ce rapport est élevé. La valeur estimée dans le présent *Profil* correspond à 25 % de plus que celle fournie dans le *Profil* canadien, ce qui s'explique par les différentes façons d'évaluer la production interne, comme mentionné aux figures 8.2 et 8.3.

**Production télévisuelle :** Les différences constatées sont significatives. Les données du présent rapport sont presque toujours plus faibles que celles du *Profil* canadien. L'écart moyen correspond à 20 % de la valeur publiée dans le *Profil* canadien. Parmi les facteurs qui peuvent contribuer à ces différences, il y a la source des données et les éléments pris en compte dans le calcul. Ainsi, le *Profil* canadien se base sur les données du Bureau de la certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et sur une estimation de la production télévisuelle certifiée par le CRTC, alors que les données contenues dans ce rapport sont fondées sur le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ) administré par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). Il n'y a pas d'estimation pour des productions télévisuelles québécoises qui ne seraient pas certifiées par la SODEC. Il est mentionné dans les notes du *Profil* canadien que « les recherches effectuées par Nordicité et Patrimoine canadien en 2009 ont indiqué que ces œuvres équivalaient à quelque 13,5 % de l'ensemble de la production télévisuelle canadienne »<sup>1</sup>. Ce taux est utilisé dans les estimations de Nordicité, mais on ignore comment il est établi et s'il est toujours aussi pertinent.

---

1. Nordicité (2018), *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], p. 124. [[www.cmpa.ca/industry-information/profile](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile)] (Consulté le 27 février 2018).

La production des entreprises affiliées aux télédiffuseurs est aussi en cause, car elle semble être prise en compte dans l'estimation des œuvres certifiées par le CRTC. Ces productions ne sont pas incluses dans les données de la SODEC. Selon les données du CRTC présentées dans le tableau 11.1, les dépenses des télédiffuseurs québécois à ce chapitre représentent environ 48 M\$ par année et concernent surtout des productions de genres, comme des émissions d'intérêt général. Toutefois, ces données sont partielles et n'ont pas été ajoutées à la valeur de la production télévisuelle québécoise.

Tableau A.1

**Comparaison des données pour le Québec du Profil canadien et du Profil Québec, 2012-2013 à 2016-2017**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	Moyenne cinq ans	Variation 2015-2016 à 2016-2017
	M\$						%
<b>Production cinématographique</b>							
<i>Profil Québec</i>	183	204	174	172	178	182	3,4
<i>Profil canadien</i>	145	178	203	111	150	157	35,1
Écart	38	26	-29	61	28	25	...
<b>Production étrangère et services de production</b>							
<i>Profil Québec</i>	212	164	407	397	557	347	40,0
<i>Profil canadien</i>	212	147	275	282	404	264	43,3
Écart	0	17	132	115	153	83	...
<b>Production interne</b>							
<i>Profil Québec</i>	391	372	401	339	371	375	9,4
<i>Profil canadien</i>	293	291	331	279	307	300	10,0
Écart	98	80	70	60	64	75	...
<b>Production télévisuelle</b>							
<i>Profil Québec</i>	555	527	612	651	655	600	0,6
<i>Profil canadien</i>	701	664	742	733	894	747	22,0
Écart	-146	-137	-130	-82	-239	-147	...
<b>Total</b>							
<i>Profil Québec</i>	1 341	1 267	1 594	1 560	1 761	1 505	12,9
<i>Profil canadien</i>	1 351	1 280	1 551	1 404	1 754	1 468	24,9
Écart	-10	-13	43	156	7	37	...

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

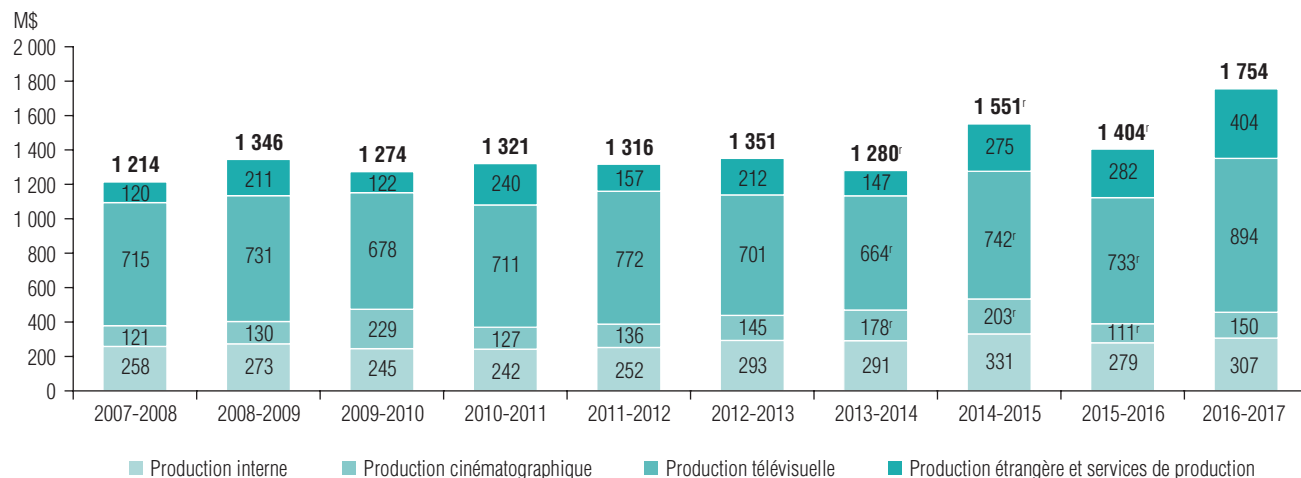
*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2011-2015 et 2012-2016.*

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2011-2015 et 2012-2016.*

Nordicité (2018). *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

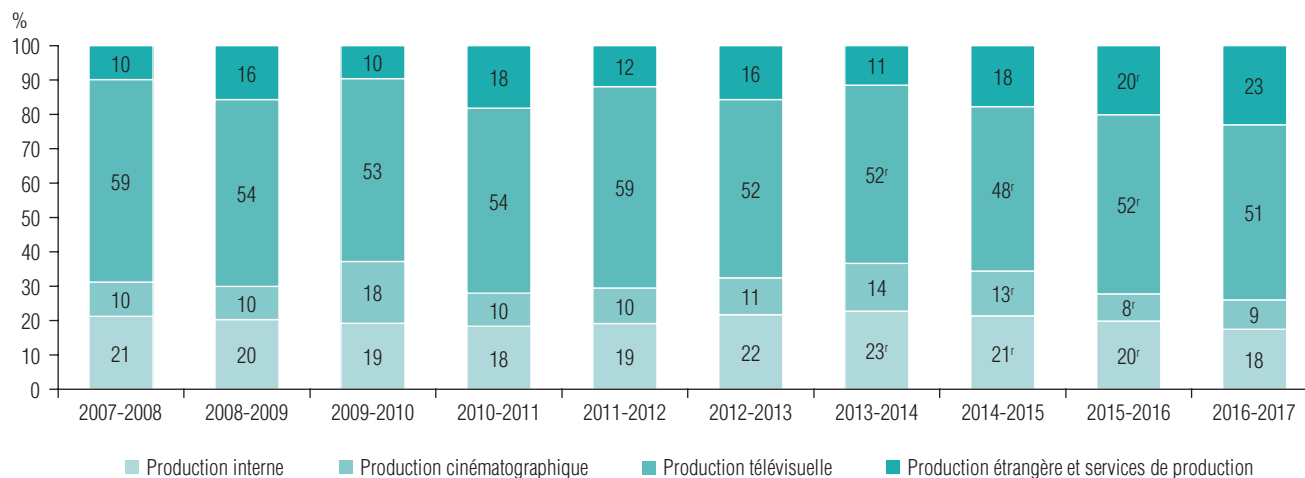
Figure A.1

**Production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2018). *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3.

Figure A.2

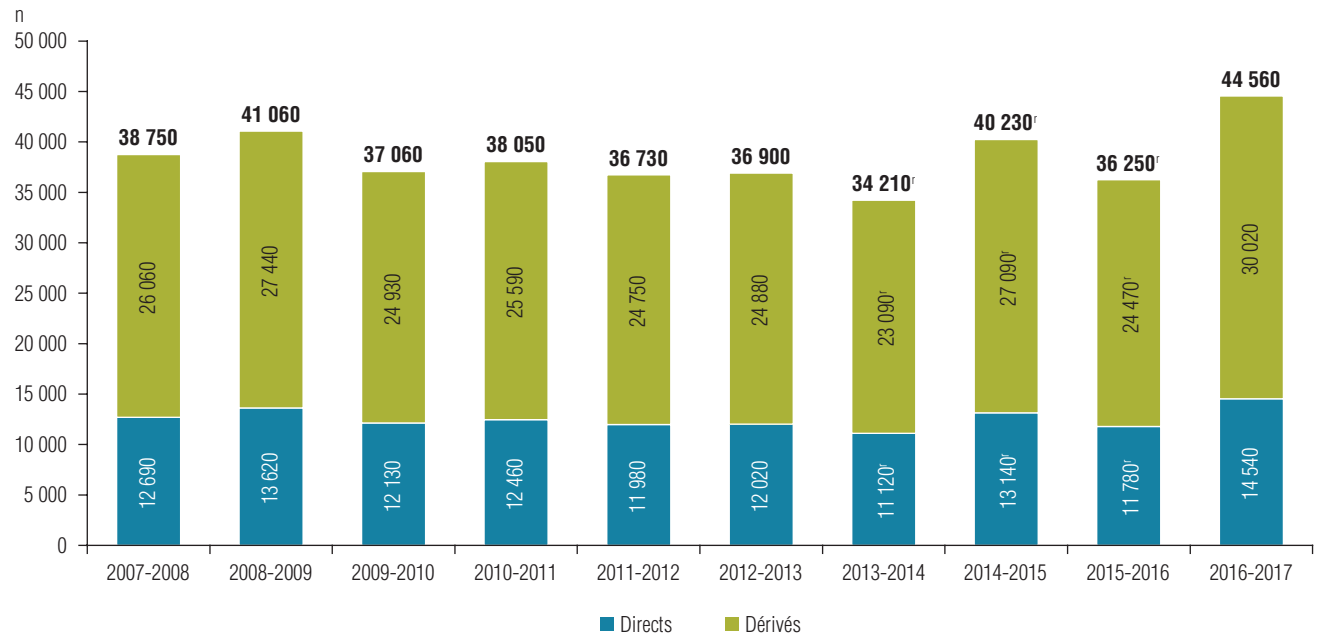
**Répartition de la production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2018). *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3.

Figure A.3

**Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2007-2008 à 2016-2017**



Source: Nordicité (2018), *Profil 2017. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 2-2 et 2-3.

# ANNEXE B

---

## NOTES MÉTHODOLOGIQUES CONCERNANT LE CALCUL DE L'INCIDENCE ÉCONOMIQUE

Une note méthodologique s'impose concernant le calcul de l'incidence économique de la production cinématographique et télévisuelle au Québec selon la méthodologie décrite dans la publication *Profil 2017: Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* (appelé le *Profil* canadien ci-après). Les résultats de ce calcul sont présentés au chapitre 2.

On retrouve dans le *Profil* canadien des estimations du produit intérieur brut (PIB), du revenu de travail et des emplois directs et indirects attribuables aux différentes catégories de production de contenu sur écran pour le Canada. Pour le Québec, on y trouve seulement des estimations des emplois.

Le *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2015* offrait un tableau de comparaison des estimations selon la méthode du *Profil* canadien et les autres données disponibles. Nous invitons les lecteurs à s'y référer au besoin.

## MÉTHODOLOGIE

Les estimations des incidences économiques dans le *Profil* canadien sont calculées proportionnellement au volume de production. En général, cette proportion est établie en fonction des éléments suivants :

- la proportion estimée du budget de production qui est versée en rémunération (50 %);

- la rémunération ETP moyenne en production<sup>1</sup> (basée sur les données du Recensement 2006 de Statistique Canada et ajustée annuellement sur la base des données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* [EERH]);
- des facteurs de rajustement de la rémunération ETP provinciale moyenne (basée sur des données de l'EERH);
- des multiplicateurs pour les emplois dérivés (indirects et induits), qui sont appliqués au nombre estimé d'emplois directs;
- des multiplicateurs pour la contribution (directe et indirecte) au PIB, qui sont appliqués sur le revenu de travail estimé.

Plus précisément, les calculs sont établis comme suit :

**Revenu de travail des emplois directs** = 50 % du budget de production. Pour le budget de production, on a utilisé la valeur de la production (le devis) pour chaque secteur, telle qu'on la retrouve à la figure 1.3.

**Emplois directs** = revenu de travail divisé par la rémunération ETP moyenne en production multiplié par le facteur de rajustement provincial.

**Emplois indirects** = emplois directs multipliés par 1,17. Il s'agit du multiplicateur utilisé pour les estimations à l'échelle canadienne. Pour les estimations provinciales, Nordicité s'est basé sur « les multiplicateurs dont se sert Statistique Canada pour des calculs comparables » (p. 138), mais ne publie pas la valeur de ces multiplicateurs.

---

1. La rémunération moyenne d'un emploi équivalent temps plein (ETP) utilisée est de 60 552\$ pour 2014-2015, de 61 168\$ pour 2015-2016 et de 62 043\$ en 2016-2017. Le facteur d'ajustement est 0,972 en 2016-2017.

**Emplois induits** = (emplois directs plus emplois indirects) multipliés par 0,17. Il s'agit du multiplicateur utilisé pour les estimations à l'échelle canadienne. Les estimations provinciales sont calculées en répartissant proportionnellement l'écart entre la somme des estimations de l'emploi indirect obtenu pour les provinces et l'emploi dérivé pour l'ensemble du pays. La proportion pour chaque province correspond à la part des emplois créés indirectement.

**Emplois dérivés** = emplois indirects plus emplois induits.

**Revenus de travail des emplois dérivés** = nombre d'emplois dérivés multiplié par la rémunération ETP pour toutes les industries (48 700 \$ en 2016-2017).

**Contribution au produit intérieur brut de la production (sauf la production interne)** = (revenu de travail des emplois directs multiplié par 1,13) plus (revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49). Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien.

**Contribution au produit intérieur brut de la production interne** = (revenu de travail des emplois directs multiplié par 1,17) plus (revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49). Selon Nordicité (2018, p. 128), le taux de 1,17 « rend mieux compte de la rentabilité de la télédiffusion canadienne ». Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien.

## NOTES DE CALCUL

Selon le *Profil* canadien, il y a 44 560 emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2016-2017, alors que dans la présente édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*, on trouve un équivalent de 36 361 emplois. La différence s'explique par deux facteurs : les estimations divergentes du volume de production et l'utilisation de plus petits multiplicateurs.

Les estimations de l'incidence économique se fondent essentiellement sur le volume de production. Le volume de production estimé ici pour 2016-2017 étant plus élevé que dans le *Profil* canadien, on pourrait s'attendre à un nombre d'emplois plus élevé, ce n'est pourtant pas ce qu'on observe. La différence est importante surtout en ce qui concerne les emplois indirects.

Précisons que les valeurs exactes des multiplicateurs pour les emplois indirects dans chaque province ne sont pas publiées dans le *Profil* canadien. Seuls le nombre d'emplois directs et le nombre d'emplois dérivés sont publiés pour chaque province. Ces chiffres laissent supposer que pour chaque emploi direct en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2016-2017, il y aurait 2,06 emplois dérivés. Dans l'ensemble du Canada, le ratio est de 1,54.

Il n'y a pas de statistique permettant de valider les résultats de ces estimations, mais quelques comparaisons sont intéressantes. Notamment, la somme des employés salariés dans les industries du film et de la vidéo (tableau C.4) et des effectifs totaux de la télévision privée, de la SRC/CBC, des services de télévision spécialisée francophone et de la télédistribution par câble et TVIP au Québec (tableau C.5) en 2016 est de 22 753 personnes. Or, on ne peut pas affirmer que ces emplois sont attribuables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise. L'estimation de Nordicité du nombre d'emplois directs et dérivés attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2016-2017 est plus élevée, soit 44 560. Ainsi, le facteur 2,06 emplois dérivés par emploi direct nous semble élevé. Les valeurs dans le tableau 2.1 sont basées sur la valeur nationale de 1,54.



# ANNEXE C

---

## APPORT ÉCONOMIQUE

Cette annexe offre des données autres concernant l'apport économique de l'industrie audiovisuelle au Québec. Les données présentées ici ne sont pas comparables à celles que l'on retrouve au chapitre 2, puisque les sources, les méthodologies et les univers couverts sont différents, et

ce, de manière significative. Ces données sont cependant basées sur des enquêtes plus précises et des approches (cadre conceptuel et méthodologie) plus complètes que celles du *Profil* canadien. Elles sont donc considérées comme étant plus fiables.

## FAITS SAILLANTS DE 2016



- Le produit intérieur brut de la culture dans les industries du film et de la vidéo atteint 1,1 G\$ en 2016, en hausse de 6% par rapport à 2015;
- Il y a 16 920 emplois liés à la culture dans les industries du film et de la vidéo au Québec en 2016, en hausse de 15% par rapport à 2015.

Selon le Compte satellite de la culture de Statistique Canada, il y avait 16 920 emplois liés à la culture dans les industries du film et de la vidéo en 2016. Ce chiffre représente une augmentation de 15 % par rapport à 2015. Ces emplois comptent pour 10 % des emplois liés à la culture au Québec.

En même temps, le PIB de la culture dans les industries du film et de la vidéo s'élevé à 1,1 G\$ en 2016, une augmentation de 67 M\$ (+ 6 %) par rapport à 2015. Cette valeur représente 9 % du PIB de la culture au Québec.

Tableau C.1

**Emplois<sup>1</sup> liés à la culture, domaine du film et de la vidéo<sup>2</sup>, Québec et Canada, 2012 à 2016**

	2012	2013	2014	2015	2016
	n				
<b>Québec</b>					
Films et vidéos					
Perspective du produit <sup>3</sup>	12 718	14 168	13 931	14 837	16 955
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	12 601	14 091	13 849	14 761	16 920
Total de la culture					
Perspective du produit <sup>3</sup>	150 359	152 595	149 855	153 103	161 035
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	160 499	165 717	163 929	167 399	176 160
<b>Canada</b>					
Films et vidéos					
Perspective du produit <sup>3</sup>	50 540	52 968	54 558	52 533	56 037
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	50 247	52 876	54 385	52 354	55 936
Total de la culture					
Perspective du produit <sup>3</sup>	664 135	684 634	685 644	685 109	704 046
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	626 589	646 477	640 944	638 188	652 406

1. « Il s'agit du nombre d'emplois occupés par les travailleurs autonomes, les salariés et les travailleurs familiaux non rémunérés. Il convient de souligner qu'un emploi qui n'existe que pendant une partie de l'année (p. ex., 4 mois) ne compte que comme une fraction d'un emploi seulement (1/3 d'un emploi) pour l'année en question. Il faut aussi souligner qu'un emploi à temps partiel de 10 heures par semaine compte autant qu'un emploi à temps plein de 50 heures par semaine » (Statistique Canada [2015], *Compte satellite de la culture provincial et territorial, 2010*, n° 13-604-M, p. 57).

2. Le domaine du film et de la vidéo n'inclut pas la télédiffusion et donc pas la production interne.

3. La perspective du produit mesure le PIB et l'emploi associés à la production de produits culturels du domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs, peu importe qu'ils proviennent d'établissements des industries de la culture ou d'industries qui n'y sont pas liées.

4. La perspective de l'industrie mesure le PIB et l'emploi des établissements appartenant aux industries de l'audiovisuel et des médias interactifs. Ces estimations englobent la production de produits culturels et de produits non liés à la culture.

Source : Statistique Canada. *Tableaux 387-0012 et 387-0013*, [En ligne], CANSIM. [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 2 mars 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.2

**Produit intérieur brut<sup>1</sup> de la culture, domaine du film et de la vidéo<sup>2</sup>, Québec et Canada, 2012 à 2016**

	2012	2013	2014	2015	2016
	M\$				
<b>Québec</b>					
Films et vidéos					
Perspective du produit <sup>3</sup>	639	654	801	1 055	1 121
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	612	629	782	1 041	1 108
Total de la culture					
Perspective du produit <sup>3</sup>	10 860	10 743	10 702	10 826	11 024
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	11 573	11 768	11 971	12 049	12 297
<b>Canada</b>					
Films et vidéos					
Perspective du produit <sup>3</sup>	3 223	3 601	4 436	4 920	5 400
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	3 138	3 545	4 387	4 878	5 363
Total de la culture					
Perspective du produit <sup>3</sup>	49 275	50 501	52 095	52 994	53 787
Perspective de l'industrie <sup>4</sup>	53 136	54 458	57 045	57 940	59 264

1. Aux prix de base.

2. Le domaine du film et de la vidéo n'inclut pas la télédiffusion et donc pas la production interne.

3. La perspective du produit mesure le PIB et l'emploi associés à la production de produits culturels du domaine du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs, peu importe qu'ils proviennent d'établissements des industries de la culture ou d'industries qui n'y sont pas liées.

4. La perspective de l'industrie mesure le PIB et l'emploi des établissements appartenant aux industries du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs. Ces estimations englobent la production de produits culturels et de produits non liés à la culture.

Source : Statistique Canada. *Tableaux 387-0012 et 387-0013*, [En ligne], CANSIM. [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 2 mars 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.3

**Données du Compte satellite de la culture comparées aux données publiées dans le Profil canadien, Canada, 2015 et 2016**

	unité	2015	2016
<b>Compte satellite, domaine du film et de la vidéo, Canada</b>			
Emplois (perspective de l'industrie)	n	52 354	55 936
PIB (perspective de l'industrie)	M\$	4 878	5 363
		2014-2015	2015-2016
			2016-2017
<b>Estimation des incidences économiques dans le Profil canadien, Canada</b>			
Emplois ETP (directs)			
Production étrangère et services de production (2015-2016 et 2016-2017)	n	21 600	30 300
Production cinématographique (2015-2016 et 2016-2017)	n	2 300	2 600
Production télévisuelle indépendante (2015-2016 et 2016-2017)	n	21 000	24 100
Médias numériques convergents (2014-2015 et 2016-2017)	n	700	610
Festivals	n	1 600	1 440
Distribution (2013 et 2015)	n	1 000	1 110
Présentation en salles	n	10 100	7 510
<b>Total emplois ETP (directs)<sup>1</sup></b>	<b>M\$</b>	<b>58 410<sup>2</sup></b>	<b>67 670<sup>3</sup></b>
PIB (direct)			
Production étrangère et services de production (2015-2016 et 2016-2017)	M\$	1 296	1 841
Production cinématographique (2016-2017)	M\$	133	165
Production télévisuelle indépendante (2016-2017)	M\$	1 357	1 553
Médias numériques convergents (2014-2015 et 2016-2017)	M\$	52	52
Festivals	M\$	56	51
Distribution (2013 et 2015)	M\$	404	470
Présentation en salles	M\$	434	402
<b>Total PIB (direct)<sup>1</sup></b>	<b>M\$</b>	<b>3 798<sup>4</sup></b>	<b>4 534<sup>5</sup></b>

1. Exclut la production interne car le Compte satellite l'inclut avec la télédiffusion.

2. Inclut les emplois en médias numériques convergents de l'année précédente.

3. Inclut les emplois en distribution de l'année précédente.

4. Inclut le PIB des médias numériques convergents de l'année précédente.

5. Inclut le PIB en distribution de l'année précédente.

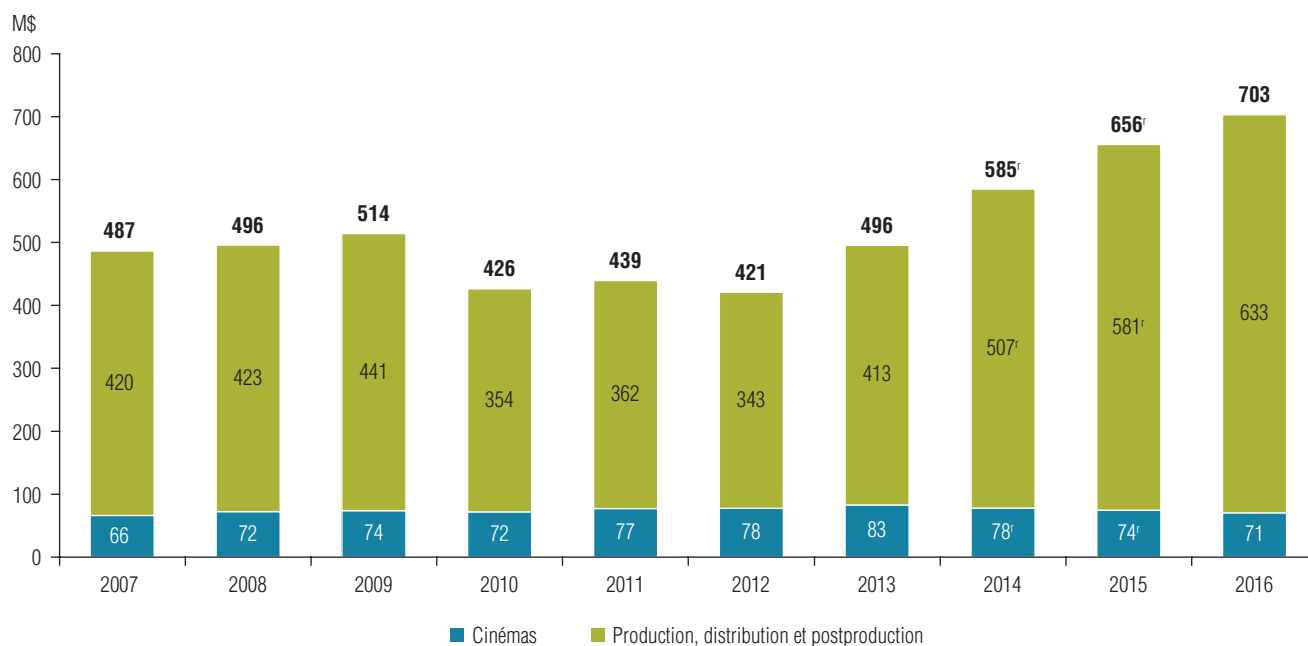
Sources : Nordicité. *Profil 2016* et *Profil 2017*, [En ligne]. [[www.cmpa.ca/industry-information/profile](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile)] (Consulté le 16 février 2016 [édition 2016] et le 27 février 2018 [édition 2017]).

Statistique Canada. *Tableaux 387-0012* et *387-0013*, [En ligne], CANSIM. [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 2 mars 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Notons qu'avec la méthode conventionnelle de mesure du PIB (figure C1), on constate également une croissance de celui-ci dans les industries du film et de la vidéo dans leur ensemble pour la même période (soit +9% entre 2015 et 2016). Ce que l'on constate pour l'ensemble des industries ne se vérifie toutefois pas pour chaque composante puisque le PIB de la présentation de films et vidéos a diminué de 5% entre 2015 et 2016.

Figure C.1

### Produit intérieur brut<sup>1,2</sup> des industries du film et de la vidéo<sup>3</sup>, Québec, 2007 à 2016



1. Aux prix de base, dollars enchaînés (2007).

2. Dans cette figure, la méthodologie pour calculer le PIB diffère de celle utilisée pour le Compte satellite de la culture et pour les indicateurs provinciaux et territoriaux de la culture présentés dans les tableaux C2 et C3.

3. Les industries du film et de la vidéo (sauf présentation) regroupent les industries de la production de films et de vidéos (SCIAN 51211), de la distribution de films et de vidéos (SCIAN 51212), de la postproduction et autres industries du film et de la vidéo (SCIAN 51219), et de la présentation de films et de vidéos (SCIAN 51213, qui comprend notamment les salles de cinéma).

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada. *Tableau 379-0030*, [En ligne], CANSIM. [[www5.statcan.gc.ca/cansim/](http://www5.statcan.gc.ca/cansim/)] (Consulté le 26 janvier 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau C.4

**Emplois salariés dans certaines industries de l'audiovisuel, Québec, 2008 à 2017**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	n									
Radiodiffusion et télédiffusion	11 416	10 692	10 524	x	10 297	x	9 501	9 481	x	x
Télévision payante et spécialisée	1 014	998	1 072	x	1 161	x	814	1 173	x	x
Industries du film et de la vidéo <sup>1</sup>	9 710	9 321	8 891	9 205	9 658	9 795 <sup>r</sup>	10 059 <sup>r</sup>	10 709 <sup>r</sup>	11 229 <sup>r</sup>	11 616

1. Inclut les industries appartenant au SCIAN 5121 : production, distribution et présentation de films et de vidéos et postproduction et autres industries du film et de la vidéo.

Source : Statistique Canada. *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)*, [En ligne].

[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/emplois-remuneration/emploi.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/emplois-remuneration/emploi.htm) (Consulté le 16 avril 2018). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.5

**Effectifs totaux de la télédiffusion et de la télédistribution par câble et TVIP<sup>1</sup>, Québec, 2012 à 2016**

	2012	2013	2014	2015	2016
	n				
SRC/CBC	2 667	2 552	2 425	2 160	2 098
Télévision privée	1 683	1 628	1 556	1 458	1 347
Télévision spécialisée francophone	1 440	1 423	1 314	1 347	1 145
Câble et TVIP	7 419	7 663	7 939	7 270	6 935
<b>Total</b>	<b>13 210</b>	<b>13 266</b>	<b>13 234</b>	<b>12 235</b>	<b>11 524</b>

1. TVIP : télévision sur protocole Internet.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

*Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion, 2012-2016.*

*Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2012-2016.*

*Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2012-2016.*

Cette publication, élaborée avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA), réunit un éventail de statistiques sur l'industrie de l'audiovisuel au Québec. Les figures et tableaux de la publication s'inspirent de ceux qu'on retrouve dans le *Profil: Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*. Le but est de faciliter une comparaison des tendances québécoises et canadiennes.

La première partie présente un portrait global de la production sur écran au Québec et des industries de l'audiovisuel. L'information est détaillée dans onze sections additionnelles, parmi lesquelles sept portent sur la production (la production québécoise indépendante, la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent ensuite des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salle ainsi que les entreprises de distribution de la radiodiffusion. Cette édition offre aussi un coup d'œil sur la production cinématographique et télévisuelle dans la région de la Capitale-Nationale.